

Chirac : « La République est entre vos mains »

Le second tour opposera le président sortant (19,71 %) à Jean-Marie Le Pen (16,95 %). Lionel Jospin (16,12 %) se retire de la vie politique

SOMMAIRE

Chirac-Le Pen. Droite contre extrême droite. Chirac, 19,71 % des suffrages exprimés, contre Le Pen, 16,95 %. Jospin, 16,12 %, éliminé. Pour la première fois, l'extrême droite est présente au second tour d'une élection présidentielle. L'intégrale de l'appel de Jacques Chirac au « sursaut démocratique » des Français : « La République est entre vos mains. » La campagne de Le Pen, son adresse « à tous ceux qui croient en la France éternelle », son appel à manifester le 1^{er} mai. L'analyse des résultats du premier tour. Abstention record. p. 2 et 3

L'ascension de Le Pen. Le parcours du chef de l'extrême droite. Sa fortune. Son immunité au Parlement européen. Les villes et les départements où il est en tête. Carl Lang, Bruno Gollnisch, Fernand Lherich... : les hommes de Le Pen. Le ralliement de Bruno Mégret. Les rapports de force droite-gauche, département par département. p. 4 et 5



Chirac stupéfait. Il ne s'attendait pas à devoir affronter Le Pen. Le débat de l'entre-deux-tours. Bayrou (6,86 %) en quatrième position. Les résultats de Madelin, Boutin, Lepage et Saint-Josse. p. 6 et 7

L'échec de Jospin. Il quitte la politique après la présidentielle. Le PS appelle à voter Chirac. Déroute du PCF. L'extrême gauche à plus de 10 %. Chevènement et Mamère passent de justesse les 5 %. p. 8 et 9

Les anti-Le Pen dans la rue. Manifestations à Paris et dans les grandes villes. A Evry, l'inquiétude des jeunes de banlieue. Les réactions à l'étranger. Vu à la télévision. La chronique de Pierre Georges. p. 10-11 et 56

La blessure

LA FRANCE est blessée. Et pour nombre de Français, humiliée. Figure de proue d'une Union européenne qu'elle a obstinément voulue et à la construction de laquelle elle a puissamment contribué, elle donne d'elle-même, au lendemain de ce 21 avril marqué par le couronnement politique du sinistre démagogue qui anime l'extrême droite française, l'image d'un pays replié, étié, hanté par son propre déclin, voire qui a peur de ses enfants, surtout lorsqu'ils vivent en banlieue. Oui, hélas, le temps se gâte pour la France.

J.-M. C.

Lire la suite page 15

L'extrême droite approche 20 % des suffrages

LE MONDE publie les résultats complets du premier tour de l'élection présidentielle dans les 22 régions, les 100 départements et 875 villes.

Jean-Marie Le Pen, qui obtient 16,95 % des suffrages exprimés, est en progression constante : 14,4 % à la présidentielle de 1988, 15 % à celle de 1995, 15,3 % aux législatives de 1997. Au total, avec Bruno Mégret (2,35 %), l'extrême droite approche 20 % des voix.

La gauche, éliminée du second tour pour la première fois depuis 1969, rassemble 32,42 % des suffrages, si l'on ajoute aux 16,12 % de



Lionel Jospin les voix de Jean-Pierre Chevènement (5,34 %), Noël Mamère (5,25 %), Robert Hue (3,39 %), Christiane Taubira (2,32 %). Soit, pour l'ex-gauche plurielle, moins qu'en 1995 (35,2 %).

La droite totalise 37,80 % en y incluant Jean Saint-Josse (4,25 %), au lieu de 44,1 % en 1995, soit un net recul. Le score de Jacques Chirac (19,71 %) est le plus faible obtenu par un président sortant.

Les trois candidats d'extrême gauche rassemblent 10,49 % alors qu'Arlette Laguiller, seule candidate en 1995, avait recueilli 5,3 % avec l'appui de la LCR.

Résultats complets dans les 22 régions, les 100 départements et 875 villes

Cartes : la France de l'abstention et des cinq candidats arrivés en tête

Lire notre cahier spécial

Au « Paquebot », à Saint-Cloud, « Le Pen à l'Élysée, Chirac à la Santé ! »

EN QUITTANT le « Paquebot », siège du Front national à Saint-Cloud, tard dans la nuit, une dame en tailleur bleu glisse en confiance à son compagnon : « Ah, c'est bon d'avoir son tour ! » Ce n'est qu'un soupir, mais il libère des années de frustration. Et il résume admirablement la soirée que viennent de vivre, dimanche 21 avril, quelques centaines de militants et sympathisants frontistes.

Le Pen au second tour, « c'est une divine surprise, un moment que j'attendais depuis trente ans », confie ce vieux compagnon de route, un pied-noir nostalgique de l'Algérie française, mais dont l'ardeur politique avait fini par s'éteindre. « Je n'avais pas supporté l'éclatement de la droite nationale en 1999, dit-il. Mais ce soir, je reviens, et, dès demain, je colle, je tracte... »

Michel Bozzi, un ancien des comités Tixier-Vignancour de la campagne présidentielle contre de Gaulle en 1965, se sent « libéré de la honte absolue de vivre dans une France socialiste depuis vingt ans ». Plus jeune, plus bouillant

aussi, son voisin, David Chesnel, un chef d'entreprise de la région parisienne, exulte : « C'est la même joie que si nous avions été dans les rues de Paris en 1944. » Devant le mur d'écrans qui retransmettent les soirées électorales des télévisions, se presse une foule aussi diverse que l'électorat FN : de vieux messieurs en blazer, des couples BCBG, un ado vêtu d'un sweat-shirt siglé « kop of Boulogne », un « frère » en soutane, un auteur connu de romans policiers, A.D.G., quelques jeunes black-blanc-beur, des pères et des mères de famille.

« Nous avons rejoint Le Pen quand nos enfants se sont fait racketter », racontent Nicole Aureau et son mari. C'était il y a vingt ans, ils habitaient Gennevilliers, et « il y avait déjà de l'insécurité ». Les choses ne se sont pas arrangées et c'est à cause de cela que, cette année, de nombreux électeurs auraient osé « ce vote de transgression », affirment plusieurs militants. Philippe Ruger, conseiller régional des Pays de la Loire, avait senti monter la vague : « C'était palpable depuis plu-

sieurs semaines. » Marie-Claire, 39 ans, permanente à la fédération de Paris, en avait aussi « eu l'intuition » : « Même ma mère, qui était malheureusement mégretiste, a voté pour Le Pen cette fois. »

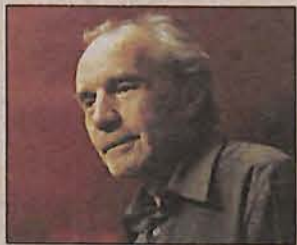
Venue à l'extrême droite « par anticommunisme, après avoir lu Soljenitsyne », Danièle, 53 ans, formatrice en Seine-Saint-Denis, se dit : « Après Mitterrand, après Chirac, pourquoi ne pas essayer Le Pen, au point où on en est, qu'est-ce qu'on risque ? » Les invités du « Paquebot » croient en la victoire le 5 mai : « Affirmatif, s'égosille un ancien. C'est la France réelle qui a parlé ce soir, elle a mis fin à la diabolisation de Le Pen, et les gens de gauche ne voteront pas pour Chirac. »

Devant les buffets, des militants testent en trinquant quelques slogans de second tour. « Le Pen à l'Élysée, Chirac à la Santé ! », celui-là devrait faire l'affaire. Ils se promettent de le roder le 1^{er} mai.

Jean-Jacques Bozonnet

CULTURE

Rivette, en long



LE CINÉASTE explique pourquoi il a monté une version longue de son film *Va savoir*. Lire page 24

ANALYSE

Le chaudron du Proche-Orient

« J'AI APPRIS une chose ces derniers mois : vous ne pourrez jamais gouverner par la force un million et demi de Palestiniens. C'est une leçon dont nous devons tirer les conséquences. » Ainsi s'exprimait Itzhak Rabin en février 1988, quelques semaines après le début de la première Intifada, devant un groupe d'amis dont Marek Halter et Eric Laurent rapportent le témoignage dans leur livre sur *Les Forces de la paix* (Plon-Laffont, 1994).

Ariel Sharon n'est manifestement pas près de parvenir à cette conclusion, bien que la violence à laquelle ses troupes doivent faire face soit hors de proportion avec les jets de pierres auxquels Tshahal se trouvait alors confrontée. Qu'importe apparemment pour lui que des jeunes gens et des jeunes filles, dont beau-

coup n'ont aucune raison personnelle de se plaindre de la vie, soient de plus en plus nombreux à se faire sauter avec les civils qu'ils ont choisis pour cible. Ce sont des terroristes, des criminels comme les autres...

Leur sacrifice ne les innocente pas, et innocente encore moins ceux qui les ont poussés à le commettre. Mais si ceux qui y ont recours sont si nombreux, ce ne peut être que parce que leur geste reflète un évident désespoir. Et c'est à apaiser ce désespoir que devraient s'attacher en priorité tous ceux qui ne peuvent se résigner à voir deux peuples condamnés par la géographie à vivre côte à côte se laisser emporter par la peur, la haine et la conviction que les armes peuvent soumettre l'autre, voire les en débarrasser, alors que, plus que jamais, il n'est

pas de paix concevable sans acceptation mutuelle.

En créant un Etat à eux, en se donnant tant de mal pour le bâtir, les Israéliens visaient fondamentalement, selon le rêve de Theodor Herzl, à doter le peuple juif d'un territoire où il fût à l'abri d'un renouveau des horribles persécutions qui ont jalonné son histoire. Longtemps ils ont cru y être parvenus, notamment au lendemain de chacune des cinq guerres qui, en 1948, 1956, 1967, 1973 et 1982, pour ne pas parler des deux Intifadas, les ont opposés à tout ou partie de leurs voisins arabes.

André Fontaine

Lire la suite page 15 et nos informations page 16

RÉCIT

Ce dimanche impensable où l'on pleurait chez Jospin



LES LARMES, la colère des partisans de Lionel Jospin (notre photo). Les larmes, mais de joie celles-là, de Marine, fille de Jean-Marie Le Pen. Le triomphe de l'extrême droite. La joie, du côté de chez Jacques Chirac, vite tempérée par le président qui refusait de croire au score du Front national. Pierre Georges fait le récit de la soirée électorale vécue depuis les sièges de campagne de tous les candidats, avec la séquence France du Monde et la promotion 2002 du Centre de formation des journalistes de Paris. Lire pages 12 et 13

Le Roi de la reprise, c'est Citroën Félix Faure !

3800€*

pour l'achat d'une CITROËN récente XM, EVASION ou XANTIA

2280€*

pour l'achat d'une CITROËN récente XSARA, XSARA PICASSO** ou SAXO

Reprise minimum de votre véhicule, quels que soient l'état, la marque et beaucoup plus si son état le justifie.

FAIBLE KILOMETRAGE • GARANTIE 1 AN PIÈCE ET MAIN D'ŒUVRE • PRIX ATTRACTIF • FINANCEMENT À LA CARTE

* Offre spéciale jusqu'au 30 avril 2002 non cumulable avec d'autres promotions, réservée aux particuliers, dans la limite des stocks disponibles. Carte grise au nom du propriétaire depuis 1 an. **Sauf Xsara Picasso HDI. En échange de cette publicité

CITROËN FÉLIX FAURE moi j'aime fournisseur officiel en bonnes affaires

Paris 15 ^e	10, place Etienne Pernet	01 53 68 15 15
Paris 14 ^e	50, boulevard Jourdan	01 45 89 47 47
Paris 19 ^e	59, avenue Jean Jaurès	01 44 52 79 79
Coignières (78)	74, RN 10	01 30 66 37 27
Limay (78)	266, rte de la Noué, Port Autonome	01 34 78 73 48
Bezons (95)	30, rue Emile Zola	01 39 61 05 42
Thiais (94)	273, av. de Fontainebleau, RN 7	01 46 86 41 23
Nantes (44)	7, bd des Martyrs Nantais, Ile Beaulieu	02 40 89 21 21
Corbas (69)	21 Corbas Mont-Martin, rue M. Mériel	04 78 20 67 77
Vitrolles (13)	Av. Joseph Cugnot, Zac des Cadeaux	04 42 78 77 37

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Jean-Marie Le Pen (FN) affrontera Jacques Chirac (RPR) au **SECOND TOUR** de l'élection présidentielle. Le président du Front national a obtenu 16,95 % des voix, éliminant ainsi Lionel Jospin (PS), qui n'a

recueilli que 16,12 % des suffrages. En arrivant en tête de ce premier tour avec 19,71 %, le président sortant se voit quasiment **ASSURÉ DE SA RÉÉLECTION**. Certains responsables de gauche ont d'ores et déjà appe-

lé à voter pour lui afin de « faire barrage » au candidat d'extrême droite. Des **MANIFESTATIONS ANTI-LE PEN**, ont rassemblé, dès dimanche soir, à Paris et en province, plusieurs milliers de personnes. Lionel

Jospin a annoncé qu'il se retirerait dès le 5 mai de la vie politique. Le PCF essuie un **REVERS HISTORIQUE**, Robert Hue ne totalisant que 3,39 % des voix. Les candidats trotskistes dépassent 10 %.

Le duel Chirac-Le Pen provoque un séisme politique

Le premier ministre-candidat, qui n'a obtenu que 16,12 % des voix, a annoncé son retrait de la vie politique après le 5 mai. Le second tour opposera le président sortant, arrivé en tête avec 19,71 % des suffrages, au candidat de l'extrême droite, qui crée la surprise avec 16,95 %

POUR sa quatrième campagne présidentielle, Jean-Marie Le Pen a provoqué un véritable séisme politique en accédant au second tour, où il affrontera Jacques Chirac, arrivé en tête, dimanche soir 21 avril, avec 19,71 % des suffrages exprimés. Agé de 74 ans, le chef du FN recueille 16,95 % et élimine ainsi Lionel Jospin de la course à l'Elysée. En dépit de la division de l'extrême droite, depuis la scission provoquée par Bruno Mégret en 1999, M. Le Pen améliore son score de 1995 (15 %) et devance M. Chirac, dans plusieurs départements du nord, de l'est et du sud-est de la France. Autant de succès que le FN veut convertir en victoires lors des élections législatives à venir. A l'annonce du résultat, M. Le Pen s'est posé en candidat des « petits », des « sans grade », des « exclus », qu'il a appelé à ne pas se « laisser enfermer dans les vieilles divisions de la droite et de la gauche » pour « se rassembler derrière lui ». Au terme de la première phase d'une campagne qui l'a vu polir son image en se réclamant d'une tradition plus poujadiste qu'extrémiste, tout en profitant de la focalisation du débat sur le thème de l'insécurité, le candidat du FN s'est présenté comme « socialement à gauche, économiquement à droite et, plus que jamais, nationalement de France ».

► **La victoire annoncée de M. Chirac.** Pour Jacques Chirac, le premier tour annonce avec certitude la victoire au second. Même s'il obtient, avec 19,71 % des voix, un résultat inférieur à ceux qu'il avait recueillis en 1988 et en 1995, le président-candidat est assuré de triompher de M. Le Pen, tant le rejet de l'extrême droite, exprimé dès dimanche soir par plusieurs responsables de gauche, lui garantit une avance considérable. « Si, dans le cadre d'une élection, le rejet et le mécontentement peuvent s'exprimer, ils ne sauraient fonder une véritable politique pour la France »,

a déclaré le chef de l'Etat, souhaitant le « rassemblement » des Français en lançant : « La République est entre vos mains. »

L'entourage de M. Chirac évoquait toutefois un « scénario catastrophique », prévoyant de nombreuses triangulaires aux élections législatives à venir, où les candidats du Front national, dopés par le succès de leur leader, pourraient empêcher la droite d'obtenir la majorité. « Rien ne serait pire qu'une nouvelle cohabitation », avertissait, lundi matin sur France 2, le directeur de campagne du chef de l'Etat, Antoine Rufenacht. Avant d'entamer cette seconde campagne, M. Chirac devra nommer un premier ministre. Nicolas Sarkozy, Philippe Douste-Blazy et Jean-Pierre Raffarin, dont les noms sont les plus souvent cités depuis plusieurs mois, continuaient à croire en leurs chances respectives, estimant tous que la droite devrait continuer à faire de la sécurité son leitmotiv essentiel.

► **Le retrait de M. Jospin.** Pour Lionel Jospin, la défaite est une déroute. Le premier ministre n'obtient que 16,12 % des suffrages, enregistrant une baisse de plus de 7 points par rapport à son score de 1995. Considérant que la qualification de M. Le Pen pour le second tour constitue « un signe très inquiétant pour la France et pour notre démocratie », le candidat socialiste a jugé, dimanche soir, ce résultat « profondément décevant », invoquant pour l'expliquer « la démagogie de la droite » et « la dispersion de la gauche ». « J'assume pleinement la responsabilité de cet échec, a-t-il déclaré, et j'en tire les conclusions en me retirant de la vie politique après la fin de l'élection présidentielle. » Au cours des heures suivantes, plusieurs responsables socialistes, dont le premier secrétaire du PS, François Hollande – qui devrait conduire la campagne des législatives –, Laurent Fabius et Bertrand

	MÉTROPOLE		OUTRE-MER		TOTAL	
Inscrits	39 350 086		1 225 306		40 575 392	
Votants	28 721 939		550 052		29 271 991	
Abstentions	27,01%		55,11 %		27,86 %	
Blancs ou nuls	3,38 %		4,37 %		3,40 %	
Exprimés	27 750 962		525 999		28 276 961	
CANDIDATS	Nombre de voix obtenues	Suffrages exprimés (%)	Nombre de voix obtenues	Suffrages exprimés (%)	Nombre de voix obtenues	Suffrages exprimés (%)
Jacques Chirac	5 385 456	19,41	188 502	35,84	5 573 958	19,71
Jean-Marie Le Pen	4 770 270	17,19	21 480	4,08	4 791 750	16,95
Lionel Jospin	4 398 148	15,85	160 406	30,50	4 558 554	16,12
François Bayrou	1 927 275	6,94	11 849	2,25	1 939 124	6,86
Arlette Laguiller	1 615 543	5,82	9 626	1,83	1 625 169	5,75
Jean-Pierre Chevènement	1 495 963	5,39	13 681	2,60	1 509 644	5,34
Noël Mamère	1 474 761	5,31	9 477	1,80	1 484 238	5,25
Olivier Besancenot	1 199 180	4,32	7 602	1,45	1 206 782	4,27
Jean Saint-Josse	1 199 139	4,32	2 385	0,45	1 201 524	4,25
Alain Madelin	1 098 080	3,96	5 761	1,10	1 103 841	3,90
Robert Hue	954 981	3,44	4 347	0,83	959 328	3,39
Bruno Mégret	661 348	2,38	3 488	0,66	664 836	2,35
Christiane Taubira	577 753	2,08	78 295	14,89	656 048	2,32
Corinne Lepage	527 577	1,90	4 024	0,77	531 601	1,88
Christine Boutin	334 083	1,20	4 146	0,79	338 229	1,20
Daniel Gluckstein	131 405	0,47	930	0,18	132 335	0,47

Ce tableau ne prend pas en compte les résultats de Saint-Pierre-et-Miquelon, de la Polynésie française et des Français de l'étranger

Delanoë ont annoncé qu'ils voteraient pour M. Chirac au second tour.

► **Le pari manqué de M. Chevènement.** L'ancien ministre de l'intérieur se voyait en « troisième homme », il ne finit qu'en sixième position, dépassant de peu la barre des 5 % – après avoir atteint 14 % dans les sondages. Dimanche soir, le candidat s'est refusé à donner une consigne de vote explicite se contentant, à chaud, d'appeler à un « sursaut républicain », estimant que « le peuple et la France ne doivent pas être abandonnés au

Front national ». M. Chevènement s'apprêtait à présenter des candidats aux législatives dans toutes les circonscriptions. Le comité de direction du Pôle républicain, qui se réunira mardi au QG de campagne, confirmera ou infirmera ce projet.

► **La défaite historique de M. Hue.** Jamais, depuis la création du PCF au Congrès de Tours, en 1920, les communistes n'ont subi une défaite aussi lourde. Avec 3,39 % des suffrages, Robert Hue, qui obtient cinq points de moins qu'en 1995 (8,7 %), n'aura pas réus-

si le pari de la « mutation » qu'il avait lancé en mars 2000. En perte de vitesse depuis les années 1970, le PCF paye le grand écart souvent délicat entre la participation au gouvernement et le soutien au mouvement social. Ses récentes batailles au Parlement – notamment sur les licenciements – n'auront pas suffi à convaincre son électeur traditionnel de son ancrage à gauche. Cette défaite aura des conséquences graves aussi bien sur les finances du parti que pour l'avenir politique de son président. Arlette Laguiller (LO), qui obtient

5,75 % des suffrages, ne tire pas de l'échec de M. Hue le profit que lui promettaient les sondages. Concurrencée par le candidat de la LCR, Olivier Besancenot, qui a recueilli 4,27 % des voix, la candidate de Lutte ouvrière a estimé que « ni l'extrême gauche, ni la multiplicité des candidatures n'étaient responsables » de la défaite de Lionel Jospin, et s'est refusée à appeler « à voter Chirac ».

► **L'avenir de M. Bayrou.** Avec près de 7 % des voix, le candidat de l'UDF, François Bayrou, réalise une performance inférieure à son score-référence des élections européennes (9,3 % en 1999), mais obtient un résultat qui ménage son avenir, après une campagne difficile. Le duel Chirac-Le Pen du second tour, et son issue plus que probable, ne lui permet plus, toutefois, de monnayer au prix fort, comme il l'espérait, son ralliement au chef de l'Etat. « Je veux parler à Chirac, même si ma position ne fait guère de doute », a-t-il déclaré, dimanche soir, de son QG de campagne. Le président de l'UDF souhaite la naissance d'un « vaste rassemblement qui dépasse les frontières anciennes ».

Alain Madelin, qui n'a obtenu que 3,9 % des suffrages, s'est lui aussi refusé à énoncer une consigne claire pour le second tour. Afin d'éviter « un vote par défaut », le candidat libéral a appelé à « un rassemblement fondé sur l'élan » et sur « un projet réformateur ».

► **Des manifestations anti-Le Pen.** Dans toute la France, des milliers de manifestants ont défilé, dès l'annonce des résultats, pour dénoncer la présence de M. Le Pen au second tour, en appelant à une mobilisation contre le candidat d'extrême droite, aux cris de : « F comme fasciste, N comme nazi », « Le Pen facho, Marseille aura ta peau. »

Hervé Gattegno et Philippe Ridet

Jacques Chirac : « Se rassembler pour défendre les droits de l'homme »

VOICI le texte intégral de la déclaration prononcée par Jacques Chirac, dimanche soir à 22 h 55, au Tapis rouge, le siège parisien de sa campagne.

« Mes chers compatriotes, Ce soir, je veux m'exprimer devant vous avec gravité. Avec force et détermination. Aujourd'hui, ce qui est en cause, c'est notre cohésion nationale, ce sont les valeurs de la République auxquelles tous les Français sont profondément attachés. Aujourd'hui, ce qui est en cause,

c'est l'idée même que nous nous faisons de l'homme, de ses droits, de sa dignité. C'est l'idée que nous nous faisons de la France, de son rôle et de sa place en Europe et dans le monde.

Si, dans le cadre d'une élection, le rejet et le mécontentement peuvent s'exprimer, ils ne sauraient fonder une véritable politique pour la France. Notre débat démocratique doit être à la mesure des attentes des Français, conforme à nos traditions de tolérance et de respect. Il en va de notre démocratie. J'appelle toutes les Françaises

et tous les Français à se rassembler pour défendre les droits de l'homme, pour garantir la cohésion de la nation, pour affirmer l'unité de la République et restaurer l'autorité de l'Etat.

Ce rassemblement est possible. Il est nécessaire. Nous sommes riches de toutes nos sensibilités, forts des valeurs de liberté et de responsabilité qui nous sont communes, portés par un même idéal démocratique, animés d'une même ambition et d'un même amour pour la France. Cette élection présidentielle doit marquer le

temps de l'action. C'est dans l'action que la France forge son destin, retrouve son énergie, sa générosité, sa capacité de créer et de partager.

Le moment du choix est désormais devant vous. Il s'agit de l'avenir de la France, de l'idée même que nous nous faisons de notre pays, de sa grande tradition humaniste, de sa vocation universelle, de son exigence de générosité et d'ouverture, de son rayonnement. Il s'agit aussi de notre capacité à vivre les uns avec les autres, en nous respectant. Il s'agit enfin de vivre pleinement la grande histoire de l'Europe que nous avons imaginée et dans laquelle nous sommes depuis longtemps engagés.

Le temps de l'action est aussi celui du changement. Je veux rétablir la sécurité. Je veux garantir les besoins essentiels des Français. Je veux une France forte en Europe, écoutée et respectée dans le monde. La France ne peut attendre. Voici venu le temps du sursaut démocratique. C'est dans la difficulté que la France trouve son chemin. C'est dans la fraternité, dans l'ouverture aux autres, que la France est elle-même.

J'en appelle à la France, cette France vivante, diverse, humaine et chaleureuse que nous aimons. J'en appelle aux Françaises et aux Français, à chacune et chacun d'entre vous, parce que la démocratie est le bien le plus précieux. Parce que la démocratie est le bien le plus précieux. Parce que la République est entre vos mains.

Ce soir, mes chers compatriotes, la France a besoin de vous, j'ai besoin de vous. Je souhaite que, dans les prochains jours, chacun fasse preuve de responsabilité, de tolérance et de respect. Vive la République, vive la France !

Un record d'abstentions pour le premier tour d'une présidentielle

S'IL EST UN CHIFFRE qui n'aura pas surpris, dimanche 21 avril, c'est bien celui de l'abstention. Avec un taux de 27,5 % en métropole (sur 99,5 % des suffrages décomptés), le phénomène a pourtant atteint des pics rarement égalés depuis la première élection du président de la République au suffrage universel, en 1965.

Au premier tour de la présidentielle de 1995, 21,6 % des électeurs inscrits s'étaient abstenus. Cette fois, sur 40 millions d'inscrits, plus de 11 millions d'entre eux ne se sont pas rendus aux urnes, et plus de 984 000 ont voté blanc ou nul. Le seul record qui reste désormais à battre est celui du second tour de la présidentielle de 1969 avec 30,1 % (22,4 % au premier). Deux candidats de la droite modérée étaient alors restés en lice : le gaulliste Georges Pompidou et le centriste Alain Poher – en l'absence de tout prétendant de gauche et alors que le PCF frôlait les 21,5 %.

L'abstention touche la plupart des démocraties occidentales, et le chiffre élevé de dimanche révèle une amplification du phénomène. Elle apparaît d'autant plus massive qu'en France elle est calculée à partir du nombre des inscrits et non de la population électorale potentielle en âge de voter, de 7 % à 10 % supérieures.

En 2002, l'abstention aura progressé, y compris dans les départements où elle atteignait déjà des sommets en 1995. Comme en Corse-du-Sud, où elle est passée de 32,3 % en 1995 à 40,5 % le 21 avril (plus de 42 % en Haute-Corse). Ou en Seine-Saint-Denis, fortement abstentionniste comme la plupart des départements limitrophes de Paris, où elle atteint 35,67 % (27,4 % en 1995). Même en Corrè-

ze, où la participation est traditionnellement forte, les rangs des abstentionnistes se sont gonflés pour atteindre 20,3 % (contre 14,1 % au premier tour de la présidentielle de 1995). L'île-de-France est, après la Corse, la région où l'on vote le moins (32,11 % d'abstentions). Le Limousin détient, au contraire, la palme du civisme (moins de 23 %).

Dans les départements où Jean-Marie Le Pen arrive en tête, les taux d'abstention ne se sont pas révélés supérieurs à la moyenne nationale. C'est le cas du Territoire-de-Belfort (23,62 %), du Nord (28,86 %), de la Drôme (25,30 %), du Gard (25,7 %), du Vaucluse (24,44 %), mais aussi de l'Hérault (25,63 %), du Rhône (25,79 %), de l'Aisne (26,25 %) et des Ardennes (27,95 %).

Faut-il en conclure que la présidentielle a perdu son statut de scrutin favori des Français et qu'elle a fini par se « normaliser » par rapport aux autres consultations nationales ? Le taux d'abstention y devient comparable à celui des deux tours des précédentes législatives de 1997 (respectivement 31,4 % et 28,4 % en métropole). Sans doute les congés scolaires de la zone A et C expliquent-ils en partie ce phénomène, de même que le nombre exceptionnellement élevé d'indécis relevés par les divers sondages (Le Monde du 14 avril).

Depuis 1974, la mobilisation s'est révélée toujours plus forte au second tour qu'au premier. Reste à savoir si l'affrontement entre M. Chirac et M. Le Pen permettra d'inverser une tendance où se lit aussi bien la fameuse « asthénie démocratique » qu'une expression nouvelle de la protestation.

Nicolas Weill

VOUS VENEZ DE DÉCOUVRIR UN GRAND PASTIS.



PASTIS
HENRI BARDOUIN
Le Grand Cru
du Pastis

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A CONSOMMER AVEC MODERATION.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Comment le président du Front national a poli son image et profité du thème de l'insécurité

Pour sa quatrième campagne présidentielle, Jean-Marie Le Pen a veillé à ne pas commettre de faux pas. Avec Bruno Mégret, l'extrême droite atteint 19,30 % des voix



LUDOVIC/REA

19,71 %

Première conséquence du résultat de Jacques Chirac : il est assuré de l'emporter au second tour, avec un score record pour un président de la V^e République, la gauche reportant ses voix sur lui.



BAUDET/GREGOIRE/ARJUNET/MPA

16,95 %

Malgré son résultat inattendu, le président du Front national a évité d'afficher une attitude trop triomphaliste. Déjà concentré sur le second tour, Jean-Marie Le Pen s'est présenté, lors de son intervention, comme l'homme du « rassemblement », défenseur des faibles et des déçus.



RÉMY DE LAMALVIERE/ASSOCIATED PRESS

16,12 %

Le premier ministre-candidat avait pris date en 1995. Resté loin de son score d'il y a sept ans, il en a tout de suite tiré les conséquences en annonçant son retrait de la vie politique.



JEAN-LUC LUYSEN/MPA

5,75 %

Alors qu'on l'annonçait comme le troisième « homme » de la campagne, la candidate de LO n'a pas approché les pourcentages que lui promettaient les sondages. La progression d'Arlette Laguiller est même infime par rapport à 1995. Avec 4,27 %, le candidat de la LCR, Olivier Besancenot, s'est hissé pratiquement au même niveau.



CHESNOT/SIPA

5,25 %

Le résultat de Noël Mamère est le meilleur jamais obtenu par un candidat écologiste, supérieur de près de 2 points à celui de Dominique Voynet au premier tour de l'élection présidentielle de 1995.



CHRISTINE GRUNNET/MPA

3,39 %

Le Parti communiste n'avait jamais été aussi bas dans une élection. Au point que se pose la question de sa survie en tant que force politique nationale.

LA QUATRIÈME fois est donc la bonne. Candidat malchanceux en 1974, 1988, 1995, Jean-Marie Le Pen affrontera Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle le 5 mai. Il aurait, certes, préféré avoir Lionel Jospin pour adversaire, mais le fondateur du Front national ne boude pas son plaisir de braver – et notamment lors d'un face-à-face télévisé – celui auquel il ne cesse de reprocher de l'avoir « ostracisé », lui et son parti. « Je suis prêt à rencontrer Jacques Chirac où il veut et quand il veut ! », a-t-il lancé aux journalistes qui l'interrogeaient à ce sujet. « Ainsi, il ne pourra pas me dire qu'il ne m'a pas rencontré », a-t-il aussitôt ironisé en faisant allusion aux deux rencontres secrètes qui avaient été organisées, entre le chef du FN et M. Chirac, entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1988. Rencontres niées par le président de la République.

Mais ce n'est qu'une fois sa déclaration faite à la presse, peu avant 22 heures, que Jean-Marie Le Pen s'est autorisé à sourire. A aucun moment, dimanche 21 au soir, il ne se sera départi des nouveaux habits d'homme assagi par les ans qu'il a revêtus pour la campagne présidentielle. Il n'y a pas si longtemps, il aurait exulté dès les premiers résultats. Dimanche soir, le fondateur du Front national a tenu à se montrer jusqu'au bout prudent. Alors que les premiers scores le plaçaient en deuxième position de l'élection présidentielle et que

les journalistes le pressaient de répondre aux questions, il se contentait de répondre : « Le travail, la persévérance et l'aide de Dieu finissent par triompher de tous les obstacles ! » Et de laisser aux sympathisants et militants le soin d'exprimer leur joie de voir leur chef, sur lequel peu auraient misé après la scission du parti en janvier 1999, arriver au second tour et supplanter tous les candidats dans 35 départements.

Ce n'est qu'une fois sa déclaration faite à la presse, peu avant 22 heures, que M. Le Pen s'est autorisé à sourire

Donnant le ton de la campagne d'entre deux tours, il s'est présenté lors de son intervention comme l'homme du rassemblement. Surfant sur toutes les angoisses, il se veut le défenseur des faibles, des déçus des représentants des partis traditionnels, des inquiets de l'avenir. Aux « petits », aux « sans-grades », aux « exclus » il dit : « N'ayez pas peur de rêver ». Prenant un ton mélodramatique, il s'adresse à ceux qui ont « supporté depuis vingt ans toutes les erreurs et

VERBATIM

« Socialement à gauche, économiquement à droite »

VOICI les principaux extraits de la déclaration prononcée par Jean-Marie Le Pen, dimanche soir à 21 h 55 du siège du Front national.

Mon premier mouvement est la gratitude à l'égard de toutes celles et de tous ceux qui viennent ce soir de faire naître un grand espoir. D'abord, aux électrices et électeurs de France et d'outre-mer qui m'ont fait le cadeau inestimable de leur confiance. Aux maires qui, contre toutes les pressions et les menaces, ont parrainé ma candidature. Aux militants nationaux, qui ont répondu par le calme, le courage, le dévouement, la fidélité, l'enthousiasme, aux injures, aux violences, et se sont dépensés sans compter, allant parfois jusqu'au sacrifice de leur vie. (...) N'ayez pas peur. Rentrez dans l'espérance. L'événement, c'est le 5 mai. N'ayez pas peur de rêver, vous les petits, les sans-grade, les exclus. Ne vous laissez pas enfermer dans les vieilles divisions de la gauche et de la droite. Vous, qui avez supporté depuis vingt ans toutes les erreurs et les malversations des politiciens. Vous, les mineurs, les métallos, les ouvrières et les ouvriers de toutes ces industries ruinées par l'euro-mondialisme de Maastricht. Vous, les agriculteurs aux retraites de misère et acculés à la ruine et à la disparition. Vous, qui êtes les premières victimes de l'insécurité, dans les banlieues, les villes et les villages.

J'appelle les Françaises et les Français, quelles que soient leur race, leur religion ou leur condition sociale, à se rallier à cette chance historique de redressement national.

Sachez que, homme du peuple, je serais toujours du côté de ceux qui souffrent, parce que j'ai connu le froid, la faim, la pauvreté. Je veux reconstruire la cohérence de notre grand peuple français, l'unité de la République, l'indépendance de la France, notre patrie, rétablir la sécurité sur l'ensemble du territoire national et libérer nos compatriotes du fiscalisme et de la bureaucratie.

Je salue fraternellement tous mes compatriotes français, qu'ils se soient abstenus ou qu'ils aient voté pour d'autres candidats. Je les appelle à ne pas se laisser manipuler par les vieux trucs des politiciens qui veulent conserver leur petite boutique. Je suis socialement à gauche, économiquement à droite et plus que jamais, nationalement de France. Mais surtout, je suis un homme libre, un patriote qui n'a qu'une ambition : la France et les Français. J'appelle au rendez-vous de la fraternité française, place et avenue de l'Opéra le 1^{er} mai, fête de Jeanne d'Arc et des travailleurs de France, pour préparer ensemble la deuxième étape de la renaissance française, la deuxième tour de l'élection présidentielle.

»

n'est pas sans sifflements qu'ils ont accueilli la déclaration du chef de la fronde, Bruno Mégret, l'ex-député général de Jean-Marie Le Pen, aujourd'hui président du Mouvement national républicain, dans laquelle il appelle ses électeurs « à se mobiliser autour de la candidature de Le Pen pour le second tour ». Certains faisaient dans leur tête le calcul Le Pen + Mégret, soit 16,95 + 2,35, et restaient rêveurs devant le score historique de l'extrême droite : 19,30 %.

Beaucoup de militants présents au « Paquebot » dimanche soir revenaient également sur cette drôle de campagne. Une campagne commencée, pour l'extrême droite, avec les attentats du 11 septembre à New York et entrecoupée d'événements et faits divers dramatiques qui n'ont fait qu'ajouter au sentiment d'inquiétude des Français. Sans parler des discours des autres responsables politiques sur l'insécurité. Une surenchère à laquelle Jean-Marie Le Pen n'a même pas pris la peine de participer mais qu'il commentait en disant qu'on assistait à une « lepnisation des esprits ». Pour lui, l'essentiel était ailleurs. Partant du principe que tout le monde connaissait ses positions, le chef du parti s'est essentiellement appliqué à faire une campagne d'image et s'est plié à toutes les fantaisies, posant dans un café turc en train de fumer le narguilé, fredonnant un air de rap à la télévision et devant sans aucune agressivité avec tous les adversaires politiques qui, cette année, n'ont pas boudé les tables rondes avec le président d'extrême droite.

La bataille pour les signatures occupait aussi une grande partie des discussions. Et chacun d'aller de son commentaire sur les pressions « de Chirac » sur les maires. Des pressions qui aboutirent à la défection de près de 250 promesses de signatures, et qui mirent le parti sens dessus dessous jusqu'au 2 avril. Une épreuve qui permit cependant à M. Le Pen d'occuper l'actualité et de jouer dans le registre qu'il connaît le mieux, celui de la victime.

Pour le moment solitaire, Jean-Richard Sulzer, membre de l'association des amis de Jacques Chirac, conseiller de Jean-Pierre Soisson, est venu, dimanche, féliciter M. Le Pen et confiait au journaliste ne pas avoir été le seul à être déçu des consignes données par le quartier général de M. Chirac « d'empêcher le Pen de se présenter ».

Christiane Chombeau

Derrière le choc, les paradoxes du premier tour

L'INVENTION de la « gauche plurielle » avait fondé, en 1997, la reconquête de l'influence et de la place du Parti socialiste au cœur de la vie politique française, après la

■ ANALYSE

M. Chirac a recueilli le plus faible résultat d'un président de la République sortant

fin crépusculaire des années Mitterrand. La solidité de cette alliance, à l'épreuve de cinq années de gouvernement et malgré la défection, à l'été 2000, de Jean-Pierre Chevènement, avait fait de Lionel Jospin le candidat naturel du PS à l'élection présidentielle et le champion évident de la gauche au second tour.

La dispersion de son camp aura été la cause première de sa défaite. L'arithmétique électorale est éloquent : si le premier ministre a perdu, à titre personnel, plus de 7 points par rapport à son score de 1995 (il avait obtenu 23,5 % des suffrages au premier tour), la somme des voix de gauche, elle, n'a que légèrement régressé. Ajoutés au résultat du premier ministre, les totaux de Noël Mamère, Robert Hue, Christiane Taubira et Jean-Pierre Chevènement portent l'éta-

ge de ce qui fut la majorité de M. Jospin à 32,42 %, quand le candidat socialiste et ses alliés (communistes et Verts) avaient recueilli 35,2 % il y a sept ans.

En dépit de cet affaiblissement collectif, le paradoxe des chiffres est que le poids global de la gauche pouvait conférer l'optimisme à son champion, à condition que celui-ci fût présent au second tour. Sans préjuger de la qualité des reports de voix, le niveau inédit atteint par l'extrême gauche rendait en effet plausible une victoire finale de M. Jospin, dès lors que le total des voix de droite ne se montait qu'à 33,41 % (hors extrême droite et chasseurs). Inédite, la présence dans la course à l'Elysée de deux autres candidats trotskistes en concurrence avec Arlette Laguiller, dont la percée était annoncée, a d'évidence contribué à augmenter l'attraction d'un courant politique longtemps ultra-minoritaire. De fait, la candidate de Lutte ouvrière (LO) n'a que faiblement amélioré son score de 1995 (passant de 5,3 à 5,75 %), et elle n'est pas la seule à devancer le représentant du PCF : révélé par la campagne officielle à la télévision, Olivier Besancenot (LCR) distance lui aussi Robert Hue, scellant le décrochage historique du PCF, réduit à la dimension d'un groupuscule dans certains de ses bastions historiques.

La situation de Jacques Chirac n'est, somme toute, pas moins paradoxale. Assuré de la victoire au

second tour (les premiers sondages d'intentions de vote lui promettaient, dimanche soir, entre 75 % et 80 % des suffrages), le chef de l'Etat a recueilli le plus faible résultat d'un président de la République concourant à sa réélection. Avec 19,6 % des voix (soit seulement 13,6 % des inscrits), M. Chirac est très loin des 34,09 % de François Mitterrand en 1988 et des 28,3 % de Valéry Giscard d'Estaing en 1981 (qui fut pourtant battu), sans parler des 44,6 % du général de Gaulle en 1965. Plus encore, le fondateur du RPR, qui concourt pour la quatrième fois consécutive à l'élection présidentielle, réalise une performance inférieure à celles qu'il réalisa en 1995 (20,84 %) et en 1988 (19,94 %) ; seul son score de 1981, date de sa première candidature, est amélioré : il avait obtenu 17,99 % des suffrages exprimés – mais ce total représentait toutefois 14,35 % des inscrits, soit davantage qu'aujourd'hui. Et pourtant dans deux semaines, M. Chirac sera le président le mieux élu de la cinquième République, alors que la droite républicaine, elle, marque sensiblement le pas.

Avec cinq candidats – six si l'on y inclut Jean Saint-Josse (CPNT) –, la droite obtient au total 33,4 % des voix (37,7 % avec le représentant des chasseurs) ; au premier tour de l'élection présidentielle de 1995, stimulée par le duel fratricide entre Jacques Chirac et Edouard Balladur, elle avait regroupé 44,1 % des suffra-

ges. En 1997, après la dissolution de l'Assemblée nationale, elle avait recueilli, aux élections législatives, un total de 36,3 % des voix sur l'ensemble du territoire. Cinq ans plus tard, elle n'a progressé que d'un point et demi ; l'opposition parlementaire n'est donc pas encore redevenue la majorité présidentielle.

PROGRESSION CONSTANTE

Dans le même temps, le FN et son chef ont enregistré, eux, une progression constante. Parti de 0,7 % en 1974, M. Le Pen avait totalisé 14,4 % en 1988 et 15 % en 1995, le FN recueillant 15,3 % des voix aux législatives de 1997. Longtemps considérée comme une menace sur la candidature même de M. Le Pen, en ce qu'elle pouvait l'empêcher d'obtenir les 500 signatures indispensables, la scission provoquée par Bruno Mégret, en 1999, n'a pas suffi à empêcher l'essor du FN de se poursuivre. Additionné au score de son ancien lieutenant (2,3 %), le résultat de M. Le Pen porte le poids de l'extrême droite à près de 20 % des suffrages, c'est-à-dire à peu de chose près au même niveau que le président de la République sortant, dont il avait fait, depuis son entrée en campagne, sa cible principale, et qui est désormais son dernier adversaire.

Hervé Gattegno et Anne-Line Roccati

Jean-Marie Le Pen, des paras d'Indochine au second tour de la présidentielle

Commencée aux côtés de Pierre Poujade, en 1955, la carrière politique du président du Front national s'étend sur près d'un demi-siècle. Une carrière faite de provocations et d'une lente et méthodique implantation de son parti, qui a su se nourrir des angoisses de la société française

LA PARTICIPATION du chef du Front national au second tour de l'élection présidentielle couronne une carrière politique de plus d'un demi-siècle. Jean-Marie Le Pen a toujours compté sur sa propre personnalité pour imposer son courant politique. Fils de patron pêcheur, né le 28 juin 1928 à La Trinité-sur-Mer, il milite dès l'automne 1947, à la Corpo de droit. Il apprend à séduire une assemblée, à se mettre en scène, et le goût de la provocation. En novembre 1953, il endosse l'uniforme parachutiste, direction l'Indochine, mais il n'y arrive qu'après la chute de Dien Bien Phu. Là, il se jure, s'il en revenait : « Je consacrerai ma vie à la politique. » En 1955, Le Pen intègre l'UDCA, mouvement de Pierre Poujade. Le 3 janvier 1956, à 27 ans, il devient le plus jeune député de France, porté par une vague éphémère.

Dès juillet, il s'engage à nouveau dans l'armée pour participer à l'expédition de Suez, puis aux débuts de la guerre d'Algérie. En 1957, il poursuit le combat, cette fois dans le domaine, à ses yeux décisif, de la politique. En 1960, il participe à la fondation du Front national pour l'Algérie française. Exploitant les ressentiments provoqués par l'indépendance algérienne, il se lance ensuite dans la bataille présidentielle, en animant la campagne de Jean-Louis Tixier-Vignancour. Deux ans de militantisme, pour recueillir, en 1965, un score décevant de 5,27 % des voix.

Le Pen entame une traversée du désert, vit chichement de sa maison de disques politiques, la SERP, créée en 1963 avec Léon Gaultier, ancien des guerres coloniales et de la Waffen SS. Il ne refait surface qu'en 1972, quand le groupe activiste néofasciste Ordre nouveau crée le Front national et en offre la prési-



AFP, JULIEN HEKIMIAN/STYMA, JEAN-PAUL PELUSSIER/REUTERS

dence à Le Pen, au titre de sa gloire passée. Le rôle de Le Pen perdra son caractère honorifique en 1973, après la dissolution d'Ordre nouveau, dont le noyau militant part fonder le Parti des forces nouvelles (PFN). Le Pen garde le FN, avec quelques amis et un groupuscule « militant » animé par plusieurs anciens SS français. Il commence

alors à rassembler, non point les foules mais toutes les familles de l'extrême droite. Il recrute ainsi les réseaux « nationalistes révolutionnaires », dont le chef, François Duprat – qui sera tué dans un attentat à la veille des législatives de mars 1978 –, deviendra vite son second. Le chef du FN agira dix années sans espoirs raisonnables de percer. Il lui est arrivé de commencer des réunions de préau sans public, devant un seul militant venu l'accompagner.

« DURAFOUR CRÉMAIRE »

L'héritage d'un riche sympathisant, le cimentier Hubert Lambert, assurera néanmoins une réelle aisance matérielle à Le Pen, qui est toujours en 2002 le plus fortuné des candidats. Il touche à nouveau le fond politique lors de la présidentielle de 1981. N'arrivant pas à réunir les signatures de maires, Le Pen appelle à « voter Jeanne d'Arc ». Son second, Jean-Pierre Stirbois, venu d'un groupuscule « solidariste » mène une politique d'implantation locale à Dreux. Un score municipal de 17 %, en septembre 1983, accorde au FN une notoriété que Le Pen par ses prestations télévisuelles, notamment lors de l'émission



Le 3 mai 1974, c'est la première campagne présidentielle de Jean-Marie Le Pen, lors d'un meeting à Paris, le président du FN déclare : « Nous nous mettons en réserve de la France. »
Le 30 mai 1997, venu soutenir sa fille Caroline, qui se présente aux législatives à Mantes-la-Jolie (Yvelines), il agresse la candidate socialiste Annette Peulvast-Bergeal.
Le 16 avril 2002, lors de son avant-dernier meeting de campagne, à Marseille.

sion « L'Heure de vérité » du 13 février 1984, va transformer en courant de sympathie. Et, lors des européennes de 1984, qu'il qualifie de « séisme politique », il récolte 11 %. Le FN additionne alors les voix de celles et ceux qui estiment que la droite française a failli en laissant en 1981 le gouvernement aux sociaux-communistes après que de Gaulle eut trahi en laissant l'Algérie aux Algériens en 1962.

Dès lors, Le Pen tente sans succès d'arracher des pans entiers aux partis de la droite républicaine. Il s'attache aussi à constituer, en partie hors du FN, un vivier de candidats. Trente-cinq d'entre eux, dont Le Pen, sont élus députés en mars 1986. Mais il ne les associe pas à la direction du parti. Le patron du FN s'affiche séducteur, et chef. Mais au mal à travailler en équipe. Le Pen obtient 14,5 % lors de l'élection présidentielle de 1988. Il sent que son électorat évolue. Les déçus de la stratégie politique de la droite sont rejoints par les déçus de la politique sociale de la gauche. Il laisse ses cadres entamer un travail intellectuel et politique ambitieux au début des années 1990. C'est aussi vers cette époque que Jean-Marie Le Pen joue à plein

de la provocation et des effets médiatiques.

En septembre 1987, il soutient que les chambres à gaz sont « un point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale ». Un an plus tard, il récidive par un jeu de mots douteux « Durafour crémaire »,

Une villa à Saint-Cloud héritée en 1976

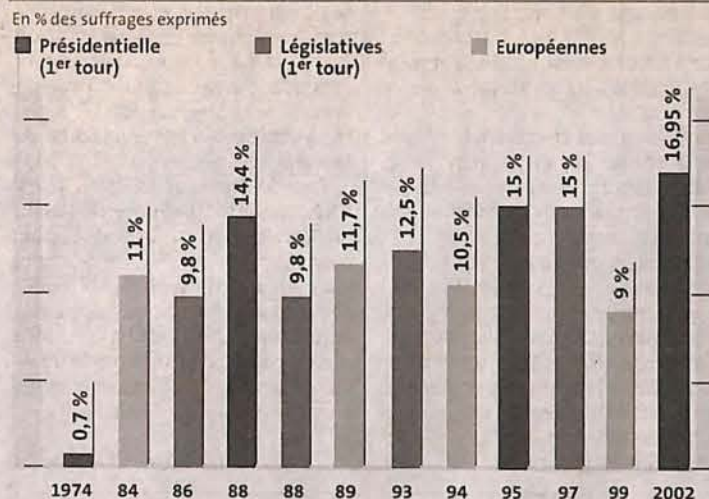
Assujéti à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), le président du Front national a indiqué à L'Express avoir acquitté à ce titre 4 116 euros en 2001. Son patrimoine est constitué, pour l'essentiel, par sa villa de Montreuil, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), non loin de laquelle s'est installé le siège du FN. D'une superficie de 365 m², dans un parc de 4 800 m², cette habitation a été estimée à 3,2 millions d'euros par le mensuel Capital, mais seulement à 1,6 million d'euros par M. Le Pen. Cette villa fait partie de l'héritage qu'Hubert Lambert, décédé en 1976 à 42 ans, avait légué au couple Le Pen, lui laissant de surcroît ses participations dans plusieurs sociétés. Un cousin germain du défunt contesta un temps le testament avant d'accepter un compromis. Le revenu imposable de M. Le Pen s'est monté à 44 507 euros en 2000. Il a acquitté à ce titre un impôt de 4 201 euros en 2001.

du nom de Michel Durafour, ministre de la fonction publique du gouvernement Rocard. C'est alors Bruno Mégret qui joue un rôle moteur. Le FN opère un tournant « social », adopte une orientation antiaméricaine, antilibérale. Le Pen s'investit peu dans ce travail de reformulation, synthèse des différentes

sensibilités d'extrême droite qui forment alors le FN. Le chef n'est pas la locomotive intellectuelle. Il a pour fonction de traduire dans ses discours cette stratégie destinée à séduire les couches sociales qui craignent la mondialisation libérale, dans ses aspects politiques, sociaux, mais aussi culturels. En effet, Le Pen publie peu et signe surtout des textes écrits par d'autres. Ses éditoriaux ont donc sacrifié aux références, citations et tics de langage de plusieurs cultures de l'extrême droite. En revanche, ses discours « colent » aux attentes du public d'un meeting ou de son électoral. Sa force est de faire coïncider une culture politique, dont il assume toutes les générations et toutes les variantes avec des angoisses sociales bien plus largement répandues.

Il a ainsi su construire un discours qui fournit une réponse unique aux multiples insécurités. L'insécurité résultant de la menace de chômage, du déclin de la classe ouvrière comme de celui des petits commerçants est conjuguée avec la crainte de la délinquance en une description unique, aux causes communes (la mondialisation) et au remède simple : renvoyer les immigrés. En 1995, Le Pen progresse encore, à 15 %. Après les grèves de décembre 1995, son parti tente de construire des relais militants dans les entreprises, mais échoue devant les réactions syndicales. Lors des régionales de 1998, Le Pen engage à nouveau la stratégie du bulldozer contre la droite, qui se divise sur la stratégie à adopter face au FN et manque d'exploser. Une crise éclate lors de la préparation des européennes de l'année suivante. Menacé d'indélicatesse, Le Pen évoque la candidature de sa femme. Tandis que son numéro deux, Bruno

SCORES DU FRONT NATIONAL



Déchu de son mandat européen depuis deux ans, le président du FN siège toujours à Strasbourg

BRUXELLES

de notre bureau européen
Coutumier des actions théâtrales, le président du Front national avait lancé : « I will come back ! [Je reviendrai] », dans l'hémicycle du Parlement européen, le jour où la présidente, Nicole Fontaine, avait prononcé la déchéance de son mandat. Quelques mois plus tard, M. Le Pen pouvait affirmer : « I am back ! [Je suis de retour] », après que le tribunal de première instance de Luxembourg l'eut provisoirement rétabli dans son mandat de député européen : le chef de l'extrême droite française avait habilement exploité la faille du système qui organise la destitution des membres du Parlement de Strasbourg. Voici comment.

En France, la Cour de cassation avait confirmé, le 23 novembre 1999, la condamnation du président du FN à trois mois d'emprisonnement avec sursis et à une année d'inéligibilité pour avoir agressé une élue socialiste, Annette Peulvast-Bergeal, pendant la campagne des législatives de 1997. Conformément au code électoral, cette peine devait entraîner la déchéance de ses mandats en cours, dont celui de député européen – qui fut prononcée par un décret du premier ministre, le 22 avril 2000. Mais, pour que

ce texte prenne effet au niveau communautaire, il fallait que le Parlement européen en « prenne acte », selon une procédure établie en 1976.

Or la date à laquelle le Parlement européen devait « prendre acte » de la déchéance de M. Le Pen a suscité un vif débat au sein de l'Assemblée de Strasbourg : le président du FN a demandé que ses collègues lui offrent un répit, comme ils l'avaient fait quelques années plus tôt pour Bernard Tapie, afin d'attendre l'examen par le Conseil d'Etat du recours qu'il y avait formé.

POUVOIR D'APPRECIATION

Craignant que M. Le Pen ne cherche en réalité à gagner du temps pour que sa peine devienne caduque, la gauche ne souhaitait pas lui faire ce cadeau. Mais une majorité de députés européens ont estimé qu'il fallait le traiter comme n'importe quel autre député, quelle que soit la réaction que pouvaient susciter ses idées politiques. Cette question s'est doublée d'un débat sur les compétences du Parlement européen : les fédéralistes estimaient que l'Assemblée de Strasbourg ne devait pas être une simple chambre d'enregistrement des décisions nationales, mais qu'il pouvait avoir une marge d'appréciation sur leur

application. Le Parlement européen n'a donc finalement « pris acte » de la déchéance de M. Le Pen qu'au mois d'octobre 2000, après que le Conseil d'Etat ait rejeté son recours.

Trois mois plus tard, le tribunal de Luxembourg, saisi par l'intéressé, ordonnait un sursis à exécution suspendant la déchéance, en laissant entendre que celle-ci aurait dû être prononcée par l'assemblée plénière du Parlement européen, et non par sa seule présidente. M^{me} Fontaine, de fait, n'avait pas jugé utile d'organiser un vote « pour » ou « contre » la déchéance, considérant que le Parlement européen n'avait d'autre choix que de le constater. Dans son ordonnance de référé, la juridiction luxembourgeoise n'exclut pas, elle, que le Parlement de Strasbourg puisse avoir un véritable pouvoir d'appréciation.

Juristes et experts attendent maintenant un jugement au fond plus explicite, qui décidera véritablement du sort de M. Le Pen. Au terme de ce marathon procédural, le chef du FN, tenant du souverainisme, pourrait ainsi être à l'origine d'une jurisprudence qui ferait prévaloir la compétence des institutions européennes sur celle des gouvernements nationaux.

Rafaële Rivals

Mégret, se propose. Cela suffit pour que Le Pen le pousse vers la sortie. Bruno Mégret part début 1999, mais avec la majorité des cadres. Le Pen préfère risquer de tout perdre que de partager une parcelle de son pouvoir. Il traite de « racistes » et de « nazis » ceux sur qui il s'appuyait la veille pour diriger son parti. Sa priorité est alors de détruire le « félon » Mégret. Il déclare préférer faire 6 % si cela place Mégret à 3 % que 12 % si Mégret obtient 6 %. Les dégâts infligés par la scission sont lourds, des cadres s'éloignent, les relais militants dépressent, le public militant boude les fêtes et les manifestations. Le Pen passe tout près d'en payer le prix lorsque son appareil démotivé peine à réunir les signatures de maires. Aujourd'hui, Le Pen compte plus sur lui-même, sur son verbe et sur sa verve que sur un appareil affaibli. Jean-Marie Le Pen a toujours mis en avant son propre personnage par rapport à son parti. Il a privilégié les batailles présidentielles. Celle de 2002 est, à ses yeux, la dernière élection présidentielle en France (avant sa dissolution dans l'Europe) et la dernière à laquelle il puisse raisonnablement participer.

René Monzat

ISM
INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT
www.ism-mba.edu
FULLY ACCREDITED*

***Programmes accrédités** aux USA & Europe, exclusivement pour cadres et dirigeants. Séminaires en anglais, avec professeurs américains, compatibles avec votre vie professionnelle. Profil des participants : 30-45 ans, 36 nationalités, diplômés Enseignement Supérieur avec une moyenne de 10 années d'expérience professionnelle.

Admissions : janvier, avril, octobre.

ieMBA International Executive MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

- "Part-time" sur 12 mois : 520 heures et thèse, 10 ou 15 séminaires mensuels à Paris et 1 ou 2 mois à New York, ou 22 séminaires mensuels à Paris

DBA DOCTORATE OF BUSINESS ADMINISTRATION

- pour titulaires d'un MBA ou équivalent,
- "Part-time" sur 24 mois : séminaires mensuels intensifs à Paris. 320 heures et thèse

MBA MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

- "Part or full-time" sur 12 mois, 520 heures et thèse : Paris, New York, Tokyo

e-PROGRAMS MBA - ieMBA - DOCTORATE OF BUSINESS ADMINISTRATION

International School of Management :
148, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél. : + 33 1 45 51 09 09 - Fax : + 33 1 45 51 09 08
e-mail : ism.paris@wanadoo.fr - <http://www.ism-mba.edu>
Programmes gérés à New York par ISM, USA

HEC-ESSEC-ESCP
Stages intensifs
Pré-rentre, Noël, Hiver, Pâques
Classes préparatoires annuelles "pilotes" 1^{re} et 2^e années, voies S et E
HEC-ESSEC-ESCP-ENIL :
de 90% à 100% d'intégrés en voie S,
de 70% à 80% d'intégrés en voie E
IPESUP
18 rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris 01 43 25 63 30
Enseignement supérieur privé

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le Front national est arrivé en tête dans 35 départements

DIMANCHE 21 AVRIL. Jean-Marie Le Pen a dépassé son record historique de 1995, avec 17,19 % des suffrages exprimés contre 15 % il y a sept ans. L'extrême droite dans son ensemble a, elle aussi, progressé puisqu'elle totalise, avec les électeurs de Bruno Mégret, le président du Mouvement national républicain (MNR), 19,57 % des voix. A quelques exceptions près, la France de M. Le Pen, après cette élection, se situe nettement au Nord et à l'Est, ses scores allant en s'amenuisant au fur et à mesure que l'on avance vers l'Ouest, des régions où les scores lepénistes sont traditionnellement moins bons.

En fait, le président du Front national arrive en tête dans 35 départements : dans tous ceux de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, sauf les Hautes-Alpes où Jacques Chirac le devance ; dans sept départements de la région Rhône-Alpes sur huit, l'Ardèche faisant exception puisque M. Chirac y arrive en tête ; dans le Languedoc-Roussillon, où seuls l'Aude et la Lozère ne placent pas le président du FN en première position, Lionel Jospin le précédant dans le premier cas, Jacques Chirac dans le second ; dans la région Franche-Comté, le candidat d'extrême droite fait le grand chelem, jusque dans le Territoire de Belfort, le fief de Jean-Pierre Chevènement.

Il en va de même en Alsace, où il renoue avec de bons scores en dépit de son absence de militants et de la faiblesse du FN en cadres. En Lorraine, seule la Meurthe-et-Moselle met M. Le Pen en deuxième position, mais il reprend l'avantage dans la Haute-Marne, l'Aube, l'Yonne, des départements où il réalise une percée, ainsi que dans les Ardennes, l'Aisne, le Nord, le Pas-de-Calais, l'Oise, l'Eure et, dans le Sud, le Lot-et-Garonne et le Tarn-et-Garonne.

SCORE FAIBLE EN CORRÈZE

De plus, Jean-Marie Le Pen obtient des scores supérieurs à 20 % dans 25 départements. Parmi les premiers : les Alpes-Maritimes (25,99 %), le Vaucluse (25,79 %), le Gard (24,85 %), la Moselle (23,67 %), le Var (23,54 %), le Haut-Rhin (23,52 %), le Bas-Rhin (23,38 %), l'Hérault (22,98 %), les Ardennes (22,91 %) et l'Oise (22,76 %). Dans ces départements, le candidat progresse par rapport à son score de l'élection présidentielle de 1995, sauf en Moselle, dans le Haut-Rhin et dans le Bas-Rhin.

A l'inverse, M. Le Pen a du mal à atteindre les 10 % en Corrèze, le département du président de la République (8,86 %), dans les Deux-Sèvres (9,27 %) et à Paris (9,35 %). De même n'atteint-il pas les 11 % dans le Finistère, le Lot, les Landes, l'Ille-et-Vilaine et les Pyrénées-Atlantiques.

Dans quinze villes de plus de 10 000 habitants (plus de 15 000 pour l'Île-de-France et pour le Nord), le président du mouvement d'extrême droite obtient plus de 30 % des suffrages : Beaune, Saint-Gilles, Sorgues, Orange, Bollène, Freyming-Merlebach, Stirling-Wendel, Carpentras, La Trinité, Tarascon, Cluses, Pierrelatte, Cavaillon, Behren-lès-Forbach et Saint-Pol-sur-Mer. En revanche, Tulle (Corrèze), dont le maire est aussi le premier secrétaire du PS, François Hollande, est la ville de France métropolitaine qui a le moins voté pour lui (6,32 %), avec Cesson-Sévigné (6,91 %) en Ile-et-Vilaine.

M. Le Pen est en tête à Orange, Marignane - commune dont le maire, Daniel Simonpieri, est au MNR, même si, ces derniers temps, il a pris ses distances -, Nice, Nîmes, Carcassonne, Marseille, Perpignan, Tourcoing, Avignon et Mulhouse, un fief MNR.

Bruno Mégret, quant à lui, ne devance M. Le Pen qu'à Vitrolles, la ville dont sa femme, Catherine, est le maire. De peu, en fait, car il n'obtient que 17,90 % de suffrages, contre 17,15 % pour le patron du FN. L'extrême droite, dans son ensemble, passe la barre des 20 % dans 47 départements, soit la moitié, et celle des 25 % dans 15 départements.

Ch. Ch.

Les hommes de l'ombre d'un candidat solitaire

Les fidèles de M. Le Pen sont peu nombreux, mais ils l'ont conduit au second tour

L'IRRUPTION de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle est d'abord celle d'une aventure solitaire. Le président du Front national s'est pourtant appuyé, pour cette élection, sur un cercle limité de fidèles.

► **Carl Lang** (44 ans), secrétaire général depuis octobre 1988 (avec une parenthèse de 1995 à 1998) a adhéré au FN en 1978. C'est vers ce député européen et conseiller régional du Nord que Jean-Marie Le Pen s'est tourné pour mobiliser l'appareil et organiser la collecte des 500 parrainages, dossier attribué initialement à la vice-présidente du parti, Martine Lehideux. Dans son « pré-gouvernement », M. Le Pen avait chargé M. Lang du dossier social. Titulaire d'un diplôme d'Etat de kinésithérapeute, il est le pourfendeur d'une « société multicommunautaire et pluriethnique ».

► **Bruno Gollnisch** (52 ans), délégué général du FN depuis novembre 1999, a été présenté par M. Le Pen comme la personnalité idoine pour devenir son premier ministre. Il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, de langues orientales, docteur en droit international et lauréat de l'université de Paris. Officier de réserve, il enseigne depuis 1981 le japonais juridique et économique à l'univer-

sité Lyon-III. M. Gollnisch rejoint M. Le Pen en 1983 et accède deux ans plus tard au bureau politique du FN. Député européen et conseiller général du Rhône, il a été présenté par M. Le Pen comme son éventuel successeur. M. Gollnisch a pris soin de répondre qu'il n'était « pas affamé ». Sa surprenante discrétion lors des difficultés rencontrées dans la collecte des parrainages a d'autant plus intrigué qu'il était très présent auparavant et qu'il a réapparu la veille du dépôt des signatures.

► **Martial Bild** (39 ans), délégué général adjoint, assure la responsabilité de la communication interne du parti après avoir été le directeur national du Front national de la jeunesse. Poulain de Carl Lang, il a été en charge pendant la campagne du pôle de la conception de la campagne.

► **Martine Lehideux** (68 ans) est une amie de longue date de M. Le Pen. Ses relations avec le président du FN ne sont pas pour autant d'une constante harmonie. Alors qu'elle avait pris une place importante dans l'opposition à Bruno Mégret, la vice-présidente a très mal pris le fait d'être reléguée en douzième position dans la liste du FN aux élections européennes de 1999. Déchargée, en cours de route, de la collecte des signatures

au profit de Carl Lang, sa cote est plutôt en baisse.

► **Marine Le Pen** (33 ans) est la benjamine du président du Front national. Elle a remplacé auprès de son père Marie-Caroline, l'aînée et conseillère régionale d'Ile-de-France, qui avait suivi M. Mégret au moment de la scission. Marine Le Pen est membre du bureau politique et conseillère de la région Nord - Pas-de-Calais depuis 1998. Avocate, elle occupe la fonction de directrice du service juridique du parti, également depuis 1998. Elle sera candidate dans la 13^e circonscription du Pas-de-Calais aux prochaines élections législatives.

► **Fernand Le Rachinel** (59 ans) ancien conseiller général de la Manche, fidèle entre les fidèles de Jean-Marie Le Pen, est l'imprimeur du parti et a joué un rôle décisif dans le recueil des signatures.

► **Olivier Martinelli** (32 ans), directeur de cabinet de M. Le Pen depuis 2000, rédige les discours de M. Le Pen et est considéré comme le théoricien du Front national.

► **Alain Vizioz** (48 ans), chargé de presse de M. Le Pen depuis 1986, a été l'assistant de Jean-Pierre Stirbois de 1981 à 1986 et est devenu, pendant cette campagne, son conseiller en communication.

Elie Barth

Bruno Mégret invite à voter pour Jean-Marie Le Pen

Le candidat du MNR tente de cacher sa déception face au score de son rival

IL EST 20 HEURES. Au Novotel, rue de Vaugirard, à Paris, dans le 15^e arrondissement, où Bruno Mégret passe sa soirée électorale, un cri de victoire fuse lorsque les télévisions annoncent la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour. Moins d'une demi-heure plus tard, le candidat du Mouvement national républicain (MNR) réagit : « Nous assistons à un rejet majeur de la classe politique. Face à cette crise majeure, je me félicite des scores spectaculaires de la droite nationale et républicaine, qui atteint près de 20 %, et tout particulièrement, disons-le, de celui de Jean-Marie Le Pen. J'appelle dès maintenant les électeurs qui se sont rassemblés autour de ma candidature à se mobiliser autour de celle de Le Pen pour le second tour. »

Mais, derrière son apparente satisfaction, M. Mégret cache mal son manque d'enthousiasme. Sa déception. Son score n'est pas à la hauteur de ses espoirs. « Il y a eu un vote utile pour Le Pen. Je m'en félicite. C'est une manière pour nos idées d'être au second tour. Je me réjouis que nos idées aient pris un nouvel élan pour l'avenir », nuance-t-il. Son épouse Catherine résiste moins. Après l'annonce des résultats, elle quitte la salle au pas de course, les yeux pleins de larmes : « Je suis dégoûtée », lance-t-elle à ceux qui l'entourent.

Dans la salle, il n'y a pas foule, et les réactions sont en demi-teinte. « Je suis déçue. Mais, bon... Ça lui met un pied dans la place. C'est une amorce pour la suite », confie une militante. Maxime Bruneri, 25 ans, étudiant en comptabilité, votera Le Pen, même s'il dénonce les « dérivés du Front national ». Mais il ne fera pas campagne pour le second tour. « Quand les Mégret ont remporté la mairie de Vitrolles, il n'y a pas eu un seul télégramme de félicitations de la part de Le Pen », regrette-t-il. « Et puis, Le Pen, il a 76 ans, c'est vieux. » Avant d'ajouter : « On souhaite la réconciliation. » « C'est l'autre tête de nœud du Val-d'Oise », commente un supporter de M. Mégret en voyant apparaître à la télévision, en direct du QG de M. Le Pen, un responsable du Front national.

Bruno Mégret tente de se consoler en imaginant un avenir sans Jean-Marie Le Pen. « A l'âge que j'ai, 53 ans, Jean-Marie Le Pen n'était même pas candidat à la présidentielle. Quoi qu'il arrive, cette élection est le dernier coup de Le Pen. Et je représente toujours l'avenir de la droite nationale », juge-t-il. Car, ici, on ne parle pas d'« extrême droite », mais de « droite nationale et républicaine ».

Virginie Malingre

LES RAPPORTS DE FORCES DROITE/GAUCHE EN MÉTROPOLE

	Extr. Gauche	Gauche	Gauche + ext. gauche	Autres	Droite	Extr. Droite	Droite + ext. droite		Extr. Gauche	Gauche	Gauche + ext. gauche	Autres	Droite	Extr. Droite	Droite + ext. droite
	%	%	%	%	%	%	%		%	%	%	%	%	%	%
TOTAL	10,62	26,69	37,31	9,71	33,41	19,57	52,98	Lot-et-Garonne	9,50	26,04	35,54	13,32	29,60	21,54	51,14
Ain	9,16	21,78	30,94	10,13	33,56	25,37	58,93	Lozère	9,69	22,49	32,18	13,07	39,46	15,29	54,75
Aisne	13,62	24,10	37,72	8,74	29,71	23,83	53,54	Maine-et-Loire	11,27	25,20	36,46	8,88	41,16	13,49	54,65
Allier	11,50	29,52	41,02	9,61	33,43	15,94	49,37	Manche	11,92	21,27	33,19	12,71	39,01	15,09	54,10
Alpes-de-Hte-Prov.	11,13	25,78	36,92	14,83	28,82	19,43	48,26	Marne	11,35	22,69	34,05	8,23	35,54	22,19	57,73
Hautes-Alpes	10,88	25,75	36,63	13,16	33,07	17,14	50,21	Haute-Marne	11,53	21,39	32,92	9,59	32,14	25,35	57,49
Alpes-Maritimes	6,61	21,45	28,06	7,29	36,13	28,52	64,65	Mayenne	11,37	23,52	34,89	7,72	43,92	13,47	57,39
Ardèche	11,01	25,53	36,54	13,29	30,79	19,38	50,17	Meurthe-et-Moselle	12,93	27,15	40,08	7,84	31,23	20,86	52,09
Ardennes	12,14	24,54	36,68	8,12	28,68	26,52	55,20	Meuse	11,63	22,66	34,29	8,98	33,56	23,16	56,73
Ariège	11,53	36,10	47,63	13,05	22,64	16,69	39,32	Morbihan	11,27	27,21	38,47	8,11	37,44	15,98	53,42
Aube	9,74	22,04	31,77	9,69	34,13	24,40	58,54	Moselle	11,95	23,38	35,34	5,90	31,71	27,06	58,77
Aude	10,26	31,71	41,97	11,97	23,76	22,30	46,06	Nièvre	11,92	31,48	43,40	10,26	28,03	18,32	46,35
Aveyron	10,22	25,91	36,13	13,21	36,99	13,67	50,66	Nord	11,94	27,72	39,66	8,16	30,19	21,99	52,18
Bouches-du-Rhône	8,59	25,62	34,20	9,44	28,97	27,38	56,36	Oise	11,55	23,36	34,91	8,41	30,71	25,97	56,68
Calvados	12,81	25,58	38,39	11,68	33,73	16,20	49,93	Orne	11,40	21,13	32,52	9,35	37,88	20,24	58,12
Cantal	9,88	21,85	31,72	13,74	41,68	12,86	54,53	Pas-de-Calais	13,56	27,73	41,28	11,72	26,39	20,61	46,99
Charente	12,79	28,23	41,01	11,81	31,54	15,64	47,18	Puy-de-Dôme	14,10	27,69	41,79	10,11	32,50	15,60	48,09
Charente-Maritime	11,07	26,61	37,68	13,78	33,26	15,29	48,55	Pyr.-Atlantiques	10,57	28,22	38,79	13,14	36,68	11,40	48,08
Cher	11,76	26,98	38,74	10,47	32,73	18,06	50,79	Hautes-Pyrénées	11,43	32,56	43,99	13,46	28,89	13,66	42,55
Corrèze	10,35	27,93	38,28	10,14	41,54	10,05	51,59	Pyr.-Orientales	9,94	27,44	37,37	10,99	28,31	23,33	51,64
Corse-du-Sud	6,42	25,26	31,67	14,50	34,98	18,85	53,83	Bas-Rhin	8,53	19,90	28,44	5,55	38,75	27,26	66,02
Haute-Corse	6,20	28,51	34,71	15,92	33,54	15,84	49,37	Haut-Rhin	9,19	19,59	28,78	7,31	35,39	28,51	63,90
Côte-d'Or	10,73	24,44	35,17	10,21	34,05	20,57	54,62	Rhône	8,43	24,93	33,37	8,30	36,46	21,88	58,34
Côtes-d'Armor	12,93	32,23	45,16	8,34	33,71	12,79	46,51	Haute-Saône	10,72	20,93	31,64	13,36	29,26	25,73	54,99
Creuse	11,50	28,59	40,10	11,71	35,38	12,81	48,19	Saône-et-Loire	11,11	26,11	37,22	9,32	33,00	20,45	53,46
Dordogne	11,29	29,99	41,28	12,26	32,16	14,29	46,46	Sarthe	13,12	27,03	40,15	8,35	34,44	17,07	51,51
Doubs	10,57	23,26	33,82	11,99	32,05	22,13	54,18	Savoie	9,88	24,57	34,45	9,30	33,71	22,54	56,25
Drôme	9,80	24,96	34,76	11,03	30,48	23,74	54,22	Haute-Savoie	8,74	22,51	31,24	7,93	37,69	23,13	60,82
Eure	12,09	23,17	35,26	9,87	32,35	22,52	54,88	Paris	6,80	33,31	40,12	7,15	42,36	10,37	52,74
Eure-et-Loir	10,37	23,11	33,47	10,18	34,53	21,82	56,35	Seine-Maritime	13,54	28,15	41,69	8,42	31,00	18,89	49,88
Finistère	12,78	30,31	43,08	8,32	36,83	11,76	48,59	Seine-et-Marne	10,00	26,20	36,20	8,54	33,27	21,99	55,26
Gard	9,46	25,13	34,59	10,51	26,94	27,96	54,90	Yvelines	7,61	25,67	33,28	8,04	41,92	16,75	58,68
Haute-Garonne	10,63	33,59	44,22	9,67	27,73	18,38	46,11	Deux-Sèvres	12,90	28,21	41,11	10,76	37,57	10,56	48,13
Gers	9,87	30,12	39,99	15,21	29,82	14,98	44,89	Somme	12,93	23,30	36,23	16,28	29,01	18,48	47,49
Gironde	10,77	29,61	40,38	12,72	31,20	15,70	46,90	Tarn	10,74	28,85	39,59	11,45	29,79	19,17	48,96
Hérault	9,39	27,68	37,07	11,10	26,41	25,42	51,82	Tarn-et-Garonne	9,74	25,52	35,25	12,96	29,00	22,78	51,78
Ille-et-Vilaine	12,62	29,49	42,11	7,99	38,32	11,59	49,91	Var	7,86	21,02	28,88	10,14	34,28	26,70	60,98
Indre	11,87	26,28	38,16	11,85	32,60	17,39	49,99	Vaucluse	8,61	22,17	30,78	10,87	28,61	29,74	58,35
Indre-et-Loire	11,61	26,65	38,25	10,31	34,91	16,52	51,43	Vendée	10,55	23,56	34,11	10,30	42,23	13,36	55,59
Isère	10,84	28,64	39,48	9,46	30,07	20,99	51,07	Vienne	12,87	28,33	41,20	11,80	34,43	12,57	47,00
Jura	11,66	23,62	35,28	11,27	32,05	21,40	53,45	Haute-Vienne	13,43	31,49	44,92	10,51	31,61	12,97	44,58
Landes	9,48	31,94	41,42	15,99	30,96	11,64	42,59	Vosges	12,43	22,52	34,96	8,69	32,55	23,81	56,35
Loir-et-Cher	10,82	23,90	34,72	11,45	33,08	20,76	53,84	Yonne	10,27	22,72	32,99	9,45	33,12	24,44	57,56
Loire	10,53	23,39	33,92	9,26	32,26	24,56	56,82	Territoire de Belfort	10,05	17,34	27,40	21,58	24,56	26,46	51,02
Haute-Loire	11,55	21,47	33,02	10,28	35,70	21,00	56,70	Essonne	9,66	29,89	39,54	8,89	33,50	18,07	51,57
Loire-Atlantique	12,36	29,76	42,13	9,60	35,22	13,05	48,28	Hauts-de-Seine	7,14	29,27	36,40	7,31	42,73	13,56	56,29
Loiret	9,23	23,82	33,05	10,24	34,30	22,40	56,70	Seine-Saint-Denis	10,21	35,49	45,70	7,20	26,89	20,21	47,11
Lot	11,64	30,52	42,16	15,67	29,93	12,25	42,17	Val-de-Marne	8,72	32,97	41,69	7,74	34,27	16,29	50,57
								Val-d'Oise	9,17	29,65	38,81	7,46	33,39	20,34	53,72

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Face à une victoire annoncée, M. Chirac mesure les défis qui l'attendent

Le président sortant doit dégager une majorité aux élections législatives en dépit de la menace de triangulaires avec la gauche et le FN. Il doit aussi recomposer les structures de la droite. Les chiraquiens redoutent enfin l'éventualité de mouvements sociaux contre le futur gouvernement

C'EST à la fois le meilleur et le pire des scénarios. C'est aussi la seule des hypothèses qui n'ait jamais été sérieusement envisagée par les chiraquiens. Jacques Chirac a d'ailleurs longtemps attendu, dimanche soir, avant d'intégrer la nouvelle réalité politique qui s'offre à lui. Stupéfait par le score de l'extrême droite, incrédule devant l'effondrement de Lionel Jospin, le chef de l'Etat a mis plus d'une heure avant d'admettre le duel qui l'oppose désormais à Jean-Marie Le Pen. « Les choses vont se retourner », a longtemps répété M. Chirac, appelant ses conseillers à la prudence, persuadé que la gauche ne pouvait pas être absente du second tour. Parmi ses proches, seule... Bernadette Chirac avait en effet envisagé que le président du FN puisse se retrouver seul face à son mari. C'est dire si les résultats de dimanche ont cueilli la droite par surprise.

Certes, les amis du président ont très vite compris la première conséquence de la bataille qui s'annonce : face à Jean-Marie Le Pen, Jacques Chirac est d'ores et déjà assuré de l'emporter au second tour. Qui plus est, avec le meilleur score qu'un président de la République ait jamais affiché. Dès dimanche soir, les premières estimations de vote donnaient plus de 75 % des votes en sa faveur, une partie de l'électorat de gauche se reportant sur son nom pour faire barrage au président du FN.

Mais le président a vite compris les ambiguïtés de cette victoire attendue. Alors qu'il écoutait, vers 22 h 15, la déclaration du premier ministre prenant acte de sa défaite, sa porte-parole Roselyne Bachelot s'est félicitée imprudemment devant lui : « Quelle formidable revanche pour vous ! » Elle ne s'est



Jacques Chirac (ici, lors de sa conférence de presse après l'annonce des résultats du premier tour) n'avait pas envisagé le duel qui l'attend avec Jean-Marie Le Pen et a mis plus d'une heure avant d'admettre la situation. « Les choses vont se retourner », a longtemps répété le chef de l'Etat, persuadé que la gauche ne pouvait pas être absente du second tour.

attiré qu'un regard glacial. Car le président a devant lui trois échéances complexes. La première est de nommer un premier ministre susceptible de mener la bataille pour les législatives des 9 et 16 juin. Nicolas Sarkozy, omniprésent sur les chaînes de télévision dès dimanche soir, s'est posé une nouvelle fois comme l'un des prétendants les plus sérieux. Répondant aux critiques de la gauche accusant le président-candidat d'avoir fait le lit de l'extrême droite, le député

des Hauts-de-Seine a assumé le thème de prédilection du candidat Chirac : « On n'a pas parlé de l'insécurité pour faire peur, mais parce que nombre de Français ont peur (...). Ce que nous disent les Français est assez simple : "arrêtez de parler, agissez". » Il annonce ainsi que la campagne sur l'insécurité, menée depuis deux mois par le chef de l'Etat, se poursuivra. Mais sans qu'il soit nécessaire, assurent les plus proches conseillers du président, « d'en rajouter ».

A partir d'une équation comparable, Philippe Douste-Blazy estime cependant qu'il conserve toutes ses chances : « Il faut mener une politique de sécurité très ferme, mais incarnée par un homme modéré, très respectueux des autres. » Jean-Pierre Raffarin, donné également comme premier ministrable depuis quelques semaines, juge qu'il se situe, lui aussi, « au centre de gravité » de la future majorité présidentielle.

Pour autant, les chiraquiens s'in-

quiètent d'ores et déjà de l'affrontement qui opposera, dans bon nombre de circonscriptions, la droite républicaine à une extrême droite dopée par le score de M. Le Pen. « C'est un scénario catastrophe », confie l'un d'eux, évoquant la perspective de triangulaires qui avaient déjà entraîné l'échec de la droite, lors des législatives qui suivirent la dissolution de l'Assemblée nationale en 1997. « La gauche va faire campagne en disant "Ne laissez pas tous les pouvoirs à Jacques Chirac" », ajoute l'un des responsables de l'Etat-major du président. Celui-ci devrait cependant mener personnellement cette bataille en disant aux Français : « Donnez-moi la majorité dont j'ai besoin ». De nombreux chiraquiens redoutent également que la gauche, frustrée de ne plus être dans le jeu présidentiel, se radicalise et qu'elle cherche à prendre une revanche sur le terrain social, contre le futur gouvernement.

« COHÉSION NATIONALE »

Reste enfin la reconstitution de l'opposition. « On ne renoncera pas à la chance historique que nous avons de changer les structures de la droite française », assure Patrick Stefanini, proche d'Alain Juppé et principal maître d'œuvre de l'Union en mouvement (UEM). Les partisans

de ce grand parti de droite considèrent déjà qu'ils ont emporté une première victoire en « étouffant Alain Madelin » et en « contenant François Bayrou ». Dès dimanche soir, cependant, M. Chirac s'est enquis personnellement des contacts qui pouvaient être pris avec ses rivaux DL et UDF du premier tour. A défaut d'une fusion rapide des partis de droite – hypothèse qui a la préférence d'Alain Juppé –, certains, dont Nicolas Sarkozy, imaginent plutôt, dans un premier temps, un rapprochement entre l'actuel RPR et Démocratie libérale (DL). C'est aussi l'un des éléments que Jacques Chirac devra trancher rapidement.

Le chef de l'Etat, conscient des difficultés qui l'attendent, s'est lui-

Mobilisation générale des parlementaires

L'ensemble des parlementaires de droite étaient invités, lundi 22 avril en fin d'après-midi, à l'hôtel InterContinental, à Paris – en principe dans le salon Concorde – pour dialoguer avec Jacques Chirac. Ce qui inclut les chiraquiens, les députés UDF et Démocratie libérale qui se sont prononcés au premier tour pour François Bayrou ou Alain Madelin, ainsi que les députés européens élus en 1999 sur la liste conduite par Charles Pasqua et Philippe de Villiers. Après avoir quitté son QG de campagne, le président-candidat s'est assuré lui-même, tard dans la nuit de dimanche à lundi, de la participation du plus grand nombre. M. Chirac devait aussi rencontrer, lundi 22 avril en fin de matinée, rue du Faubourg-Saint-Martin, les principaux animateurs de sa campagne, au nombre d'une vingtaine.

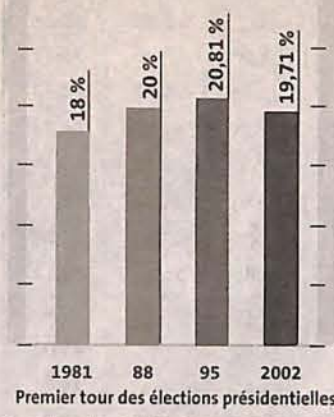
même chargé, dimanche soir dans sa déclaration, d'en appeler à « la cohésion nationale », « aux valeurs de la République », « aux droits de l'homme », et à « l'autorité de l'Etat ». « Ce rassemblement est possible », a-t-il ajouté, sans évoquer plus avant les conséquences de ce séisme politique.

Tard, dimanche soir, l'un des plus anciens fidèles amis de M. Chirac rêvait pour le président d'un nouveau destin : « Il va gagner, il va gagner contre Le Pen. Il lui restera cinq ans pour le taper. C'est sa nouvelle responsabilité historique. »

Raphaëlle Bacqué et Jean-Louis Saux

SCORES DE JACQUES CHIRAC

En % des suffrages exprimés



M^{me} Lepage : « Faire barrage » à l'extrême droite M^{me} Boutin : « Une claque sans appel » à la gauche

LA HANTISE de Corinne Lepage, dans la campagne, c'était les Verts, « faux frères » dont elle avait fustigé la dérive idéologique, les accusant de négliger l'environnement. Mais, dimanche soir, cet antagonisme est devenu secondaire, voire dérisoire. Pour la candidate de Cap 21, qui a recueilli entre 1,7 % et 1,8 % des voix, le temps n'était plus à chipoter son soutien à Jacques Chirac au second tour. « J'appelle au rassemblement de tous les citoyens épris de liberté et d'humanisme

afin qu'ils fassent barrage à Jean-Marie Le Pen », a-t-elle lancé trois quarts d'heure seulement après les premières estimations.

« CITOYENNE INDIGNÉE »

« C'est dramatique, au-delà de mes pires cauchemars, expliquait-elle. Nous vivons un moment rare. Vous vous rendez compte que nous allons avoir en France, pays des droits de l'homme, Le Pen comme symbole aux yeux du monde ! » La candidate a également accusé les Verts et l'extrême gauche d'avoir

favorisé la montée de M. Le Pen par « un certain nombre de propositions démagogiques », évoquant notamment le vote des immigrés ou la légalisation de certaines drogues. « J'aurais pu être heureuse », expliquait-elle en commentant son propre score. Mais, ce dimanche soir, la « citoyenne indignée » ne l'était pas.

Christine Boutin, dissidente de l'UDF, candidate du Forum des républicains sociaux (FRS), s'est, pour sa part, « réjouie » de la « claque sans appel » que les Français venaient, selon elle, « de donner aux socialistes, et en général à la gauche plurielle ». La députée des Yvelines, qui a recueilli entre 1,1 % et 1,3 % des suffrages, a indiqué qu'elle allait réunir « très vite » ses comités de soutien afin d'arrêter une « position définitive » en vue du 5 mai. Elle a précisé, à titre personnel, qu'elle n'était pas « dans le même camp » que Jean-Marie Le Pen, mais elle a appelé « solennellement à ce que les débats du second tour conduisent le président de la République à affirmer les valeurs de droite abandonnées depuis si longtemps par l'opposition actuelle ». M^{me} Boutin a souhaité s'entretenir avec Jacques Chirac de son projet de « pacte national de cohésion sociale » centré sur « les valeurs familiales » et la lutte contre la pauvreté.

Claire Guélaud et Benoît Hopquin

M. Saint-Josse égale son score des européennes CPNT gagne des électeurs dans une soixantaine de départements

COARRAZE (Pyrénées-Atlantiques)

Même les chants béarnais repris en chœur par ses électeurs n'ont pas réussi à adoucir son humeur. Quand il monte enfin sur la grande scène de la salle des fêtes de Coarraze (Pyrénées-Atlantiques), à 23 heures passées, Jean Saint-Josse n'a toujours pas décollé. « Ils sont partis en mille morceaux », s'énervait le président du mouvement Chasse, pêche, nature et traditions. C'est tous des nuls. Si la gauche avait été un peu moins plurielle, ils seraient devant celui qu'on n'attendait pas. Alors, sous les applaudissements, le candidat des chasseurs et de la ruralité appelle au « réflexe républicain », à « faire barrage au front national », lui qui tant de fois avait répété qu'il ne donnerait aucune consigne de vote au second tour.

Avec 4,32 % des voix, Jean Saint-Josse assure avoir atteint son objectif : rassembler autant d'électeurs que lors des élections européennes de 1999, où 1,2 million d'entre eux lui avaient assuré 6,7 % des voix, à égalité avec le Parti communiste. Sans le dire, « l'excité du Béarn », comme l'appellent ses proches, espérait pourtant beaucoup mieux, notamment dans ses bastions traditionnels de Picardie, de Normandie ou du Pas-de-Calais, où les résultats ont été décevants. Ainsi, plus de 11 000 électeurs ont fait défaut à CPNT dans la Somme, là où les chasseurs de canards lui avaient

assuré 26,07 % des voix en 1999. La Gironde a mieux résisté, CPNT n'y perdant que 2 000 électeurs. Au total, le mouvement recule dans un tiers des départements où il avait réalisé ses meilleurs résultats.

UN VOTE D'ADHÉSION

Le mouvement a en revanche gagné des électeurs dans une soixantaine de départements, doublant presque son score des européennes dans l'Allier, progressant de 5 000 voix en Dordogne ou dans les Pyrénées-Atlantiques, de 4 000 dans l'Aveyron, la Vendée ou la Vienne. Le mouvement enregistre enfin une forte progression en Corse-du-Sud, passant de 1 859 à 3 885 voix.

« Une partie de notre électorat purement protestataire nous a quittés pour Le Pen », analyse Thierry Coste, conseiller politique de Jean Saint-Josse et artisan du grand recentrage de CPNT sur le thème de la ruralité, à l'occasion des élections municipales de 2001. La défense de la campagne contre la ville a visiblement porté ses fruits : « Nous avons fidélisé un électorat sur nos propres valeurs, résume Thierry Coste. Par un vote d'adhésion et non plus de protestation, nous avons consolidé notre base électorale dans des départements où la chasse n'a pas de problèmes. » Si elle ne devait servir qu'à « faire passer le message de la ruralité aux candidats du second tour », la participation de

CPNT à l'élection présidentielle a également permis de détecter ses militants les plus efficaces pour les législatives. Le mouvement compte en effet en présenter 500, dont 250 femmes « de tous les horizons » avec l'espoir de ravir une dizaine de circonscriptions dans huit départements (Landes, Gironde, Lot, Hérault, Somme, Manche, Vosges et Ardèche). CPNT aurait également une « capacité de nuisance » dans une cinquantaine de départements où il aurait la possibilité de se maintenir au second tour. Selon les calculs de Thierry Coste, il aurait enfin des scores suffisamment élevés dans une quarantaine de circonscriptions où un appel « à faire battre quelqu'un » pourrait être efficace.

Alexandre Garcia



COURS GALIEN

MEDECINE - PHARMACIE
Prépa. annuelle aux concours de 1ère année

PARAMÉDICAL
Prépa. annuelle aux concours

CARRIÈRES SOCIALES
Prépa. annuelle et d'été aux concours

DROIT - SCIENCES PO.
Prépa. annuelle et d'été aux concours

BTS OPTICIEN LUNETIER
Prépa. à l'examen national

PROFESSEUR DES ECOLES
Prépa. au concours du CRPE

Direction : Docteur JF PONCET

Etablissement d'enseignement supérieur privé déclaré auprès des Recruteurs régi par la loi du 12 juillet 1875.

COURS GALIEN - Site internet : www.cours-galien.fr
Paris : 92 rue de Rennes 75006 Tél. 01 53 63 00 22
Lyon : 10 rue Antoine Lumière 69008 Tél. 04 78 00 06 20
Dijon : 32 rue Chabot Charny 21000 Tél. 03 80 66 26 00
St Etienne : 31 rue du 11 novembre 42100 Tél. 04 77 43 95 00
Montpellier : 10 rue Bât. E - Place Mirouze 34000 Tél. 04 67 61 95 42
Grenoble : 18 rue Aimon de Chissé 38000 Tél. 04 76 03 15 99
Clf Ferrand : 4 avenue Marx Dormoy 63000 Tél. 04 73 29 32 32
Strasbourg : Ouverture mi juin 2002 - Tél. 04 78 00 06 20

ebs

European Business School

3^e CYCLES MASTER SPÉCIALISÉS
Finance / International / Ressources Humaines / Communication-Marketing

Ingénieurs, IEP, Maîtrises, Médecins,...

12 mois dont 5 mois de stage
Option Internationale aux USA

EBS - 169, quai de Valmy - 75010 Paris
Tél. 01 53 35 84 84
www.masterebs.com

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Pour François Bayrou, « un vaste rassemblement doit naître, qui dépasse de beaucoup les frontières anciennes »

Le président de l'UDF, qui a obtenu 6,86 % des suffrages exprimés, estime qu'il ne suffira pas de s'opposer à l'extrême droite « comme il est naturel »

LES CENTRISTES ont décidé... ment du mal à se faire entendre... A peine était-il parvenu à transformer un échec annoncé en relatif succès que François Bayrou s'est fait voler sa « victoire ». En obtenant 6,86 % des suffrages exprimés, alors qu'il avait longtemps plafonné sous la barre des 5 % d'intentions de vote, le président de l'UDF réussit en effet une performance honorable. Ce résultat n'est cependant pas conforme à ses ambitions initiales, puisqu'il reste plus de 2 points en deçà du score (9,3 %) que sa liste avait obtenu lors des élections européennes de juin 1999. Mais M. Bayrou peut s'enorgueillir d'être parvenu à émerger, en quatrième position, dans le maelsström qui a emporté la plupart des représentants des partis de gouvernement. « Nous sommes la deuxième force politique à droite et la troisième force républicaine en France », a ainsi souligné l'un de ses proches, le député du Loir-et-Cher Maurice Leroy.

Au passage, M. Bayrou a sans conteste remporté le match dans le match au sein de la droite non RPR qui l'opposait à Alain Madelin, le président de Démocratie libérale ayant recueilli moins de 3,90 % des suffrages.

La fin de campagne de M. Bayrou a donc porté ses fruits. Le candidat centriste avait commencé à se faire entendre après son intervention lors de la convention de l'Union en mouvement à Toulouse, le 23 février, où il avait tenu tête à quelque 5 000 militants chiraquiens. Sa campagne avait ensuite été relancée par l'écho donné à la gifflé qu'il avait infligée, le 8 avril à Strasbourg, à un jeune qui lui faisait les poches. Au-delà de son résultat, le président de l'UDF a



Longtemps estimé par les sondages en dessous de 5 %, le score de François Bayrou, ici à son QG lors de l'annonce des résultats, est un relatif succès. Il reste 2 points en deçà de celui obtenu lors des élections européennes.

fait valoir, dimanche soir, la pertinence de l'analyse et des mises en garde qu'il avait développées lors de sa campagne, en rappelant qu'il avait toujours parié sur le « rejet des sortants » et pronostiqué une « surprise » au soir du premier tour.

« IL FAUT TOUT REFONDER »

La teneur de cette surprise a toutefois déjoué ses plans. Quelques

jours avant le premier tour, les proches de M. Bayrou avaient indiqué qu'à partir de 6 %, le candidat centriste était « incontournable ». M. Chirac étant quasiment assuré de sa réélection, les négociations qui étaient prévues entre les deux tours n'ont évidemment pas la même portée. Le député européen, qui avait sans doute prévu de monnayer chèrement son soutien au chef de l'Etat, a réduit cet-

te question à sa plus simple expression. « Il ne suffira pas de faire barrage à l'extrême droite comme il est naturel », a-t-il simplement affirmé, sans même nommer M. Chirac. « Je veux parler à Jacques Chirac, même si ma position ne fait guère de doute », a-t-il indiqué plus tard.

Pour l'heure, le président de l'UDF a choisi de prendre date, en fixant à ses électeurs un horizon à plus long terme. « Il faut tout refonder, tout repenser, tout reconstruire », a expliqué M. Bayrou, avant d'ajouter : « Un vaste rassemblement doit naître, qui dépasse de beaucoup les frontières anciennes pour rendre à la France une République nouvelle, une démocratie nouvelle, son image dans le monde, exprimer l'obligation du changement dont la France a besoin. » Interrogé dans la soirée, le député européen n'a pas souhaité préciser les contours de ce « rassemblement », ni l'échéance à laquelle il entendait y parvenir.

L'un de ses proches, Hugues Dewavrin, concède que « le chemin est étroit pour l'UDF ». « A-t-on le temps de demander à la droite et au centre de faire leur examen de conscience ? », s'interroge cet ancien président des jeunes giscardiens. « Chirac va nous imposer un calendrier et un rouleau compresseur pour des investitures uniques », prédit-il, en se disant « à peu près sûr » que les législatives déboucheront sur une nouvelle cohabitation. De quelle marge de manœuvre dispose M. Bayrou pour se faire entendre ? L'intéressé élude la question : « J'ai déjà fait entendre ma différence, et ce dans un contexte extrêmement difficile », souligne le président de l'UDF.

Jean-Baptiste de Montvalon

Alain Madelin soutient « un projet réformateur » pour le second tour

Le leader libéral n'a pas donné de consigne de vote

IL A FALLU L'ANNONCE du score de Robert Hue pour que retentissent les premiers applaudissements. C'est que pour les libéraux, les raisons de pavoiser ne se bousculent pas. Avec 3,9 % des suffrages recueillis à l'issue de ce premier tour, Alain Madelin devance tout juste le candidat du PCF, mais réalise moitié moins de voix que son concurrent de la droite non chiraquienne, François Bayrou. Dans ce match qui l'opposait à son rival de l'UDF, le patron de Démocratie libérale essuie un revers. Mais la perspective du duel Chirac-Le Pen au second tour de cette présidentielle a quasiment gommé cette déconvenue.

Pour sa première participation sous ses propres couleurs à une élection nationale, Alain Madelin enregistre un résultat décevant, mais il n'en a rien montré. « Vous pouvez être fier du travail que nous avons accompli. Au-delà de cette soirée, nous avons semé pour l'avenir », a-t-il lancé à ses troupes, réunies dès la fin d'après-midi dans son QG de l'avenue de New-York à Paris. Visiblement satisfaits de la défaite de Lionel Jospin et de la déroute de la gauche, les militants et les sympathisants rassemblés autour du buffet ne dissimulaient tout de même pas leur stupeur. « Pour Chirac c'est gagné », se réjouissait-on tout en s'inquiétant des dégâts que pourrait provoquer la présence de l'extrême droite au deuxième tour de la présidentielle. « C'est un rejet de la politique », analysait un jeune militant tout en pointant le faible pourcentage de Jacques Chirac. « Avec seulement 20 % des voix, Chirac devra entendre les minorités », se rassurait-il.

Sur un ton calme et sans se départir de son sourire, Alain Madelin a indiqué que l'issue de ce scrutin ne

l'étonnait guère. « J'avais dit que cette campagne était consternante. J'avais dit que les Français ne voulaient pas d'un match retour de 1995. Nous venons d'avoir une élection de rejet dont j'ai partiellement fait les frais », a-t-il déclaré.

OUI AU RASSEMBLEMENT

Mais au-delà de ce constat, Alain Madelin a surtout appelé à la mobilisation afin que le deuxième tour ne constitue pas « un vote par défaut ». « Il faut plus que jamais rassembler sur des choix clairs et forts », a-t-il souligné. Pour le candidat libéral, le deuxième tour Chirac-Le Pen n'est pas sans risque pour la droite. « De ce duel peut naître une situation où l'on aurait gagné sans élan. C'est pour cela que je dis oui au rassemblement, mais il doit se fonder sur un élan. Notre pays ne pourra pas faire l'économie des choix dont notre pays a besoin », a-t-il affirmé.

Comme s'il voulait ménager un soutien qui ne fait pourtant guère de doute, Alain Madelin n'a donné aucune consigne de vote pour le second tour. Durant la soirée où il n'est apparu qu'une vingtaine de minutes, il n'a jamais prononcé le nom de Jacques Chirac, et il a soutenu son « projet réformateur ». Au-delà du deuxième tour dont la victoire semble acquise à Jacques Chirac, Alain Madelin fixe désormais son attention sur les échéances des 9 et 16 juin. « Après la présidentielle, il faudra gagner les législatives. Attention à la cohabitation », a-t-il prévenu. Avant de se retirer dans un bureau à l'étage et en saluant une dernière fois ses supporters, Alain Madelin a conclu sur un mode ironique : « Comme on dit à gauche, ce n'est qu'un début, continuons le combat. »

Yves Bordenave

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Lionel Jospin annonce son « retrait de la vie politique » dès le 5 mai

François Hollande « votera » pour Jacques Chirac et conduira la bataille des législatives. Le premier secrétaire du PS souhaite que la gauche présente un candidat unique dès le premier tour dans certaines circonscriptions

MARDI SOIR, il devait tenir meeting à Montpellier. Mercredi à Lyon, et à Paris le 1^{er} mai, avant Toulouse et Nantes. Toute cette organisation est désormais bonne pour la poubelle. Lionel Jospin était « parti pour gagner », comme il l'avait expliqué à Marie-France Lavarini, lorsqu'il l'avait reçue pour lui confier la communication de sa campagne. Dimanche 21 avril, avec 16,12 % des voix contre 16,95 % à Jean-Marie Le Pen, le premier ministre a perdu. Au premier tour.

« Tu ne m'as pas appelé, j'ai compris », lance Lionel Jospin à Gérard Le Gall, son conseiller pour les sondages, en arrivant à son Atelier de campagne. Effectivement, les nouvelles sont mauvaises. Devant François Hollande, Martine Aubry, Laurent Fabius, Jean Glavany, Dominique Strauss-Kahn et Pierre Moscovici, M. Le Gall s'exécute : « C'est mon job. »

M. Jospin rédige alors, seul, sa déclaration aux militants et aux Français. Il leur explique qu'il « assume pleinement la responsabilité de cet échec » et en « tire les conclusions en [se] retirant de la vie politique ». Bernard Kouchner l'interroge : « Tu es sûr de toi ? » Le premier ministre en est sûr.



Dimanche 22 avril, Lionel Jospin, éliminé après le premier tour de l'élection présidentielle, vient de quitter la salle après avoir annoncé son retrait de la vie politique le 5 mai. A l'Atelier de campagne du premier ministre apparaît, sur un large écran, l'image du leader de l'extrême droite qui affrontera Jacques Chirac au second tour.

« Chirac sera élu dans une monstrueuse ambiguïté, un monstrueux malentendu », a-t-il expliqué. « Le fait que je vote Chirac prouve bien que ce vote n'a aucune signification », a ajouté M. Hollande. Ce dernier avait déjà envisagé un meeting de la gauche plurielle avant le second tour. Jean-Christophe Cambadélis, pour sa part, préparait déjà pour le lendemain du premier tour l'opération « Tempêtes plurielles », destinée à rassembler la gauche. Un déjeuner était prévu, le 22 avril, avec Georges Sarre, président du Mouvement des citoyens, et, l'après-midi, une réunion de plus de mille représentants du monde associatif.

Personne au fond n'avait songé au « coup de tonnerre » évoqué par M. Jospin : son élimination du second tour. Depuis des mois, ils étaient plusieurs à parier sur son élection à la présidence de la République. A la mi-janvier, Dominique Strauss-Kahn assurait ainsi avec certitude que « c'était plié », ne voyant pas comment Jacques Chirac pouvait être réélu. Claude Bartolone, un des principaux lieutenants de Laurent Fabius, avait depuis longtemps fait un pari identique, prévoyant même une large victoire du candidat socialiste.

Seuls quelques-uns s'étaient risqués, en toute fin de campagne, à un ou deux scénarios-catastrophes. Mercredi 17 avril, Bertrand Delanoë avait osé jouer les oiseaux de mauvais augure en évoquant la possibilité d'une défaite de Lionel Jospin... au second tour (Le Monde du 19 avril). Surtout, lundi 15 et mardi 16 avril, à deux reprises, Gérard Le Gall relève le « risque sondagier » d'une présence de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour, même si, ajoute-t-il, il « n'y croit [t] pas politiquement ». Certains se demandaient s'il ne fallait pas que le candidat utilise cet argument, jeudi 18 avril sur TF1. « On aurait pu dramatiser davantage », regrettait M. Hollande dimanche soir. Mais Lionel Jospin, comme M. Le Gall et Olivier Schrameck, son directeur de cabinet, y répugnait : « C'est aux médias à pointer le danger », estime-t-il.

Même quand la perche lui est tendue par des journalistes trois jours avant le 21 avril. « Le 5 mai, vous êtes sûr d'être qualifié ? », lui demandent ainsi François Bachy et Patrick Poivre d'Arvor, en conclusion de sa dernière prestation télévisée. « Non, non, non, mais le 5 mai l'élection sera finie », avait répondu modestement le candidat socialiste.

Ariane Chemin et Michel Noblecourt

« L'ÉLYSÉE OU L'ÎLE DE RÉ »

Jacques Chirac l'a joint au téléphone peu après. Chacun avait bien compris que, selon la formule de Paris Match reprise à son compte par le candidat, c'était « l'Élysée ou l'île de Ré ». Mais le président de

la République souhaitait vérifier auprès de son premier ministre qu'il ne souhaitait pas démissionner dès le 22 avril et serait encore présent lors des deux derniers conseils des ministres. M. Jospin l'a rassuré. En revanche, dès le lundi 6 mai, ses paquets et ceux d'Olivier

Schrameck, son directeur de cabinet, seront faits. « Mardi midi », confiait ce dernier quelques jours auparavant, envisageant cette hypothèse, l'équipe Jospin aura quitté Matignon.

En revanche, Lionel Jospin n'a pas dit un mot du second tour de l'élection présidentielle. Il n'a pas repris les propos de ses lieutenants, comme Dominique Strauss-Kahn, Martine Aubry et Laurent Fabius, qui, dès le début de la soirée, avaient chacun insisté sur la nécessité de « faire barrage à l'extrême droite » le 5 mai.

François Hollande, lui, a redit depuis le QG de campagne, peu avant minuit, ce qu'il avait dit à la télévision : il « votera » Jacques Chirac. Bertrand Delanoë, maire de Paris, précisait depuis l'Hôtel de ville qu'il le fallait « quoi qu'il en coûte » : « Ce ne sera pas un vote d'adhésion, mais il faut faire son devoir. »

COHABITATION

François Hollande a aussi annoncé, dimanche soir, lors d'une rencontre avec la presse, qu'il conduirait la campagne socialiste pour les élections législatives – une charge qui revient naturellement, selon lui, au premier secrétaire du PS. Le scrutin des 9 et 16 juin est « ouvert », car l'électorat de gauche a envie de « faire entendre sa force, sa voix, sa revanche », a expliqué M. Hollande. Avant lui, plusieurs témoins socialistes

s'étaient élevés pour appeler de leurs vœux – sans jamais la nommer – une cohabitation. « Il n'est pas de défaite irrémédiable que l'on ne puisse renverser », a ainsi plaidé Dominique Strauss-Kahn. « Pourquoi pas une victoire qui pourra effacer cette soirée ? », a demandé pour sa part le fabiusien Claude Bartolone, ministre de la ville, face aux radicaux.

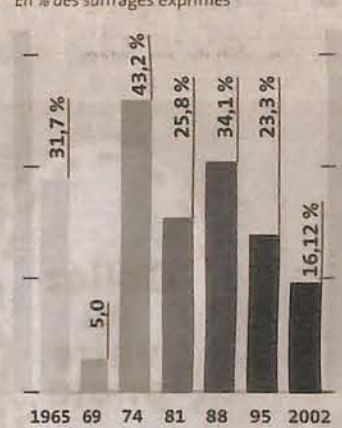
Avant Lionel Jospin, qui a regretté sobrement la « dispersion », plusieurs responsables, enfin, ont eu des mots peu amènes pour la gauche. « La gauche plurielle, c'est bien, sauf quand elle est trop plurielle », a ainsi déploré François Hollande sur un plateau télévisé. « La gauche, à force d'être plurielle, en est devenue singulière, éclatée, divisée », a renchéri François Rebsamen, maire de Dijon et secrétaire national aux fédérations, qui du coup a annoncé qu'il sera candidat dans la première circonscription de Côte-d'Or aux élections législatives. Cette dispersion « empêche pour la première fois le Parti socialiste d'être présent au second tour d'une élection présidentielle depuis 1969 », a-t-il ajouté, avant d'accuser des « médias complaisants » d'« entretenir » un « vote de protestation » à l'extrême droite comme à l'extrême gauche. A l'Atelier de campagne, M. Hollande a aussi regretté qu'une partie de l'électorat socialiste ait pu préférer « l'abstention, une autre l'extrême

gauche, et une dernière l'extrême droite ».

Le député de Corrèze a néanmoins plaidé, face à un « vainqueur qui n'aura ni la dynamique nécessaire ni la légitimité pour avoir le souffle de conduire les élections législatives », pour un rassemblement de la gauche plurielle en imposant des candidatures uniques dans les circonscriptions où le Front national pourrait l'éliminer au premier tour.

SCORES DU PARTI SOCIALISTE

En % des suffrages exprimés



Premier tour des élections présidentielles

Gaston Defferre : 1969
François Mitterrand : 1965, 1974, 1981, 1988
Lionel Jospin : 1995, 2002

Lionel Jospin : « J'assume la responsabilité de cet échec »

VOICI le texte intégral de la déclaration prononcée par Lionel Jospin, dimanche soir à 22 h 20, depuis son Atelier de campagne.

Si, comme on peut le penser, les estimations sont exactes, le résultat du premier tour de l'élection présidentielle vient de tomber comme un coup de tonnerre. Voir l'extrême droite représenter 20 % des voix dans notre pays et son principal candidat affronter celui de la droite au second tour est un signe très inquiétant pour la France et pour notre démocratie. Ce résultat, après cinq années de travail gouvernemental entièrement voué au service de notre pays, est profondément décevant pour moi et ceux qui m'ont accompagné dans cette action. Je

reste fier du travail accompli. Au-delà de la démagogie de la droite et de la dispersion de la gauche qui ont rendu possible cette situation, j'assume pleinement la responsabilité de cet échec et j'en tire les conclusions en me retirant de la vie politique après la fin de l'élection présidentielle. Jusque-là, je continuerai naturellement d'exercer ma fonction de chef du gouvernement. J'exprime mes regrets et mes remerciements à tous ceux qui ont voté pour moi et je salue les Français que j'ai servis de mon mieux pendant ces cinq années. J'invite les socialistes et la gauche à se mobiliser et à se rassembler dès maintenant pour les élections législatives afin de préparer la reconstruction de l'avenir.

M. Chevènement en mauvaise posture pour imposer sa voix

Il appelle à « faire barrage à Le Pen » et espère un « sursaut républicain »

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT a manqué son pari. Avec un score dépassant à peine 5 % des voix, il est au coude-à-coude avec le candidat des Verts, Noël Mamère, et derrière François Bayrou et Arlette Laguiller. Ce résultat est d'autant plus décevant que M. Chevènement a été, dans la première phase de la campagne, considéré comme la surprise de l'élection, capable d'enfoncer un coin dans le scénario, alors programmé, d'un deuxième tour entre M. Chirac et M. Jospin. Même s'il double le score remporté par le Mouvement des citoyens (MDC) lors des élections européennes de 1994 (2,54 %) – présent pour la première fois avec des listes autonomes –, l'ancien ministre de l'Intérieur ne peut que prendre acte de l'échec de sa stratégie initiée en septembre 2001 avec l'annonce de sa candidature et la mise sur orbite du Pôle républicain. Cet échec personnel prend évidemment un sens supplémentaire rapporté aux résultats du premier tour et à la position de Jean-Marie Le Pen en challenger de Jacques Chirac.

Dans son fief du Territoire de Belfort, où il est député depuis 1973, Jean-Pierre Chevènement, avec 19,4 % des voix, est devancé par Jean-Marie Le Pen (22,4 %), qui occupe la première place et améliore de près de 4 points son

score de 1995. Dans les quatre départements de Franche-Comté, M. Le Pen arrive en première position. M. Chevènement n'arrivant que quatrième, avec 9,77 % des suffrages.

Sans évidemment évoquer, dimanche soir, à la différence de Lionel Jospin, la responsabilité de

M. Chevènement. « Au-delà des présidentielles, qui doivent permettre de faire barrage à Le Pen, les législatives donneront à nos concitoyens l'occasion du sursaut républicain plus que jamais nécessaire », a-t-il ajouté.

« Je me suis efforcé de mener un débat digne, argumenté, et d'offrir

Au PRG : « Voter Chirac, c'est vachement glorieux ! »

« Je ferai tout pour empêcher M. Le Pen d'être président, a déclaré Christiane Taubira lors d'une conférence de presse au siège du PRG, si cela doit se traduire par le vote en faveur de M. Chirac, cela se traduira ainsi », mais, précise-t-elle, il faudra avant tout faire preuve d'« imagination ». Dans les couloirs, le discours est plus franc : « Bien sûr qu'on va voter Chirac, c'est vachement glorieux ! », ironise Jean-Michel Baylet, président du PRG. Si les radicaux évoquent bien « un séisme politique incroyable », M^{me} Taubira se veut combative : « Je sais que des batailles terribles nous attendent, mais elles sont exaltantes parce qu'elles portent sur l'essentiel. » Le premier objectif est de ne pas passer pour les responsables de la chute de la gauche. « Lorsque les Radicaux proposaient de rassembler dès le premier tour les différentes formations de la gauche plurielle, ils avaient raison », souligne un communiqué. Répondant aux questions des radios, M^{me} Taubira explique que, de toute façon, ceux qui ont voté pour elle n'auraient pas voté pour Lionel Jospin.

« la dispersion de la gauche » dans le résultat du scrutin, l'ancien ministre de l'Intérieur a centré son propos sur le « séisme » du premier tour. « Que le second tour de l'élection présidentielle puisse avoir lieu entre Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen donne la mesure de l'extrême décomposition de notre système politique », a déclaré

au pays un projet républicain mobilisateur et non démagogique, a encore déclaré M. Chevènement. C'est en vain, a-t-il ajouté, que j'ai essayé d'alerter, depuis des années, sur des questions comme l'insécurité, la désindustrialisation, l'abandon des couches populaires. » Pour le député de Belfort, le score de Jean-Marie Le Pen « traduit le profond

désarroi qui existe dans notre pays » qui a « besoin d'une refondation républicaine ».

M. Chevènement est-il néanmoins encore en mesure de faire entendre sa voix dans un paysage politique où la gauche, explosée, va devoir faire front commun aux législatives de juin ? Même si son porte-parole, le député Michel Suchod, continuait à marteler, sans avoir l'air d'y croire, qu'il y aurait des candidats du Pôle républicain « partout », en juin, certains de ses proches, comme Karim Zeribi, proposaient, dimanche soir, « d'ancrer à gauche » le « petit socle » gagné au premier tour de la présidentielle.

Quant à Max Gallo, président du Pôle républicain et artisan du rapprochement avec les souverainistes et certains gaullistes, il accusait univoquement « Jospin et la gauche plurielle » d'être à l'origine de « cette crise profonde ». Mais il reconnaissait aussi que le Front national représentait « un vrai danger » pour les législatives. Avec tout juste 5 % des voix et des militants en état de choc qui risquent d'être tentés de se recentrer sur leurs familles politiques d'origine, les marges de manœuvre de M. Chevènement paraissent très étroites.

Christine Garin

[MBA ESCP-EAP]

L'ACCÉLÉRATEUR de carrière

L'Executive MBA ESCP-EAP à Paris est un programme de management conçu pour des cadres à fort potentiel très impliqués dans leur entreprise et promis à une évolution de carrière rapide. Sa pédagogie interactive et novatrice combine cours, ateliers et séminaires en Europe, Asie et Amérique latine. Ce programme MBA bilingue anglais / français permet le maintien d'une activité à temps plein pour obtenir en 18 mois un diplôme référencé dans le monde entier. Rejoignez le réseau des 20 000 anciens ESCP et EAP actifs répartis dans 65 pays.

ESCP-EAP

79 avenue de la République - 75011 Paris

Isabelle du Merle - Tél. : 01 49 23 22 89

E-mail : emba@escp-eap.net

Réunions d'information

- 25/04 - 8h15
- 16/05 - 18h30

ESCP-EAP

EUROPE PARIS BRUXELLES

European School of Management

Learn everywhere. Manage anywhere.™

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Avec 3,39 % des suffrages, le PCF subit une débâcle électorale sans précédent

Robert Hue a obtenu le score le plus bas jamais réalisé par un candidat communiste. Se pose désormais la question de la survie du « parti »

OPÉRATION SURVIE. Désormais, pour le PCF, il n'est plus qu'une question qui vaille : le « parti » se relèvera-t-il de la déroute sans précédent que lui ont infligée les électeurs au premier tour de la présidentielle ? Avec 3,39 % des suffrages pour Robert Hue, c'est à un effondrement historique qu'on a assisté dimanche soir.

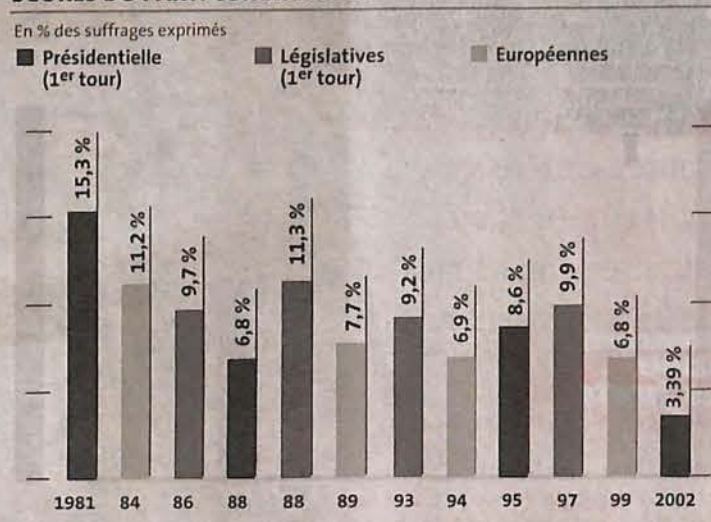
Le désastre est double. Jamais le PCF n'avait été aussi bas. La barre des 5 % - dont beaucoup pensaient, place du Colonel-Fabien, qu'elle fixerait l'étage de l'acceptable - est enfoncée. Et se pose désormais ouvertement la question de la permanence du PCF comme force politique nationale. Le PCF est en effet en voie de disparition, sinon de « groupuscularisation » totale, en Alsace, mais aussi en Lorraine, en Basse-Normandie ou en Franche-Comté. Des camouflets sont infligés dans ses bastions. A Saint-Amand-les-Eaux (Nord), ville dont le maire n'est autre que le président du groupe communiste de l'Assemblée Alain Bocquet, Jean-Marie Le Pen est en tête. Dans le Pas-de-Calais, le PCF perd les deux tiers des voix récoltées lors de la présidentielle de 1995. A l'époque, il y recueillait deux fois plus de suffrages que Lutte ouvrière. Désormais, la candidate de cette formation l'y devance nettement.

A ce score désastreux s'ajoute, en effet, un revers supplémentaire : celui de se faire distancer par deux des trois candidats trotskistes, puisque Arlette Laguiller (LO), mais aussi Olivier Besancenot (LCR), ont respectivement réunis 5,82 % et 4,32 % des suffrages. Le PCF ne parvient à contenir LO que dans six départements, dont le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis, qui font de plus en plus figure d'îlots de résistance. Ces deux candidats d'extrême gauche rassemblent trois fois plus de voix que le PCF. La claque est énorme pour M. Hue, qui avait placé sa campagne sous le thème d'une « gauche plus ancrée à gauche ».

DÉPENSES NON REMBOURSÉES

Dimanche soir, les dirigeants communistes ont surtout insisté sur le « véritable séisme politique » provoqué par les résultats, à savoir la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour. « Le PCF dénonçait la surdité politique à l'égard des attentes profondes de notre peuple. Mais ce que révèle ce scrutin, c'est que nous

SCORES DU PARTI COMMUNISTE



étions bien en dessous de la réalité », a ainsi déclaré la secrétaire nationale du PCF, Marie-George Buffet. « Les communistes sont en état d'alerte pour le deuxième tour et pour la suite », a-t-elle ajouté, avant d'indiquer que le PCF fera « tout pour faire obstacle à Jean-Marie Le Pen », laissant entendre que sa formation préférera appeler à voter pour Jacques Chirac le 5 mai.

Peu de dirigeants communistes souhaitent analyser à chaud la débâcle électorale essuyée par leur parti. « On paie la participation au gouvernement. C'est sûr », estimait Fabienne Pourre, membre de l'exécutif du PCF. « On a été touchés plus que d'autres car notre sortie d'une culture protestataire n'a pas été comprise. Faut-il revenir en arrière ? Je ne crois pas », analysait Marie-Pierre Vieu, l'une des responsables communistes, qui ne « pense pas qu'on résoudra le problème d'une alternative à gauche par la constitution d'un pôle de radicalité » avec l'extrême gauche. La constitution d'un tel pôle pourrait susciter des débats en interne, et ce d'autant que le candidat de la LCR a lancé, dimanche soir, un appel à une « refonte de l'espoir à gauche ».

L'exécutif du PCF doit se réunir lundi en fin de matinée. Deux réunions du conseil national sont prévues les 23 et 26 avril. L'urgence est que l'onde de choc de la présidentielle soit jugulée pour les législatives. Par ailleurs, les incidences financières du score catastrophique du candidat communiste risquent d'être lour-

des. Le PCF va devoir s'imposer une cure d'austérité drastique pour faire face aux dépenses importantes qui ont été engagées dans cette campagne et qui ne seront pas totalement remboursées faute d'avoir atteint le seuil des 5 %.

C. M.

La LCR et LO refusent de « porter le chapeau » de la défaite de M. Jospin

Les deux partis d'extrême gauche appellent à un « troisième tour social »

C'EST une vraie déception pour Lutte ouvrière. Si l'extrême gauche rassemble plus de 10 % des suffrages, un niveau encore jamais atteint, Arlette Laguiller fait, elle, du surplace. Avec 5,75 % des voix, la candidate de LO est certes devant le PCF. Mais elle n'enregistre qu'une progression millimétrique par rapport aux 5,3 % réalisés en 1995. Crédité de 10 % des intentions de vote dans les sondages jusqu'à début avril, M^{me} Laguiller a dû finalement partager ce score avec le candidat de la LCR, Olivier Besancenot, qui a obtenu 4,27 % des voix et est passé, à son tour, devant Robert Hue. La mauvaise nouvelle, pour LO, c'est qu'elle n'a pas le monopole de la représentation de l'extrême gauche quand elle pensait bien l'affaire acquise. La « bonne », c'est que cette formation peut espérer s'épargner un débat sur la création d'un grand parti des travailleurs qu'un score très élevé n'aurait pas manqué de faire surgir.

Le candidat de la LCR devance la candidate de LO dans une quarantaine de villes, dont Toulouse, Besançon, Nantes, Bordeaux, Millau, Quimper et Grenoble. Il en est de même dans cinq arrondissements de Lyon ainsi que dans quinze arrondis-

sements parisiens. LO confirme la présence de vrais bastions dans les zones rurales-ouvrières de Haute-Normandie et de Picardie, ainsi que dans le Pas-de-Calais, jadis sous l'influence du PCF.

« ILS PEUVENT ÊTRE FIERS D'EUX ! »

Dimanche soir, le premier réflexe a été le même dans les deux formations : non, « la multiplication » des candidatures d'extrême gauche « n'est pas responsable » de la défaite de Lionel Jospin. « On devine qu'on va essayer de nous faire porter le chapeau », s'agaçait ainsi Jean-Louis Gaillard, élu LO au conseil régional d'Ile-de-France. Pour les deux partis trotskistes, M. Jospin ne doit s'en prendre qu'à lui-même. « C'est une défaite lamentable dont il est entièrement responsable. La multiplication des candidats existait à droite comme à gauche », a asséné Arlette Laguiller. « Ils peuvent être fiers d'eux les socialistes ! A force d'avoir surenchéri sur la sécurité », lançait un militant de la LCR. Quand Robert Hue, sur France 2, met en avant « l'abstention et le vote protestataire » pour expliquer la débâcle, un silence de plomb s'abat sur la salle de l'hôtel de l'Est parisien où sont réunis les sup-

porters d'Arlette. « La politique de participation au gouvernement du PCF a été radicalement sanctionnée », tranche-t-elle. « La mort du PCF était prévisible, il faut une nouvelle gauche qui s'ouvre », commente Alain Krivine, porte-parole de la Ligue.

Voter « Chirac au second tour » ? Il n'en est pas question pour LO. « Il cherchera à plaire aux 20 % qui ont voté Le Pen », estime M^{me} Laguiller après avoir mis dans le même sac « la politique du grand patronat de Chirac, Le Pen et Jospin ». Les militants de LO préfèrent évoquer une « réaction sociale ». M. Besancenot appelle à « un troisième tour social ». « Il faut descendre dans la rue et dire non au FN », souligne le jeune facteur, qui ne souhaitait pas, dimanche soir, formuler de consigne de vote plus explicite pour le second tour. Chacun se félicite du résultat de l'autre, mais l'unité a ses limites. « Besancenot réalise un très bon score », reconnaît M^{me} Laguiller, avant d'ajouter : « La LCR a un électoral bien à elle. » A ces mots, les militants de la Ligue se mettent à siffler devant le poste de télévision.

Clarisse Fabre, Isabelle Mandraud et Caroline Monnot

Les Verts ne se voient plus en « force d'appoint mais en moteur »

C'EST une petite victoire, au goût amer, que les Verts n'ont pas savourée, mais une victoire quand même : avec un score de 5,31 % au premier tour de l'élection présidentielle, Noël Mamère a amené son parti au meilleur résultat jamais atteint par un écologiste sous la V^e République. Avant lui, en 1981, Brice Lalonde avait obtenu 3,87 % des voix. Dominique Voynet, actuelle secrétaire nationale des Verts, n'était parvenue, en 1995, à rassembler que 3,35 % des suffrages.

M. Mamère accomplit sa meilleure performance en Bretagne, où la pollution de l'eau inquiète gravement les habitants, en Ile-de-France, vote urbain par excellence, dans les Pays de la Loire, en Rhône-Alpes et en Alsace, régions traditionnellement favorables au vote écologiste. A Paris et à Lyon, villes gagnées par les socialistes aux municipales de mars 2001 grâce aux Verts, le candidat est à plus de 2 points au-dessus de sa moyenne nationale. Il n'obtient en revanche qu'un médiocre 4,88 % en Franche-Comté, la région de M^{me} Voynet, et fait un flop total en Corse (2,99 %), où les Verts et les nationalistes avaient marqué leur préférence pour Alain Lipietz.

« REFONDATION DE LA GAUCHE »

Voilà les Verts assurés du remboursement de leurs frais de campagne puisqu'ils ont franchi la barre fatidique des 5 %, mais tel n'était pas leur souci, dimanche soir. La défaite de Lionel Jospin, au gouvernement duquel ils ont participé pendant cinq ans, leur interdit de tirer un réel profit de leur avan-

cée. La question n'est plus de savoir s'ils pourront avantageusement négocier une nouvelle politique des transports ou de l'énergie, ou des inflexions de la part des socialistes sur les sans-papiers ou la double peine. « Maintenant, notre objectif est de contribuer à la refondation de la gauche, dont le PS a perdu le leadership », commentait dimanche soir M. Mamère.

PARI DIFFICILE

Les Verts sont encore loin derrière le Parti socialiste, mais peuvent désormais prétendre à la deuxième place à gauche, après la défaite historique du PCF et le score médiocre de Jean-Pierre Chevènement, qui s'est lui-même placé dans une perspective « ni droite ni gauche ». Ils estiment qu'ils « ne sont plus une force d'appoint, mais un moteur ». Il leur reste cependant à réussir les législatives, dans moins de cinquante jours. Malgré l'accord électoral passé avec l'allié socialiste, qui leur a « réservé » quarante-deux circonscriptions, le pari s'annonce difficile. Avec la défaite de M. Jospin à la présidentielle, il se corse encore un peu.

Rien ne dit, en effet, que cet accord résistera au départ du premier ministre, chacun cherchant alors à « sauver sa peau ». A moins que de nombreuses triangulaires avec le FN ne permettent aux Verts, comme en 1997, de gagner quelques circonscriptions, dont celles de Guy Hascoët et Yves Cochet. De tout cela, les Verts devaient discuter, lundi, lors d'un conseil national.

Béatrice Gurrey

"EN 2005, IL Y AURA MOINS D'IMPOTS, PLUS D'EMPLOIS, NOUS VIVRONS TOUS EN SECURITE. LA FRANCE SERA HEUREUSE."

☐ **JACQUES CHIRAC**

☐ **LIONEL JOSPIN**

☐ **ELIZABETH TEISSIER**

LES PRÉSIDENTIELLES DE CANAL+
Le Vrai Journal des Présidentielles
de Karl Zéro à 19H40,
Les Guignols de l'Info à 19H55.
Du lundi au vendredi en clair.

CANAL+
ET TELLEMENT + ENCORE

« Assez d'une société qui engendre les Chirac, les Le Pen, les Mégret ! »

Dix mille personnes, rejointes par Olivier Besancenot et Noël Mamère, ont spontanément manifesté, dimanche soir, à travers Paris

TOUT JUSTE remis du coup de massue qu'ils ont reçu à 20 heures, des milliers de jeunes Parisiens et banlieusards sont spontanément descendus dans les rues de la capi-

REPORTAGE

Dans le cortège sans mots d'ordre, sans encadrement, les plus de 25 ans étaient rares

tale pour crier leur désarroi face à l'émergence du Front national au premier rang de la scène politique. Abasourdis, sonnés, livides, beaucoup ne voulaient pas croire à ce qui leur apparaissait comme un « cauchemar », une « aberration ». L'appel à manifester lancé par l'association Ras l'front a vite trouvé un large écho et, s'ils n'étaient que quelques dizaines à 22 heures devant le métro Odéon, ils se retrouvèrent bientôt plus d'un millier pour rejoindre le boulevard Saint-Michel. Sans mot d'ordre, sans mégaphone, sans encadrement, les manifestants s'unirent dans un cri « A bas, à bas le Front national... Et F comme fasciste et N comme Nazi » et descendirent vers la Seine pour gagner la rive droite.

Le souffle coupé, les larmes au bord des yeux, Véronique, Sadia et Myriam, 17 ans, se disaient à la fois « scandalisées » et « angoissées » et accusaient « la pseudo-politique de gauche » menée par le gouvernement mais aussi « la connerie des adultes ». « On ne voulait pas ça », revenait souvent sur les lèvres de ceux qui, en âge de voter, s'étaient abstenus « par écœurement » ou avaient choisi un candidat radical pour « marquer une rupture ». Une certaine mauvaise conscience était perceptible chez les militants d'extrême gauche qui, sous les bannières rouges de la Ligue communiste révolutionnaire, formèrent bientôt le plus gros du bataillon traversant l'île de la Cité avant de s'engager dans le boulevard Sébastopol. Olivier Besancenot et Alain Krivine au



Sur le masque de ce jeune manifestant, une larme souligne le propos du panneau « Je pleure... ». A l'appel de l'association Ras l'front, quelques dizaines de personnes se sont retrouvées dimanche soir, après l'annonce des résultats du premier tour de l'élection présidentielle, au métro Odéon à Paris. Le long du boulevard Saint-Michel, puis vers République, le cortège a grossi spontanément, jusqu'à regrouper environ 10 000 personnes.

coude à coude avouaient eux-mêmes que leur bonheur d'un score « historique » était complètement gâché par le « scénario catastrophe » du premier tour. Ils osaient néanmoins espérer un « immense 1^{er} mai unitaire ».

COLÈRE NOIRE, RAGE BLANCHE

Le cortège, où les plus de 25 ans étaient rares, fit entendre sa différence avec le slogan emblématique d'une « fracture générationnelle » : « Nous sommes tous des enfants d'immigrés - première, deuxième, troisième génération. » Ce rejet du racisme vécu chaque jour dans les collèges, les lycées, les cités constituait la plus forte note d'espoir de ce rassemblement dont la fraternité pagailleuse visait à « se tenir chaud ». D'où les embrassades, le folklore, et même quelques rires. « Ça fait quand même du bien d'être ensemble », glissait un groupe d'ados « blacks, blancs beurs », colère noire, rage blanche, qui n'avait pas oublié les promesses d'une autre « manif ».

Des milliers de manifestants en province

Des manifestations spontanées ont rassemblé des milliers de personnes en province. A Toulouse, 3 000 personnes scandaient « Nous sommes tous des enfants d'immigrés ». Plusieurs centaines de Marseillais ont défilé aux cris de « Le Pen, facho, Marseille aura ta peau ». Un millier de personnes se sont rassemblées à Strasbourg pour dénoncer « la honte » de voir le président du FN présent au second tour. A Lyon, 1 000 manifestants ont crié « Non à Le Pen ». Ils étaient 4 000 à Rennes, 2 500 à Nantes, 2 000 à Poitiers, environ un millier à Caen, à Grenoble et à Lille. Plusieurs centaines de personnes ont aussi défilé à Limoges, Montpellier, Dijon, Rouen, Bordeaux, Nancy ou Saint-Etienne. Pour Michel Tubiana, président de la Ligue des droits de l'homme, qui s'est dit « atterré », « c'est une catastrophe pour la démocratie ». Patrick Gaubert, président de la Licra, « les gens qui croyaient que l'extrême droite était anéantie car divisée se sont trompés ».

Karim, du quartier des Pyramides, à Evry : « Ils vont venir chez nous pour nous virer ? »

ABDOULAYE, Karim et Abdelkrim sont « dégoûtés ». D'habitude, ces copains du quartier des Pyramides, à Evry (Essonne), ne s'intéressent pas à la politique et, parmi

REPORTAGE

Ces jeunes issus de l'immigration craignent une recrudescence du racisme

eux, un seul a voté, dimanche 21 avril, lors du premier tour de l'élection présidentielle. Mais Jean-Marie Le Pen au second tour, ils trouvent ça « hallucinant » et, à 23 heures, ils sont encore en train d'en discuter sur le petit parking au pied de leurs immeubles. « On n'arrive pas à le croire. Dans notre tête, c'est impossible », explique Abdoulaye, 21 ans, grand costaud d'origine sénégalaise qui a voté pour la première fois dimanche.

Jeunes de banlieue issus de l'immigration, tous ont compris l'importance et la signification du score de celui qui se dit « socialement de gauche » et « nationalement de

France ». Ils ne savent pas trop à quoi s'en tenir, mais ils s'inquiètent déjà pour l'avenir et imaginent le pire. « Si Le Pen est président, ils vont venir chez nous pour nous virer ? », demande très sérieusement Karim, 18 ans. Outre la peur d'un éventuel retour forcé au pays, l'adolescent craint aussi une recrudescence du racisme, favorisée par le bon score du candidat du Front national. « Déjà, il y avait des sociétés qui nous prenaient uniquement parce qu'elles étaient obligées, il ne fallait pas être raciste, estime Karim. Maintenant, tout le monde va montrer qu'il est. »

IL FALLAIT S'Y ATTENDRE

Educateur spécialisé auprès de mineurs délinquants depuis peu, Abdoulaye s'inquiète, lui, d'un possible durcissement de l'arsenal répressif. « Même si Chirac gagne, ils vont nous mettre un gros facho comme ministre de l'Intérieur et ils vont changer les lois, prédit le jeune homme. Déjà, ils vont remettre la peine de mort, ça va être comme en Amérique. » C'est une dérive sécuritaire généralisée qu'ils redoutent. « Le score de Le Pen, c'est à cause de l'insécurité, alors, obligé, les policiers auront les pleins pouvoirs et ils vont en abuser », lâche Abdoulaye,

qui dit vouloir voter pour Jacques Chirac au second tour pour empêcher l'élection de Jean-Marie Le Pen. Au-delà des craintes et des inquiétudes, certains mettent aussi en garde contre les risques de tensions. « Si Le Pen passe, c'est sûr, il y aura des émeutes. Les jeunes comme nous, on ne peut pas l'accepter, c'est un racisme », clame Abdoulaye.

Président d'une association, éducateur, militant de l'intégration et de l'insertion professionnelle, « Patson », le « grand frère » des jeunes du quartier, oscille, lui, entre désillusion et colère. « Je suis déçu, mais il fallait s'y attendre. La gauche pense qu'il suffit de dire qu'elle aime les Noirs et les Arabes pour faire du social mais elle a voulu copier la droite sur l'insécurité et elle n'est pas assez sur le terrain », analyse cet ancien animateur de quartier de 28 ans, qui a incité les jeunes autour de lui à s'inscrire sur les listes électorales et à voter. « Moi, je suis Français et je le resterai. Aucune personne ne pourra m'en empêcher, même Jean-Marie Le Pen, soutient le jeune homme d'origine ivoirienne. Mais je dis aux jeunes qu'il faut commencer par voter au second tour et aux législatives. »

Frédéric Chambon

AVANT D'ACHETER VOTRE OCCASION ÊTES-VOUS SÛR DE POUVOIR FAIRE MARCHE ARRIÈRE ?

Dans le Réseau Peugeot, vous avez le droit de changer de véhicule si vous en avez envie. Et nous prenons cette résolution :

ENGAGEMENT n°2 : vous avez 10 jours pour changer d'avis sur votre Occasion du Lion et choisir une autre Occasion du Lion*.

RÉSEAU PEUGEOT, LE SERVICE EST L'AVENIR DE L'AUTOMOBILE.

* Dans le Réseau Occasions du Lion selon les conditions générales de vente Occasions du Lion.



PEUGEOT

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

L'Europe découvre avec stupeur le nouveau paysage politique français

La défaite de Lionel Jospin est un signe de plus de la crise des gauches européennes alors que des formations de droite populistes et nationalistes ont progressé dans plusieurs pays

L'ÉLIMINATION de Lionel Jospin et l'irruption au second tour de Jean-Marie Le Pen a été une surprise complète pour les gouvernements des Quinze et les observateurs étrangers.

► **En Allemagne**, seuls quelques rares responsables politiques se sont risqués à commenter ces résultats inattendus. Parmi eux, Michael Glos, responsable du groupe parlementaire de l'Union chrétienne-sociale (CSU), dont le président, Edmund Stoiber, est le candidat de la droite à la chancellerie. « Il y a manifestement en France des anomalies dont Jean-Marie Le Pen a semblé profiter, a estimé M. Glos. Nous devons y faire attention en Allemagne : l'immigration sans réglementation ne doit pas se développer et il faut être attentif aux risques d'attentats terroristes. »

Lundi matin, l'un des plus importants quotidiens allemands, la *Süddeutsche Zeitung*, parlait d'une « performance tactique » pour Jean-Marie Le Pen, mais d'une « catastrophe pour la gauche », une « surprise comme la Cinquième République n'en a jusqu'ici jamais vue ». « Jacques Chirac est en tête, poursuivait le journal, mais quel triste triomphe. En agitant le thème de l'insécurité, le président est parvenu à angoisser les électeurs. »

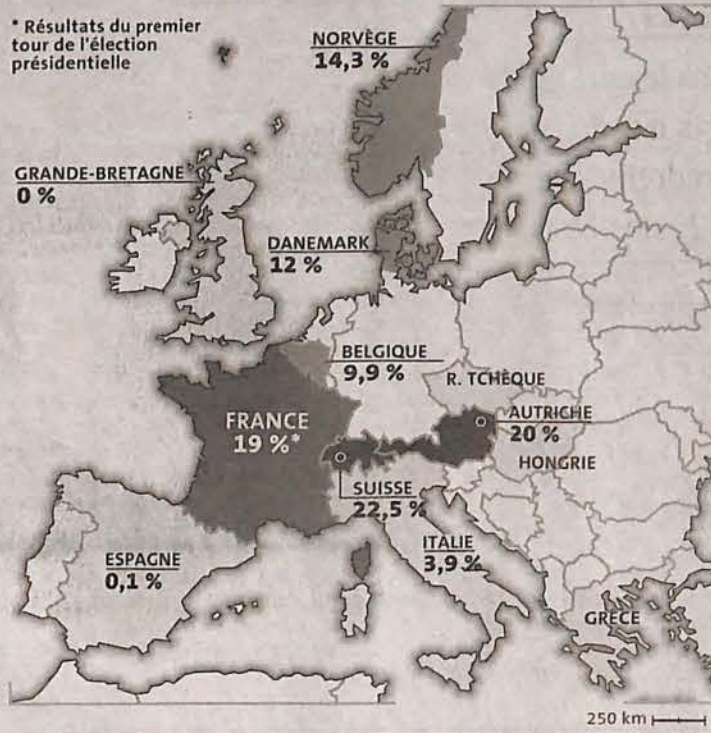
► **En Grande-Bretagne**, la présence du chef du Front national au second tour suscite l'inquiétude et la commisération de la presse britannique. « Un désastre frappe la France », titre le *Financial Times*, proche des milieux d'affaires. « Le triomphe de Le Pen secoue la France », estime le *Daily Telegraph* (conservateur). « Le Pen choque la France », titre le *Guardian* (centre-gauche). L'éditorial du *Sun* (droite) est intitulé : « Jour de honte pour la France ».

Ni Downing Street ni le Foreign Office n'ont fait le moindre commentaire, en s'accordant un délai de réflexion. Mais en privé, certains hauts responsables ne cachaient pas leur désarroi. Denis McShane, le plus francophile et francophone des ministres adjoints du Foreign Office, a exprimé

L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE

Score de l'extrême droite aux dernières législatives (sauf France), en %

□ moins de 5 □ de 5 à 10 □ de 10 à 15 □ de 15 à 20 ■ plus de 20



mé au Monde, à titre personnel, « sa vive inquiétude » devant l'échec de Lionel Jospin et les risques de crise qu'il pourrait entraîner « pour toute la gauche européenne ». La presse populaire cloue notre pays au pilori. « Ce qui

est arrivé en France est répugnant, écrit le *Sun*, L'Europe est aujourd'hui embarrassée et déshonorée. » La presse de qualité est tout aussi sévère. Le *Times* observe : « La France n'a maintenant qu'à s'en prendre à elle-même si le choix se

Pour le président du CRIF, c'est « un message aux musulmans leur indiquant de se tenir tranquilles »

Le quotidien israélien *Haaretz*, pour qui la communauté juive française « paraissait confuse » après l'annonce du score de Jean-Marie Le Pen, a repris dans son édition de lundi – disponible sur Internet – des propos tenus par le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). Selon Roger Cukierman, le résultat du premier tour devrait contribuer à réduire l'antisémitisme des musulmans et les comportements antisémites parce que « son score est un message aux musulmans leur indiquant de se tenir tranquilles ». Dimanche soir, M. Cukierman avait déclaré, selon l'AFP : « C'est un choc. Cela dit, à y réfléchir, on comprend que c'est le résultat de la réaction des Français devant les problèmes d'insécurité. C'est une réaction de défense que je déplore et que je comprends. » Il avait aussi appelé à voter Chirac, ajoutant que « pour nous, le choix est clair ».

Inquiétude des parlementaires européens

BRUXELLES

de notre bureau européen

L'usage ne veut pas que le président du Parlement européen commente les résultats d'une élection nationale. Pourtant, l'Irlandais Pat Cox a jugé « les résultats suffisamment inattendus et préoccupants » pour y déroger, dimanche 21 avril, à la demande du Monde. M. Cox s'est dit « préoccupé de constater qu'un tiers des Français n'ont pas voté, et qu'un tiers de ceux qui ont voté ont opté pour les extrêmes ». Il estime qu'il s'agit d'« une leçon importante pour toute la classe politique européenne ». M. Cox se dit toutefois « persuadé » que « les démocrates vont se rallier au candidat démocrate au second tour », et que « le résultat replacera la France en tête de la politique de tolérance en Europe, qui a toujours été la sienne ».

Plus explicite, l'Anglais Graham Watson, président du groupe libéral du Parlement européen, espère que « la gauche va voter Chirac au second tour ». M. Watson s'étonne du score de Jacques Chirac, « étonnamment bon, compte tenu des "affaires" dans lesquelles il est impliqué, et qui l'auraient fait tomber au Royaume-Uni ». Il estime que « la gauche n'a pas réussi à répondre aux préoccupations de son électeur », et qu'elle a fait les frais de son éclatement. Toujours chez les libéraux, le Belge Daniel Ducarme exprime sa « consternation » et appelle les démocrates à voter pour Jacques Chirac au second

tour. Les Belges socialistes, eux, sont effondrés : Jean-Maurice Dehousse, ancien maire de Liège, déplore que « l'Europe bascule à droite », avec « la France après l'Italie, l'Espagne et le Portugal ». Il affirme que « puisque la République est en jeu, les socialistes doivent voter Chirac au second tour ». Claude Desama, qui fut longtemps député européen socialiste, estime que l'« Europe paie la faiblesse qu'elle a eue d'accepter la banalisation de l'extrême droite en Autriche » : « Les gouvernements européens se sont contentés de faire les gros yeux (...), ils ont rendu l'extrême droite familière. Il estime en outre que la gauche « s'est tirée dans le pied, en se morcelant », et que « Lionel Jospin n'a pas su répondre à la campagne de Chirac sur l'insécurité ».

Le belge Paul Lannoye (Vert) s'inquiète de la montée de la droite et de l'extrême droite en Europe. Il déplore que « les discours musclés qui défendent les identités régionales ou nationales reçoivent une forte écoute ». Johannes Vogenhuber, eurodéputé Vert autrichien, estime que « la renaissance des nationalismes en Europe pourrait bien signer la fin de la Convention sur l'avenir de l'Europe ». Il s'étonne aussi du score d'un homme dont, au Parlement, il n'a remarqué qu'un « discours agressif », à l'occasion de la déchéance de son mandat.

Rafaële Rivals

située entre la droite et l'extrême droite. Il s'agit du résultat le plus important en Europe pour un candidat représentant la droite xénophobe et anti-immigrés. » Aucun élu, ni aucun parti se réclamant de l'extrême droite n'est représenté ni aux Communes (659 élus), ni au Parlement européen (87 députés britanniques).

► **En Espagne**, le « tremblement de terre politique français », selon le quotidien *El País*, incitait dimanche soir les dirigeants politiques à la prudence. Sous le choc, la socialiste Trinidad Jimenez, chargée des questions de politique étrangère au PSOE, s'est déclarée « horrifiée par ce qui vient de se passer à Paris » et tentait d'expliquer le scrutin par « des circonstances spéciales qui ont à voir avec la fragmentation des candidats et un certain vote anti-partis politiques et antisystème ».

Le leader historique du Parti communiste espagnol, Santiago Carillo, était effondré. « La gauche européenne doit sérieusement se demander ce qui ne va pas chez elle et quelles sont ses faiblesses, a-t-il expliqué au Monde, car ce qui arrive n'est pas seulement français : les socialistes ont perdu au Portugal, la gauche italienne a perdu devant Berlusconi et à présent l'extrême droite débarque la gauche française au premier tour... »

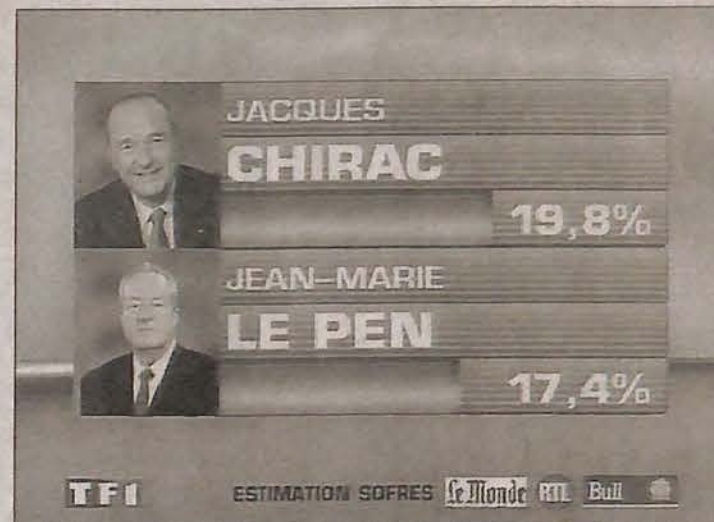
► **En Italie**, selon son camp, on salue ou déplore la défaite de la gauche. Pour Antonio Tajani, chef de groupe à Strasbourg de Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, « les gauches sont maintenant battues en Europe ». Le ministre des communications, Maurizio Gasparri (Alliance nationale), ironise sur le « naufrage du Parti socialiste et de Jospin après des années au pouvoir avec d'ex-ministres qui ont insulté le gouvernement italien ». A gauche, où les critiques des « cousins » français contre Silvio Berlusconi étaient fréquemment la référence, on se sent un peu orphelins. Chez les Démocrates de gauche (DS), principale formation de l'opposition, Vannino Chiti constate que « si la gauche se divise, elle perd ». A l'extrême gauche, Fausto Bertinotti, de Refondation communiste, insiste sur « l'écroulement du centre gauche en Europe, aujourd'hui la gauche européenne doit se repenser et proposer des alternatives de société ».

► **En Belgique**, le gouvernement, informé des premiers résultats français, a annulé une réunion prévue sur le thème du renouveau politique... Louis Michel, le ministre des affaires étrangères (libéral francophone) était, selon son entourage, « accablé ». Elio Di Rupo, le président du PS francophone, a évoqué « un jour noir pour la démocratie ». L'extrême droite, en revanche, jubilait. Filip Dewinter, le leader du Vlaams Blok, une formation d'extrême droite qui a réalisé 15 % en Flandre lors des dernières législatives, jugeait « spectaculaire » la performance de Jean-Marie Le Pen. « Une logique européenne est à l'œuvre : elle se manifeste en France, après l'Italie, l'Autriche, le Danemark, les Pays-Bas ou la Belgique », expliquait-il au Monde, dimanche soir.

de nos correspondants

A la télévision, la soirée de toutes les surprises

Dès avant 20 heures, les jeux étaient faits



20 heures. Sur l'écran de TF1 apparaissent les visages des deux candidats du second tour : Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen.

ILS SAVAIENT, et on lisait sur leur visage qu'il fallait s'attendre à un choc. Peu avant 20 heures, Patrick Poivre d'Arvor et Claire Chazal, sur TF1, David Pujadas et Olivier Mazerolle, sur France 2, laissaient entrevoir le bouleversement : Le Pen face à Chirac au second tour. A 20 heures, les chiffres s'inscrivaient sur l'écran. Ils ne variaient plus guère au cours de la soirée. Hormis un bref suspense, vers 21 heures, lorsque l'écart entre Le Pen et Jospin sembla se réduire, les jeux étaient faits. Pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, l'extrême droite était présente au second tour de l'élection présidentielle. Une femme en blouse rouge pleurait au QG de Lionel Jospin. On la reverrait plusieurs fois au cours de la soirée. Les heures suivantes, il y aurait beaucoup de gens en larmes.

La surprise était telle qu'on oubliait les autres révélations de ce premier tour : l'effondrement sans précédent du Parti communiste, la remontée spectaculaire de François Bayrou, le bon résultat d'Olivier Besancenot. Même ceux qui ne s'en tiraient pas trop mal hésitaient à se réjouir ouvertement. L'élimination de Lionel Jospin était si bizarre qu'ils n'osaient pas trop évoquer leur propre cas. Seule Arlette Laguiller était semblable à elle-même. Devançant la question, elle annonçait qu'elle n'appellerait pas à voter Chirac. Elle usait d'un euphémisme pour constater, d'un ton détaché, que le sort de Jospin était « inattendu » mais ajoutait, d'un air sévère, que l'intéressé était « entièrement responsable » de cette « défaite lamentable ». Il n'avait à s'en prendre qu'à lui-même, et l'extrême gauche n'était en rien responsable de ce qui était arrivé.

Laurent Fabius, sur TF1, parlait de « cataclysme », de « coup de massue ». François Hollande trouvait cette défaite « injuste, cruelle ». Dominique Strauss-Kahn était le premier, à gauche, à dire sans ambages qu'il voterait Chirac au second tour : « Il faut, pour l'honneur de notre pays, que le score de Jean-Marie Le Pen soit le plus faible possible. » L'image du pupitre vide de Lionel Jospin, orné du slogan devenu dérisoire « Présider autrement » revenait sans cesse comme un symbole de cette soirée.

« C'est, après la naissance de mes

enfants, le plus beau jour de ma vie », confiait une jeune femme au QG de Jean-Marie Le Pen. « Les gens, ici, ont l'impression d'être enfin reconnus », remarquait un reporter de TF1. Il y avait, parmi ces militants heureux, qui avaient un verre à la main, d'élégantes jeunes femmes, des jeunes gens bien élevés en costume-cravate, mais aussi des hommes nettement plus âgés, barbus et fumeurs de pipe, et quelques crânes rasés.

« N'AVEZ PAS PEUR ! »

A 22 heures, le héros du jour faisait sa déclaration, enjoignant à ses partisans de se taire pour pouvoir parler devant les caméras. C'était bizarre, un peu incohérent, et même singulièrement décousu. Cela commençait par une analyse politique à l'ancienne, comme si Le Pen était devenu d'un seul coup le commentateur de lui-même. S'y glissait l'éloge funèbre d'une militante – « Bérêt Bleu, grande résistante et patriote » – décédée le matin même. Suivait un emprunt au pape Jean Paul II : « N'ayez pas peur ! » Et cette étonnante formule : « cohésion nationale était en cause » et « l'idée même que nous nous faisons de l'homme, de ses droits, de sa dignité ». Bref, un discours de combat contre le FN sans que ce parti ni son chef ne soient nommés. Ce n'était pas la moindre des bizarreries de cette étrange soirée.

La plus grande était à venir : Lionel Jospin annonçait son retrait de la politique. « J'assume pleinement la responsabilité de cet échec et j'en tire les conclusions en me retirant de la vie politique après la fin de l'élection présidentielle. » Enfin, c'était le tour de Jacques Chirac, traits tirés et yeux cernés, l'air de tout sauf d'un vainqueur. Là aussi, l'allocation était un peu étrange. Ni le nom de Lionel Jospin ni celui de Jean-Marie Le Pen n'étaient prononcés. Le ton était grave. Jacques Chirac appelait à un « sursaut démocratique », affirmait que la « cohésion nationale était en cause » et « l'idée même que nous nous faisons de l'homme, de ses droits, de sa dignité ». Bref, un discours de combat contre le FN sans que ce parti ni son chef ne soient nommés. Ce n'était pas la moindre des bizarreries de cette étrange soirée.

Dominique Dhombres

Des syndicats de policiers appellent à une « réaction républicaine »

Les grandes confédérations de salariés devaient réagir dans la journée de lundi

LES CENTRALES syndicales, sous le choc, semblaient s'être donné le mot, dimanche 21 avril au soir, pour remettre à plus tard leurs réactions. A l'heure où plusieurs milliers de personnes manifestaient à Paris et en province pour exprimer leur émotion et leur rejet du Front national, ni la CGT, ni FO, ni la CFDT, ni la CGC, pas plus que SUD ou la FSU ne sont sorties de leur silence. Seule la CFJC, par la voie de son secrétaire général, Jacky Dintinger, a très vite commenté les résultats du premier tour de l'élection présidentielle, et surtout la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour. « Beaucoup de Français ont montré qu'ils étaient déçus de la classe politique traditionnelle, et beau-

coup d'entre eux ont voulu donner un message très fort », a-t-il déclaré à l'AFP, se disant « choqué » et « très surpris » par les résultats. M. Dintinger, premier responsable syndical à commenter le séisme du premier tour de l'élection présidentielle, a précisé qu'il osait « aussi croire que les Français n'ont peut-être pas souhaité ce message-là ».

Les deux principaux syndicats de gardiens de la paix, l'UNSA-Police et Alliance, ont été également très prompts à réagir. « Je prends acte de ce qui s'est passé aujourd'hui et j'espère qu'il va y avoir une réaction républicaine », a déclaré Joaquin Masanet, secrétaire général de l'UNSA-Police, qui estime que la République a été

« bafouée ». « Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour faire en sorte que le seul candidat républicain encore en lice soit élu au second tour », s'est exclamé Jean-Luc Garnier, responsable du syndicat Alliance, qui se dit « catastrophé, comme tous les syndicats et associations républicaines, de voir la montée de l'extrême droite ».

L'OCCASION DU 1^{er} MAI

Les dirigeants des grandes confédérations, désireux de pouvoir faire le point en interne, avaient décidé de ne commenter publiquement les résultats que dans la journée du lundi 22 avril. Rien ne filtrait de leurs intentions tôt ce lundi matin. Traditionnellement, les confédérations ne donnent pas de

consigne de vote. Mais elles pourraient, cette fois-ci, sortir de leur réserve pour appeler à un sursaut républicain.

La commémoration du 1^{er} mai, qui s'annonçait sous de sombres auspices, en raison des divisions et de lassitudes syndicales, pourrait donner l'occasion aux syndicats d'exprimer publiquement et – qui sait ? – ensemble leur inquiétude face à la progression de l'extrême droite, à quatre jours du second tour. L'hypothèse est d'autant plus sérieuse que le Front national appelle ses militants à célébrer par une manifestation ce jour-là, comme il le fait chaque année, la fête de Jeanne d'Arc.

Claire Guélaud

Les marchés prennent acte de la probable victoire de M. Chirac

LE MARCHÉ des changes n'a pas vacillé, lundi 22 avril en début de matinée, après avoir pris connaissance des résultats inattendus du premier tour de la présidentielle. Alors qu'il avait progressé lors de la semaine précédente, l'euro a amorcé un léger déclin dans les premières transactions, s'échangeant à 0,8888 dollar contre 0,8926 vendredi. Pas plus de réaction à l'ouverture des marchés boursiers. A Paris, le CAC 40 a commencé la séance par un maigre repli de 0,2 %, à 4 597,21 points. « La douche froide », titrait David Naudé, économiste à la Deutsche Bank, dans sa note du matin. « La seule bonne nouvelle (...) est que nous savons déjà qui sera le prochain président », écrit-il. « Le premier tour des élections présidentielles en France ne devrait pas avoir d'incidence majeure sur les marchés financiers des places européennes, estiment les économistes du courtier Global Equities. L'issue du second tour ne semblant pas devoir réserver de surprise, le véritable enjeu porte sur les législatives et les accords de désistement RPR-FN qui détermineront une éventuelle nouvelle cohabitation avec la gauche. » Les investisseurs devraient de fait rapidement se pencher sur l'actualité des sociétés cotées, comme la suppression de 10 000 emplois cette année et 10 000 autres en 2003 chez Ericsson, annoncée lundi matin.

C'ÉTAIT LE DIMANCHE DE JEAN-MARIE LE PEN

**Du Paquebot
à l'Atelier,
du Tapis rouge
à la Cité
Paradis,
tour de Paris
des QG
électoraux pour
les résultats
du premier
tour. Récit
du service
France et
des étudiants
du Centre
de formation
des journalistes**

C'ÉTAIT un beau dimanche à l'Atelier. Jack et Monique Lang, déjà maquillés, avaient été parmi les premiers à rallier le QG de campagne de Lionel Jospin. C'était un beau dimanche, quelque part vers 17 h 45, du côté de la rue Saint-Martin, et Jacques Séguéla, en sportswear noir, suivait de près. Souriant. Bronzé. Décontracté. On ne le reverra plus de la soirée.

C'était... La preuve, Martine Aubry, radiuse, le confia à TF1 : « On va avoir un beau dimanche. » Elle, comme les autres, était venue chercher sa feuille de route pour la soirée, avant de repartir vers les télé. Elle, comme les autres, n'imaginait pas le pire. Pas encore. Et puis, stupeur, un sondage, deux sondages sortis des urnes vinrent, vers 19 heures, donner du corps à une méchante rumeur : Le Pen très haut, Le Pen deuxième, Le Pen deuxième !

Il ne faut jamais croire les rumeurs et à peine les sondages. Jacques Chirac est dans son bureau, au dernier étage de son QG. Il est arrivé vers 18 h 15, en compagnie de Bernadette, son épouse. Et il s'est enfermé aussitôt, entouré d'une vingtaine de conseillers et de barons de la droite. Ils sont tous là, Nicolas Sarkozy, Jean-Pierre Raffarin, Philippe Douste-Blazy, François Fillon, Antoine Rufenacht, le directeur de campagne, Michèle Alliot-Marie – bon, on ne va pas faire l'appel ! – tous là. Sauf Dominique de Villepin, le secrétaire général de l'Elysée qui garde la maison, l'autre maison. Et c'est lui qui, vers 18 h 45, informe par téléphone : Le Pen serait très haut, Le Pen serait deuxième ! Les sondages autorisent le conditionnel. La prudence l'impose.

Et justement, Jacques Chirac déteste ce genre de conditionnel. La nouvelle lui paraît si énorme, si improbable, que le président appelle la garde rapprochée au sang-froid et à la mesure : « Attendez, cela va changer. Ce n'est pas possible que la gauche ne soit pas au deuxième tour. » Et pourtant ! A 19 h 20, Nicolas Sarkozy et Jean-Pierre Raffarin, qui se marquent même dans ce rôle-là, sortent du bureau et foncent vers les journalistes. Non pour aller aux nouvelles mais pour en donner. « Nous aussi on a Le Pen deuxième. » Et la nouvelle déjà circule parmi les militants et les cadres du RPR, incrédules. Incrédules et surpris. Aussi surpris que Michel Barnier, sorti à son tour du saint des saints pour porter la bonne – et c'est selon – mauvaise nouvelle : « Chez

moi, en Savoie, Le Pen arrive premier ! » Aussi surpris que ce conseiller de l'Elysée qui s'efforce lui aussi à l'incrédulité : « Attendez, attendons, les grandes villes d'Ile-de-France ne sont pas encore tombées ! »

Il est trop tard pour attendre. Jean-Marie Le Pen n'en peut plus d'attendre. C'est son jour. C'est son heure. C'est son dimanche. Lui aussi à les chiffres, les fourchettes. Il jubile. Il y croit. Il ne doute pas. Simplement il a du métier, et il s'offre le luxe, peu avant 20 heures, d'apparaître dans l'escalier du Paquebot, siège du FN à Saint-Cloud. Et de feindre de descendre, le visage impassible, le regard inexpressif, comme préoccupé. Seulement il y a Jany, son épouse, et Jany dit : « C'est incroyable, j'en ai la chair de poule. C'est la renaissance de la France. » Seulement il y a Jean-Marie Le Pen, qui ne se tient plus d'une si grande nouvelle qu'il veut être le premier à l'annoncer. Et il n'est pas 20 heures, l'heure au

puis, à 20 heures, à l'annonce des sondages, Noël Mamère tortille sa moustache et dit d'un ton éteint : « C'est dramatique. » Tous sont debout, sonnés, dans une loge étroite. Sauf Dominique Voynet, assise, la tête entre les mains.

Le choc sera le même, rue Duroc, au siège du Parti radical de gauche où, sans les affiches de campagne de Christiane Taubira et celles datant de la belle époque du radicalisme, on pourrait se croire dans un cabinet de médecin ou d'avocat. Parquet, boiserie, fauteuils de cuir, la fin d'après-midi est douce et ensoleillée. Elle l'était, du moins, jusqu'à ce que les résultats tombent : « C'est pas possible ! », « C'est une blague », « C'est pas vrai, c'est pas vrai ! », « Putain ! » Eric Montes, secrétaire général adjoint du parti, s'empare : « Cela fait cinq ans qu'ils font des conneries ; la prochaine fois, on leur apprendra à faire des campagnes. »

« Le Pen voulait faire battre Chirac. Finalement, il va le faire élire »

JEAN-YVES LE GALLOU (MNR)

clocher des convenances et obligations républicaines, que, du Paquebot, Le Pen brûle, à 19 h 50, la politesse aux chaînes de télévision et aux radios : « Je suis assez largement, pour l'instant, devant Jospin. Cela m'inspire que le travail, la persévérance et l'aide de Dieu finissent par triompher de tous les obstacles. »

L'aide de Dieu ? On doutera ailleurs, partout, qu'il s'agisse là d'une divine surprise. La rumeur, les sondages, la confirmation font le tour des sièges de campagne, à la vitesse et avec l'impact d'une nouvelle à fragmentation. Chez les Verts par exemple, réfugiés quelque part du côté de chez Amélie entre la Butte Montmartre et Pigalle. Ils squattent un théâtre, le Trianon, un établissement rococo, aux fresques défraîchies. Une affiche annonce pour le 23 avril la première de *Chance*, « comédie musicale de bureau ». Est-ce drôle ! Pas du tout. Guy Hascoët, portable en main, vient d'apprendre : « Chez moi, là-haut, à Roubaix, il est à plus de 24 %. » Daniel Le Bret ne cesse de répéter : « Je flippe, je flippe. » Yves Contassot essaie de se rassurer : « Toute la soirée, on va avoir des chiffres pipeau. C'est pas crédible, ou alors il faut prendre le maquis. » Et

Catherine Mégret n'a pas de ces soucis : « J'aurais dû mettre du waterproof. » Un verre de punch à la main, elle rit nerveusement après avoir versé une petite larme : « Ils auraient pu penser à Bruno ! » « Ils », ce sont les électeurs d'extrême droite, qui ont préféré Le Pen à Mégret. Les « Mégret, Mégret ! » repris en chœur ne trompent pas grand-monde. On est au mauvais endroit au meilleur moment. Jean-Yves Le Gallou, le numéro deux du MNR, déplore les dégâts « du vote utile » sans lequel « nous serions au moins à 5 % » tout en philosopant sur le principe d'« hétérotélie » qui, selon lui, a caractérisé cette élection. L'hétérotélie, « développée dans Les Lois du tragique, c'est quand le cours des choses prend une direction contraire à celle que vous souhaiteriez lui donner. Le Pen voulait faire battre Chirac. Finalement, il va le faire élire ». Le garde du corps de Bruno Mégret, Richard, l'analyse plus directement : « L'important, c'est que la droite nationale soit où elle est, même si Le Pen est un sale con. »

Place du Colonel-Fabien, peu avant 20 heures, il n'y a pratiquement pas de militants au siège du PCF. « On ne comprend pas, normalement il y a du monde », s'inquiète

te Micheline, qui tient le bar au premier sous-sol, dans une salle immense censée accueillir les masses. A la télévision, PPDA annonce « du jamais vu » et David Pujadas « un bouleversement politique ». L'ambiance est mortifère. Avec sa barbe en collier, ses lunettes et la rondeur de son visage, Larry, militant depuis 1948, ressemble incroyablement à Robert Hue. Il est l'un des rares à s'être déplacés : « Je suis venu parce qu'en général, c'est une fête, ces soirées-là. » La fête ne commencera jamais. A 20 heures, Robert Hue est annoncé à 3,6 % et Jean-Marie Le Pen... Quelques sympathisants et adhérents commencent à arriver et se disent « consternés », « choqués », « extrêmement préoccupés par le drame de ce soir ». Micheline, quarante ans de parti, est sonnée : « Je ne comprends pas que les ouvriers n'aient pas besoin de nous. » Yvette est franchement en colère : « Les Français n'ont rien compris. » Et André, en larmes quelques instants auparavant, se reprend et ne veut pas accabler Robert Hue : « J'ai toujours voté pour mon patron et je voterai toujours pour lui, c'est le seul qui dit les choses franchement. » Accoudé au bar, un des très rares jeunes militants qui se sont déplacés essaie de se faire à l'idée qu'il va voter Jacques Chirac. Il n'en revient toujours pas. « Je n'aurais même jamais imaginé cela. » Derrière son bar, Micheline fixe la télévision et dit : « La pauvre ! » quand apparaît Marie-George Buffet. Et puis elle lance à Yvette, qui ne l'écoute pas : « Putain, dans les HLM, comment on va se faire huer. »

Cité Paradis, au QG de Jean-Pierre Chevènement, l'arrivée du candidat, à 19 heures comme prévu, a été discrète, presque furtive. Max Gallo, le président du Pôle républicain, l'a précédé de quelques minutes et s'est engouffré sans mot dire dans le local de campagne. Accompagné de Georges Sarre, de Sami Nair et de sa femme Nisa, le « Che » gagne son bureau. « Je reviendrai vous voir », dit-il aux journalistes. Il ne reviendra pas, sauf pour sa déclaration officielle. Pour les militants, le baptême est rude. Emmanuel, rallié à la jeune garde de Génération République, pleure, « tout simplement », dit-il. Christophe, un autre jeune, est prostré. « Il y a deux mois, Le Pen était à 7 %... », répète-t-il deux fois. Un troisième, Marco, qui « mangerait un chien pour pas que Le Pen soit au deuxième tour », veut espérer et questionne : « Vous savez si ça peut encore changer ? » Cela ne changera pas. Il y a ceux qui se consolent : « Jean-Pierre est au-dessus de 5 %, on va être remboursés », et puis ceux qui accusent : « Je ne regrette pas d'avoir voté Jean-Pierre, mais honte aux abstentionnistes et honte à Jospin qui a fait toute sa campagne au centre. »

Les visages se sont fermés, salon de l'Aveyron, dans le 12^e arrondissement. Olivier Besancenot et les militants de la Ligue communiste révolutionnaire attendaient leurs résultats. Ils sont « formidables ». Ils n'attendaient pas Le Pen. Et c'est l'effacement. Un jeune militant s'effondre sur l'épaule d'une amie, les larmes aux yeux : « C'est catastrophique pour les gens de gauche. Maintenant je ne sais pas sur quel pied danser. Tout ce que je sais, c'est que le deuxième tour se fera dans la rue. »

Jean-Marie Le Pen parle à la télévision. Et ses propos sont couverts par le chant des militants trotskistes : « Et F comme fasciste et N comme nazi, à bas, à bas le Front national. » « Ils nous ont gâché la soirée », lâche une militante. Tous disent n'avoir aucun regret. « On ne peut s'en vouloir d'avoir voté à gauche. Jospin récolte les fruits d'une politique qui a fait le jeu du libéralisme. » Et « F comme fasciste... ». Le chant reprend, en boucle. « 20 % des gens votent pour des nazis. » C'est donc « dans la rue que va se faire la mobilisation à gauche ». Et effectivement, très peu de temps après, la salle se vide. Répondant au mot d'ordre lancé par Alain Krivine de se joindre à une manifestation organisée par Ras le front, place de l'Odéon, les militants de la LCR montent à la manif. Drapeaux rouges en main, autocollants sur les vêtements, ils se dirigent vers le métro. Et un autre chant se fait entendre dans les couloirs souterrains : « Tout est à nous, rien n'est à eux. Tout ce qu'ils ont ils l'ont volé. Partage du travail, partage des richesses, ou alors ça va péter... »

Au siège du Parti des travailleurs, le téléviseur était en panne. Ecran noir à 20 heures. Cela ressemble à un gag. Une militante, l'oreille collée à un transistor, répercute le chiffre qu'elle semble presque la seule à attendre : « Gluckstein, 0,6 % ! » Rien. Les conversations se poursuivent. « On a battu notre record », s'enhardit un jeune. Rien.



Au Paquebot à Saint-Cloud, Jean-Marie Le Pen jubile : « Le travail, la persévérance et l'aide de Dieu finissent toujours pas triompher. »

PHOTOS: PATRICK ARTINIAN/CONTACT PRESS IMAGE

HORIZONS REPORTAGE



Jacques Chirac vient de prononcer sa déclaration après s'être assuré que Lionel Jospin ne démissionne pas de Matignon. Il repart à l'Élysée.

Et puis la télé est réparée. Sur l'écran, vaguement neigeux, Robert Hue apparaît : « Et y a même la couleur ! » Les résultats ? Le Pen ? « Le premier mai va être chaud », se réjouit un militant. D'autres rêvent « d'une mobilisation à l'italienne ». Juliette, elle, militante depuis 1998 après être passée par le PC et la LCR, explique tout simplement que, « en tant que marxiste, elle n'attend rien des élections. Je ne crois qu'à la lutte des classes, à la force de la rue ». Elle s'abstiendra donc. Juliette est déjà ailleurs. Dans la suite. La suite, c'est que le Parti des travailleurs, grâce à sa participation « à la mascarade présidentielle », a recruté 400 nouveaux militants. La suite, c'est que la présence de Le Pen au second tour « symbolise le rejet de la politique menée depuis vingt ans en France et le fait qu'aucun candidat ne représente vraiment le pays ». La suite, c'est qu'un peu plus tard dans la soirée, lorsque Lionel Jospin viendra à la télévision dire sa fierté de la politique conduite et son retrait de la vie politique, cette dernière annonce sera applaudie. Et accompagnée d'un seul commentaire : « Salaud ! »

Au premier étage du Novotel de la porte de Bagnolet, sur le mur du salon Londres-Kensington, quelques discrètes affiches appelant à voter « pour le camp des travailleurs » rappellent qu'il s'agit du QG provisoire de Lutte ouvrière pour la soirée électorale. Pas de photos d'Arlette Laguiller, pas de banderole. Juste le rouge flamboyant de la tribune et de la tenture de fond. Les premières estimations tombent. On n'applaudit même pas au score d'Arlette. La consternation est manifeste. « La présence de Le Pen au second tour est un choc. L'extrême droite n'a jamais été très bien pour la classe ouvrière », dit Jean-Pierre, militant depuis 1968. Francis, atterré, réagit vite : « Si Le Pen arrive au pouvoir, imaginons un soulèvement, et souhaitons-le ! Mais même si c'est Chirac, il faut continuer à se battre. C'est par les luttes qu'on change les choses, l'élection n'est qu'un moyen. » « Y'a Arlette qui arrive ! » Et Arlette ne dira pas autre chose : « Si Le Pen arrivait au pouvoir, nous devrions nous défendre par de tout autres moyens que le bulletin de vote. » La salle l'acclame, et déjà les premiers militants partent manifester dans Paris.

Rue de l'Université, au siège de l'UDF, chez François Bayrou « la bravoure », on n'en est pas tout à fait à ces projets révolutionnaires. Mais la stupeur et l'accablement expriment le même état de choc. Quand les deux visages, ceux de Jacques Chirac et de Jean-Marie Le Pen, s'affichent à la télévision, un silence de plomb s'installe. Quelques minutes. « C'est dramatique », murmure un responsable UDF. En écho, un militant dit : « Dans le pays des droits de l'homme, c'est invraisemblable ! On va être à l'image de l'Italie et de l'Autriche. » D'autres, proches de celui qui a « dit « non » à Charles Millon aux régionales de 1998, alors que ce dernier avait accepté les voix du FN », se déclarent « abasourdis, anéantis, effondrés ». Même le sore de

Bayrou, « très bon, excellent même », passe au second plan. « On n'a même pas la satisfaction de le proclamer », lâche Emmanuel, 39 ans. Non loin, Elise, 27 ans, pleure de dépit et de colère : « Vous imaginez ? Sur cinq personnes qu'on croise dans la rue, une n'a pas voté, une autre a voté Le Pen. » Socialiste, elle avait décidé de voter Bayrou il y a peu. « Pour son courage. »

Julien, 23 ans, l'a, lui aussi, mauvaise : « En fait, c'est la pire des situations pour Bayrou. Chirac sera de toute façon élu. Il n'a pas besoin de ses voix au second tour. » Et ce qui le motivait, justement, c'était « le vote anti-Chirac, anti-affaires, l'intégrité de l'homme Bayrou. Et dire qu'on va être obligés de voter pour lui, alors qu'on voulait incarner le changement ».

Dans l'ancien atelier d'architecte qui sert de siège de campagne à Alain Madelin, les mêmes mots, les mêmes commentaires fusent : « Un cataclysme, un désastre, un tremblement de terre. » Mais les conclusions sont différentes. « C'est inquiétant, mais si c'est vrai, on enterre les socialistes pour un bon bout de temps », dit un militant. « De Gaulle avait raison, lance un autre. Les Français sont un peuple ingouvernable. » Dans la salle décorée de photos d'Alain Madelin, de citations du commandant Massoud, les commentaires partent un peu dans tous les sens. Ce qui a du mal à passer, plus encore que Le Pen, ce n'est pas tellement qu'Alain Madelin soit en dessous des 5 %, mais plutôt qu'il soit dépassé par Olivier Besancenot ou par Jean Saint-Josse. C'est que « dans ce pays, on reste sur des idées archaïques, qu'on refuse le libéralisme alors qu'il est appliqué partout en Europe », en somme que le seul vrai candidat libéral soit totalement lâché par une « France des candidats trotskistes ». « En un mot, affirme un jeune responsable du Val-de-Marne, « les Français ne savent plus trop où ils habitent électoralement ».

C'était un beau dimanche. Et puis, à

« Il y a un proverbe qui dit "fais ce que doit, advienne que pourra", mais c'est tout de même un peu triste. C'est injuste »

SYLVIANE AGACINSKI

20 heures, précisément parce que les Français surent qu'ils ne savaient pas trop où ils habitaient, cela devint un très rude dimanche à l'Atelier. « Pays de merde ! », lâche l'assistante de Julien Dray. Les militants socialistes pleurent pour certains, sifflent, les interventions d'Arlette Laguiller, d'Olivier Besancenot. Et surtout de Jean-Pierre Chevènement. Ils en veulent à tous, toutes. Sauf à « Mamère, pas Mamère », ordonne un responsable. Lorsque Nicolas Sarkozy explique que la défaite de Lionel Jospin est le résultat de « cinq années d'inaction », la salle hurle.

C'était un beau dimanche. Et au final Jean-Christophe Cambadélis compte les

voix de gauche : « Y'a du boulot. » Puis se reprend : « C'est la perspective de nombreuses triangulaires aux législatives. Et, à l'arrivée, une nouvelle cohabitation, avec une victoire de la gauche. » Pierre Arditit répond à toutes les télévisions, toutes les radios : « Moi, si c'est ça, je repars en Grèce. Mais avant, je vote Chirac. » Le mathématicien Michel Broué, ami en trotskisme de Lionel Jospin, répète : « Je suis dézingué, et furieux. Dans mon article du Monde, j'expliquais que Le Pen talonnait Jospin. On m'a dit que ça servait à rien de faire peur. Je les attends, ceux qui m'ont traité de con, merde. Ils l'ont, leur Berlusconi, leur élection à l'italienne ! » Régine Deforges est tout aussi furibarde : « On a le choix entre la République bananière et les gros bras. »

Un instant, on a voulu espérer que les résultats des DOM-TOM puissent changer la donne. « C'est plié », assure Laurent Fabius. « Même avec les DOM-TOM ça ne peut faire qu'au mieux 0,3 % de plus... » « C'est une histoire de fous », commente-t-il avant de faire mine de s'interroger sur l'auteur de la phrase « les Français sont des cons ».

Laurent Cohen, de la Fondation Jean-Jaurès, Pierre Guelman, le conseiller parlementaire du premier ministre, et Bernard Rullier, directeur de cabinet de Jean-Jack Queyranne, sont en larmes. « J'espère que la France va se réveiller doucement », dit Catherine Tasca. Jean-Luc Mélenchon se prend la tête entre les mains. Pierre Moscovici le prend dans ses bras. L'éditrice du Temps de répondre (Stock), Monique Nemer, est prostrée.

Les journalistes qui suivent la campagne de Lionel Jospin embrassent et tapotent dans le dos des attachés de presse qui pleurent. « Les médias ne nous ont pas aidés », assure Noëlle Chatelet, la sœur du candidat, sur son portable. Aux radios, elle parle de « mauvais rêve ». « J'ai un peu le même sentiment que quand j'étais allée en Italie. » Jean Glavany tombe sur une

Moscovici, de François Hollande, de Laurent Fabius, de Jean-Paul Huchon. Il est acclamé. Des hurlements accompagnent sa décision de se retirer de la vie politique : « Non, non ! » On entend des femmes pleurer à gros sanglots. On tente d'interroger Bertrand Delanoë, qui avait été le seul, quatre jours avant le premier tour, à imaginer la défaite de son ami Lionel... au second tour. Il tourne les talons. Quelques jeunes entonnent une Marseillaise tandis que fusent des cris : « A la République ! »

Michèle Sabban lâche entre ses larmes : « TFI, ils ont fait la campagne de Chirac et de Le Pen. » « Quand on fait dix minutes sur Patrick Dils tous les soirs... », lance Jean-

« Quand je pense, que depuis un mois, M^{me} Chirac est la seule à dire son inquiétude sur le score de Le Pen... »

BERNARD NIQUET, CHEF DE CABINET DE BERNADETTE CHIRAC

Marie Le Guen. D'autres sèchent leurs larmes : « Ne pleure pas. Il ne faut pas leur montrer ça. ILS sont trop contents. »

Nathalie Mercier, la conseillère image de Lionel Jospin, venue de RSCG, ne laisse pas entrer les caméras. « Y'en a marre ! On n'a pas vu Lionel Jospin de toute la campagne, et ce soir ça continue », râle un cameraman. Un journaliste de Canal+ s'en mêle : « C'est le FN ici, ou quoi ? ». Un confrère de TFI porte encore son badge du QG de Jacques Chirac, tout proche, autour du cou. « Vous devriez le planquer », dit l'homme du service d'ordre un peu brutalement. « On est déjà chez Le Pen, ou quoi ? », répond-il. Finalement, Nathalie Mercier laisse entrer... les caméras du service public. « On est télé-Messier ? on est télé-Bouygues ? télé Générale des eaux ? », s'agace un journaliste de « Sept à huit ». « Il a perdu ! Arrêtez de vouloir encore contrôler son image. C'est fini. »

Dans le camp d'en face, Philippe Séguin était arrivé de l'Hôtel de Ville catastrophé : « L'extrême droite est à 17 % ! » Lorsque, à 20 heures, les deux têtes de Chirac et Le Pen apparaissent sur l'écran géant, installé à l'intérieur du QG, c'est pourtant une explosion de joie. Le conseiller régional RPR d'Ile-de-France, Roger Karoutchi, gêné, explique : « Les gens sont surtout contents de savoir que Chirac est déjà gagnant... »

Dans son bureau, le président Chirac, qui avait préparé un discours en prévision d'un second tour l'opposant à Lionel Jospin, le jette au panier et en prépare un autre. Roselyne Bachelot, toute à sa joie, lui lance en voyant apparaître les résultats : « Pour vous, quelle revanche ! » Jacques Chirac lui jette un regard sévère.

Pierre Bédier, le maire de Mantes-la-Jolie, la ville même où Jacques Chirac avait essuyé des crachats et des « supermen-

teur », un mois auparavant, s'échauffe : « A force d'avoir surfé sur les affaires, on a Le Pen ! Ça revient à la figure de la gauche comme un boomerang ! Jospin avait moqué Chirac en lui disant qu'il était candidat au poste de ministre de l'Intérieur. Eh bien, maintenant, Jospin n'est même pas candidat au poste de conseiller général de Cointegabelle ! »

Les autres leaders de droite évitent de se réjouir trop ouvertement. François de Panafieu, député RPR de Paris : « C'est désolant d'en arriver là. Mais maintenant, c'est à la gauche de prendre ses responsabilités. » Dominique Perben, encore incrédule : « On change carrément de paysage. Mais il faut digérer tout cela. »

Nicolas Sarkozy, qui a quitté parmi les premiers le QG pour se rendre à TF1, apparaît sur les écrans dans un silence général. TF1 diffuse une image du comédien Pierre Arditi, membre du comité de soutien de Lionel Jospin, et un militant hurle : « Voilà, la nomenklatura ! »

Antoine Rufenacht, directeur de campagne, explique : « C'est la sanction de la politique conduite par les socialistes depuis cinq ans. Je ne dis pas que je m'en réjouis. Mais maintenant, il faut s'engager dans l'action. »

Seule Nicole Catala, députée RPR de Paris, marque clairement son inquiétude : « Il est anormal que la gauche n'ait pas de champion dans un pays comme le nôtre. Cela annonce une campagne très violente au second tour. Et surtout, des mouvements sociaux très durs pour la suite. » Le séguiniste Henri Guaino explique : « On paye la défaillance de la vie politique depuis vingt ans. Personne ne peut se réjouir de l'image que donne le pays aujourd'hui. » Le secrétaire général du RPR, Serge Le Pelletier, soupire : « La situation n'est pas très réconfortante car cela marque un ras-le-bol général. »

Bernard Niquet, chef de cabinet de Bernadette Chirac confie : « Quand je pense que, depuis un mois, Mme Chirac est la seule à dire son inquiétude sur le score de Le Pen... »

Les militants RPR continuent pourtant d'exprimer leur aversion pour la gauche. Martine Aubry, qui apparaît sur les écrans, est copieusement sifflée. Le score historiquement bas du Parti communiste est applaudi. Claude Goasguen lance : « Jospin paye le rejet de l'exploitation des affaires qui alimente l'antiparlementarisme. C'est le glas de 68, la fin d'Epinay et, suprême dérision, cela se termine par Le Pen. » Mais à quelques pas de lui, Zaïr Keddadouche, qui représente les beurs au sein du QG de Chirac, s'inquiète : « Le problème, c'est qu'aux législatives, aucun type de droite ne va plus vouloir parler des beurs et nous n'aurons aucun candidat. »

Une poignée de militants, devant une télévision, applaudit Dominique Strauss-Kahn qui vient de dire qu'il votera Chirac. Le juge Eric Halphen, interrogé devant le QG de Jean-Pierre Chevènement, dit à peu près la même chose quelques minutes plus

tard. Mais son apparition provoque de telles huées et sifflements que personne ne l'entend.

Dans son bureau, Jacques Chirac a appelé Lionel Jospin pour évoquer avec lui sa situation politique et s'assurer qu'il ne démissionne pas de Matignon avant le second tour. Puis il s'enferme dans son bureau, en compagnie de Jérôme Monod et de quelques-unes de ses conseillers, pour rédiger son discours. Peu avant 23 heures, le staff du président-candidat descend dans la salle de presse où va avoir lieu la déclaration. Jérôme Monod apparaît, souriant, suivi de Patrick Stefanini, Jacques Toubon, Roselyne Bachelot. Agathe Samson, l'adjointe de Claude Chirac, qui n'a jamais caché son aversion pour l'extrême droite, paraît atterrée. Dès la fin de sa déclaration, il fait un rapide tour de son QG, salue, en compagnie de Bernadette, les militants rassemblés, puis repart en voiture à l'Élysée, à 23 h 30.

C'était un beau dimanche. Et là-bas, dans les Pyrénées-Atlantiques, à Coarraze, Jean Saint-Josse fête ses 4,25 %. Furieux. Désespéré. Atterré. Non par son score. Mais par tout le reste. « Dites-moi que ce ne sont pas les bons chiffres. » Et il conclut : « Ceux qui n'ont pas voté, ils ont le cul serré, ce soir. »

Pierre Georges avec la séquence France et la promotion 2002 (presse écrite) du Centre de formation des journalistes (CFJ) de Paris : David Allais, Nicolas Barotte, Clémentine Blondet, Stéphane Jourdain, Gurvan Le Guellec, Marie-Pauline Mollaret, Nicolas Reynaud, Louise Prothère, Delphine Saubaber, Sooren Seelow, Aude Soulaire et Caroline Veunac

DANS LA PRESSE FRANÇAISE

LIBÉRATION

Serge July

Une France affreuse triomphe. La gauche jospino-plurielle suicidée, un face-à-face caricatural et à bien des égards honteux entre Supermoteur et Superfacho. Le système politique français, en déséquilibre depuis des années, a fini par imploser. Le chef de l'Etat, en imposant une campagne monothématique sur la sécurité, a ouvert la boîte de Pandore. L'insécurité a occulté tout autre sujet. C'est un gouffre sinistre qui a englouti toute la campagne. C'est dire l'ampleur du désespoir : les électeurs ont fait avec ce qu'ils avaient, deux échecs de la politique. Il vaut mieux le savoir : la France est un pays déboussolé, affolé, qui a peur de ses ombres, qui, politiquement, n'arrive pas à se tourner vers l'avenir. Elle ne fera pas l'économie d'une refonte institutionnelle, d'une clarification du pouvoir.

LA TRIBUNE

Philippe Mudry

La France vient de se laisser entraîner par un de ces vertiges qui l'aspirent trop souvent et qui lui donnent, aux yeux de l'étranger, un caractère parfois si inquiétant. La tentation de la rupture est une constante de notre histoire. Le vote d'hier en est une nouvelle manifestation. C'est bien la pratique du pouvoir, et son mode de fonctionnement, incapable de répondre aux problèmes concrets des Français, qui est en cause.

RTL

Alain Duhamel

C'est la plus grosse surprise de l'histoire électorale française. Jean-Marie Le Pen au second tour, Lionel Jospin éliminé, pas un expert ne l'avait sérieusement imaginé. Jacques Chirac sera mécaniquement, arithmétiquement, le bénéficiaire de ce duel improbable. Reste, au lendemain du second tour, la crise de la politique et le malaise de la société. La première est éclatante, le second plus diffus. Jamais le scepticisme vis-à-vis de la politique et de ses représentants institutionnels n'a été aussi fort. Si la crise du politique apparaît plus profonde en France qu'ailleurs, c'est que notre pays est à la recherche de son nouveau rôle, de sa nouvelle identité, de sa nouvelle vocation et de nouvelles espérances. La vieille société politique oscille. Il faudra en reconstruire une autre et ce ne sera pas facile d'en être l'architecte.

L'HUMANITÉ

Claude Cabanes

Tout le système politique français est ébranlé par ce séisme catastrophique. Cet événement est essentiellement le produit de la surdité, de l'arrogance et du cynisme de tout un monde « d'en haut » dont fait partie le monde politique. Il paye très cher d'avoir ignoré les souffrances, les dures peines de tous les jours, les désespoirs, les crises, les appels du monde que l'on dit « d'en bas ». Quel responsable, qui depuis une décennie a participé aux cercles du pouvoir, peut s'en tenir pour quitte ?

Diagnostic sur la dépression électorale française

Désengagement des électeurs, montée de l'abstention et des votes blancs, érosion des partis de gouvernement au profit des votes protestataires : autant de tendances lourdes décryptées par la Sofres dans son « Etat de l'opinion »

L'EXERCICE est évidemment délicat avant une séquence électorale aussi déterminante que celle du printemps : dresser l'Etat de l'opinion 2002 (Le Seuil) et évaluer, notamment, le rapport des forces politiques expose à se voir démenti par les urnes. Pour autant, l'enquête annuelle de la Sofres, sous la direction d'Olivier Duhamel et de Philippe Méchet, est aussi instructive qu'utile.

Le diagnostic établi par Jean Chiche et Dominique Reynié est, en effet, celui d'une « France en dépression électorale ». Le premier trait caractéristique de la période 1995-2002 est le « désengagement des électeurs ». « La crise de la participation électorale est si nette que l'abstention n'épargne plus désormais l'élection présidentielle. » La progression régulière, depuis 1974 et jusqu'au record de 1995 (4,85 % des inscrits), des votes blancs et nuls accentue encore



le mouvement : « Pour une fraction croissante de l'électorat, l'élection présidentielle suscite le choix d'un vote critique, qui commande de ne pas limiter à l'abstention l'analyse de la crise qui affecte la participation politique », notent les deux auteurs.

Le deuxième phénomène majeur est « l'érosion électorale des partis de

gouvernement » ; celle-ci est si marquée que « la crise électorale n'est pas loin de donner le jour à une crise politique ». Le constat est sévère : depuis la présidentielle de 1995 et à l'exception des européennes équilibrées de 1999, tous les scrutins démontrent que « la France est électoralement de droite » ; le total des voix de la droite parlementaire et de l'extrême droite est supérieur d'au moins 5 points à celui du total gauche-extrême gauche. Or, à l'exception du premier tour de la présidentielle de 1995, la « droite de gouvernement », handicapée par une extrême droite qui n'a cessé de lui « barrer la route », recule systématiquement d'une élection à l'autre, et elle n'a su tirer aucun bénéfice des cinq ans d'opposition qu'elle vient de traverser. Quant à la gauche de gouvernement – au sein de laquelle la dynamique des Verts compense l'essoufflement du PCF –, elle bénéficie d'une stabilisation certes remarquable après cinq ans de gouvernement, mais qui reste fragile, surtout si on compare le poids électoral du PS français à ses homologues de l'Union européenne. A gauche, et surtout à droite, le poids des votes protestataires d'extrême gauche et d'extrême droite stérilise donc une part croissante de l'électorat (16,7 % en moyenne au premier tour pour l'ensemble des scrutins depuis 1995), sans constituer des réservoirs sûrs de second tour.

L'analyse de Stéphane Marcel, de la Sofres, n'est pas moins saisissante. L'évolution du rapport de forces droite-gauche dans l'opinion, calculé à partir des enquêtes mensuelles sur la popularité des partis politiques, démontre que, depuis 1980, « lorsqu'un camp domine à la veille de l'échéance, il remporte toujours l'élection, que celle-ci soit présidentielle ou législative ». Or, à la fin de

l'année 2001, la gauche devance nettement la droite dans l'opinion. « S'il s'avère que la droite l'emporte alors que l'indicateur est orienté à gauche, on en conclura que les dimensions d'image personnelle ont désormais une importance considérable dans le choix des électeurs et prennent le pas sur des considérations politiques ou partisans », conclut l'auteur.

Philippe Méchet n'est pas moins prudent dans l'examen des atouts de Lionel Jospin et de Jacques Chirac. Le premier « bénéficie de l'atout de son bilan, de son image de sérieux et d'un parti populaire. Mais la campagne sera pour lui décisive tant il aura à établir entre lui et l'opinion un contact chaleureux qui lui a souvent fait défaut en tant que premier ministre et qui reste le point fort de son principal adversaire ».

Gérard Courtois

« Un 11 septembre politique », suggère la presse de province

Les éditorialistes tentent d'expliquer l'ouragan politique provoqué par le premier tour de la présidentielle

POUR l'ensemble de la presse régionale, c'est une France en crise qui émerge du premier tour de l'élection présidentielle. Pour les Dernières Nouvelles d'Alsace, le scrutin provoque « un 11 septembre politique », pour Sud-Ouest un « ouragan », pour La Dépêche du Midi « une colère sourde, primaire, instinctive », tandis que Pierre Taribo, dans L'Est républicain, diagnostique une France en état de « décomposition », en proie à « une crise convulsive des pouvoirs établis ».

La qualification de Jean-Marie Le Pen pour le second tour et l'échec de Lionel Jospin laissent les éditorialistes interloqués. « Qu'arrive-t-il à la France ? », se demande L'Est républicain. « Comment a-t-on pu en arriver là ? », insiste Le Parisien. Marc Chevanche répond sans hésitation dans Nice Matin : le problème de l'insécurité a évidemment

contribué à gonfler le score du candidat du Front national jusqu'à un niveau record : « Un électeur sur cinq aura offert à Jean-Marie Le Pen l'intense satisfaction de vérifier sa fameuse formule : préférer l'original à la copie ». Pour Jean-Philippe Mestre, du Progrès, également, si les résultats du premier tour sont ce qu'ils sont, c'est parce que « la France a peur ». Mais aussi, note Olivier Picard des Dernières Nouvelles d'Alsace, c'est aussi que Le Pen « ne fait plus peur ».

Ce premier tour, ajoute Le Progrès, donne « une plus-value notable à ceux qui s'étaient occupés d'inquiéter » la France et « une moins-value tout aussi sensible à ceux qui n'avaient pas su la rassurer ». Et Jean-Philippe Mestre de rappeler que « la psychosécuritaire, certes naïvement minimisée par Lionel Jospin, mais opportunément jouée par

Jacques Chirac et machiavéliquement récupérée par le chef du Front national, a occupé l'essentiel des débats ».

Quant à François-Régis Hutin, dans les colonnes de Ouest-France, il explore d'autres explications, multiples et plus diffuses : « Lassitude, désarroi, insécurité, peur, éloignement des réalités, une politique décalée par rapport aux citoyens ». En réalité, chacun semble encore sous le choc. « C'est incompréhensible comme le suicide d'un ami », lâche, laconique, Francis Laffon pour L'Alsace, en rapportant les propos d'un dirigeant socialiste.

DIVISION DE LA GAUCHE

Autre raison invoquée : la division de la gauche. C'est « la faillite de la cohabitation », assure Jean-François Bège pour Sud-Ouest. Celle de « la gauche en miettes », préci-

se La Dépêche. « Pas seulement à cause des trois candidats trotskistes. Les voix obtenues par Jean-Pierre Chevènement et Christiane Taubira auront manqué, aussi, à Lionel Jospin », souligne cette dernière. Bref, c'est un « Mai 68 à l'envers » où l'explosion des rues laisse la place à l'explosion des urnes.

Alain Plombat va plus loin, dans Midi Libre : « La responsabilité de ce scénario noir incombe à l'ensemble des acteurs de la vie politique », écrit-il avant de préciser que les électeurs ont « joué avec le feu ». Et c'est « éjecté de ce jeu de dupes, que le premier ministre a fait hier une sortie digne ». C'est un « jeu de massacre », assure L'Alsace : « Il y avait comme un air ludique à choisir entre seize candidats », souligne le quotidien.

Résultat des courses, la France se montre depuis hier sous un jour

peu flatteur. Pourquoi un pays qui va plutôt bien économiquement va aussi mal politiquement, s'interroge aussi bien L'Alsace que Ouest-France ? Et celui qui donnait « volontiers des leçons de démocratie va être montré du doigt ».

Un avenir plutôt sombre se profile. Certains imaginent le pire, si Le Pen maintenait ses candidatures aux législatives (Nice Matin), d'autres pensent à la reconstruction. « Il faudra du sang-froid pour reconstruire sur les décombres de cette présidentielle » (DNA). Cette situation « stupéfie l'étranger » mais surtout « donne à beaucoup la gueule de bois » (Le Parisien). Ce matin, la France s'est réveillée « abasourdie, surprise d'avoir osé l'extrémisme ».

Sylvie Chayette (lemonde.fr)

Les ultimes analyses de la presse européenne

« La campagne la plus insipide de la V^e République » a favorisé l'émergence des « tiers candidats »

LA PRESSE EUROPÉENNE s'attendait d'autant moins au résultat du premier tour qu'elle avait souvent jugé la campagne ennuyeuse. Les journaux dominicaux britanniques n'excluaient toutefois pas une surprise en insistant sur l'impact causé par la multiplication des petits candidats. Ainsi The Observer a titré : « Des électeurs impatients menacent les vieilles certitudes de la France ». L'implosion des « tiers candidats » d'extrême gauche et d'extrême droite menaçait, selon Paul Webster, de déstabiliser le pays : « Un nouvel âge de militantisme est à la source de la révolte contre les leaders tradition-

nels de la gauche et de la droite qui pourrait produire en juin un Parlement hostile et incontrôlable. (...) En même temps, la panique s'est emparée des partisans de Chirac et de Jospin quand les sondages ont indiqué qu'ils parviendraient de justesse au second tour. »

En Italie, La Stampa aura été le seul journal à consacrer dimanche deux pages à l'élection. Elle a publié un tableau des affaires dans lesquelles a été impliqué Jean-Marie Le Pen, ajoutant : « Quel que soit celui qui arrivera à l'Elysée, il aura des rapports difficiles avec l'Italie. » Il Giornale, propriété du frère de Silvio Berlusconi – qui avait

lui-même qualifié MM. Chirac et Jospin de « clowns » –, a publié une analyse sur comment « les paladins de la droite ont dilapidé l'héritage du gaullisme ».

En Espagne, ABC (droite) a annoncé « un scrutin marqué par la peur de l'abstention et l'avance des mouvements extrémistes » et El País (gauche) a titré : « La France non plus n'est plus ce qu'elle était. » Lluís Basset y a parlé de « la campagne la plus insipide de l'histoire de la V^e République ». Il y a « des noms et des visages qui s'ajustent comme autant de chaussettes aux sentiments et aux marottes des citoyens », ce qui a produit « une

dispersion qui s'adapte très bien à la protestation et à l'extrémisme ».

Enfin, en Allemagne, où l'on ne s'attendait guère à une surprise, le Bild am Sonntag, supplément dominical du quotidien populaire Bild, n'a pas écrit une ligne sur le sujet. La Frankfurter Allgemeine Zeitung a cru s'en tirer avec une pirouette, écrivant, dans un éditorial sur l'« école des présidents », que, « quel que soit le gagnant, la France restera gouvernée par l'ENA ».

Patrice de Beer (avec nos correspondants à Berlin, Madrid et Rome)

SUR LE NET

Les documents cités sont accessibles à l'adresse www.lemonde.fr/surlenet

Présidentielle

■ Le ministère de l'Intérieur donne accès sur son site aux résultats validés du premier tour de l'élection présidentielle, département par département.

www.interieur.gouv.fr/avotreservice/elections/presid2002/

■ Le site commun du monde.fr et de tfl.fr donne accès à la base de données électorale du Monde permettant de consulter les résultats par ville et par département constatés sur place par les correspondants du quotidien et de les comparer avec ceux de 1995.

<http://elections.lemonde.fr>

■ La Place-Beauvau publie également les résultats officiels aux deux tours de l'élection présidentielle depuis 1965.

www.interieur.gouv.fr/rubriques/b/b3_elections/tout_savoir_sur_les_elections/index.html/Presidentielles_65-95.pdf

■ Le Cevipof affine ces résultats en donnant l'évolution des familles politiques au premier tour sous la V^e République.

<http://elections2002.sciences-po.fr/RefHisto/T1-Presid.pdf>

■ Le Laboratoire d'économie publique de l'université Paris-I mène une étude sur une technique de prévision des résultats aux élections présidentielle et législatives (par Internet) comme alternative aux sondages d'opinion.

<http://laep.univ-paris1.fr/elections2002/>

■ Prévisions-elections.com, appliquant de tels modèles, donne les résultats prévisibles du second tour par département.

www.previsions-elections.com

■ Ipsos et CSA publient en ligne leur sondage sortie des urnes analysant quel électeur a voté pour quel candidat (âge, CSP, engagement partisan, vote en 1995, motivation et hésitation entre différents candidats).

www.ipsos.fr/sondage.htm
www.csa-tmo.fr/fra/dataset/data2002/opi20020421b.htm

vincent.truffy@lemonde.fr

PACIFIC COMPAGNIE
LE TECK EN DIRECT

Mobilier de jardin en teck
Canapés et sièges en racine de jacinthe d'eau
Meubles et objets de Chine, d'Inde et d'Indonésie

20 bis, av. Mac-Mahon 75017 Paris
Tél : 01 44 09 85 55 Fax : 01 44 09 03 37
www.pacific-compagnie.com - info@pacific-compagnie.com
Livraison France et étranger

Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

☐ M. ☐ Mme Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 201MQPAE

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde.

Je resterais libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : _____

Signature : _____

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR
N° 134031

Organisme créancier : Société Editrice du Monde
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : _____

Prénom : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Code Etablissement : _____ Code Caisse : _____ N° de compte : _____ CIB RIB : _____

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)

Le Monde (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year. *Le Monde* 21, bis rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. U.S. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23461-2983 USA - Tél : 800-428-30-03

La blessure

Suite de la première page

Du moins si l'on prend au pied de la lettre le « message » des élections ; dans ce mai 68 électoral auquel nous venons d'assister, mouvement à rebours puisqu'il ne s'agit plus de « *jouir sans entraves* » mais bien de punir sans limites. A l'épreuve nationale que constitue le poids dans la vie publique d'un courant qui cherche à aiguïser les tensions, et dont la devise revendiquée est « *travail, famille, patrie* » de triste mémoire, s'ajoute celle qui est inscrite dans un résultat qui porte atteinte au crédit de la France hors des frontières, et d'abord à l'intérieur de celles de l'Union européenne.

Mais avant d'aller plus avant, et de chercher, comme il se doit, à comprendre ce qui s'est passé, ce qui se passe dans cette France du nouveau siècle, gardons à l'esprit cette donnée : le tremblement de terre politique qu'est le premier tour de l'élection présidentielle a, sur un plan strictement électoral, une seule cause : la dispersion, absurde, de la gauche. Celle-ci, qu'on la considère dans ses limites « modérées » ou en incluant l'extrême gauche, ne recule pas, d'un scrutin présidentiel à l'autre ; alors que la droite modérée perd de cinq à dix points par rapport aux scrutins précédents. Ce sont ainsi 44 % des Français qui ne seront pas représentés au second tour. M. Le Pen n'est donc là que parce que Jean-Pierre Chevènement l'a permis, lui qui a choisi de se séparer de celui qui, en 1997,

l'avait tiré de l'oubli ; un Jean-Pierre Chevènement qui est allé au bout de son élitisme dévoyé, en proclamant : « *Sortez les sortants* », soit le slogan de Jean-Marie Le Pen depuis 1956. Et que dire de Christiane Taubira, dont les voix auraient suffi à faire que la compétition du second tour reste ouverte, et qui ne fut candidate que parce que, après tout, puisque tout le monde y allait de sa candidature, pourquoi ne pas y aller de la sienne... La gauche est donc d'abord victime d'elle-même et de l'esprit boutiquier qui a été celui des dirigeants de ses différentes composantes qui, tous, ont eu à cœur de se démarquer, donc de critiquer Lionel Jospin et son bilan. Ils ont été entendus. Mais il n'y avait pas de fatalité en la matière, comme en beaucoup d'autres. Il a simplement manqué des dirigeants à la hauteur de l'enjeu.

En démocratie, bien entendu, le suffrage universel est souverain. Il s'impose donc, et s'imposera ; mais chacun reste libre d'apprécier le jugement des électeurs, au nom de valeurs supérieures ; celles qui, par exemple, fondent l'existence d'un Conseil constitutionnel. De ce point de vue, le vote du 21 avril est injuste. Et dangereux.

Une fois la fièvre du dimanche retombée, en effet, le bilan de Lionel Jospin restera. Comme celui, riche, d'une gauche de gouvernement qui a su tenir l'essentiel de ses engagements, qui a su faire l'euro et les trente-cinq heures, faire reculer le chômage, accompagner la relance de la croissance et apporter de nouveaux droits — de la couverture maladie universelle à l'allocation pour personnes

dépendantes, en passant par le congé paternité ou les emplois-jeunes. Bref, Lionel Jospin a, un temps, su renouer avec une politique réformatrice qui, après tant d'années de crise, a réconcilié progrès économique et progrès social.

Le travail mais aussi la manière de Lionel Jospin — faite d'austérité et de dignité — comme son départ de la vie publique conforme à l'éthique qu'il a fait prévaloir pendant son long bail à Matignon, méritent le respect. Il n'y aura pas, comme pour l'actuel occupant de l'Élysée, de troisième tentative pour Lionel Jospin, qui rompt ainsi avec une tradition politique nationale bien établie. Le reproche que l'on peut d'ailleurs adresser à la gauche, et en premier lieu à Lionel Jospin lui-même, est de ne pas avoir accompagné ce travail de l'indispensable pédagogie, inséparable de toute démarche menésiste, et de s'être trop préoccupé — contradiction aussi ancienne que la gauche en France — d'une extrême gauche purement incantatoire et, dans sa version Laguiller, sectaire. Une gauche qui répugnait aux contraintes de la gestion se condamnerait aux oubliettes de l'Histoire.

Le vote du 21 avril est aussi, par le niveau d'audience atteint par l'extrême droite, une énigme ; et un danger majeur pour quiconque aspire à gouverner ce pays sans renier les valeurs universelles dont il se réclame. Deux fronts sont ouverts, deux plaies béantes, toutes deux politiques.

Le premier front est classique, et met en regard les attentes du corps social et les infrastructures politiques, telles que nous les connaissons, et dont nous savons qu'elles devraient être puissamment réformées pour faire sa juste part à la revendication d'autonomie qui est celle aussi bien des collectivités que des individus. Pour faire face à la montée des microcorporatismes, il faudra bien se convertir à une véritable et puissante décentralisation. La politique n'a de sens que si elle parvient à faire sentir son influence — si possible positive — sur la vie de la population, et si elle offre à celle-ci une perspective, des choix qu'elle soit à même de maîtriser. Or la crise actuelle est surtout celle du découragement, du sentiment d'inutilité. De nouvelles formes d'action peuvent réunir des foules, dès lors qu'elles donnent l'impression, fût-ce au prix de raisonnements rapides et parfois trop simples, qu'il s'agit de peser sur le cours des choses. Ainsi un débat essentiel pour l'avenir a lieu depuis plusieurs mois : il s'agit de la confrontation, au sein de la Commission de Bruxelles, entre « *libéraux* » et « *régulateurs* » ; autrement dit, comment armer l'Union européenne face à la mondialisation. Or ce débat a été absent de la campagne. S'il a surgi, c'est... à Barcelone, face à 300 000 manifestants. Peut-on suggérer plus clairement que le débat politique franco-français est largement vidé de son sens ?

Le second front est plus lourd. Il est résumé dans le livre de l'historien Benjamin Stora, *Le Transfert de*

mémoire, qui met en lumière une tendance de fond à l'œuvre dans la société française : le transfert, en « *métropole* », d'une mémoire coloniale, avec un élément constitutif de celle-ci : la peur communautaire du « *petit blanc* » et le sentiment d'abandon qui lui est lié ; l'angoisse identitaire face à l'islam, le refus de la diversité culturelle — et ethnique — de la France d'aujourd'hui adossé à la tradition jacobine d'assimilation.

Le refus d'assumer cette nouvelle société a été amplifié par le choc du 11 septembre, puis par le transfert en France du conflit du Proche-Orient, avec son lot de glissements conduisant à l'enfermement identitaire. De ce point de vue, les propos du président du CRIF, Roger Cukierman, au quotidien Haaretz, proclamant que le score de Le Pen « *est un message aux musulmans pour qu'ils se tiennent tranquilles* », ajoutant que cela servirait à « *réduire* » l'antisémitisme illustre, de façon choquante et irresponsable, cette dérive.

Pour la gauche, momentanément écartée si elle sait éviter les règlements de compte et rassembler ses forces, comme pour la droite désormais forte de son champion, une gauche et une droite « de gouvernement » qui croyaient pouvoir s'affronter comme si de rien n'était, l'enjeu est bien là, celui de la cohésion du pays, donc de l'intégration.

Et maintenant ? Jacques Chirac va se succéder à lui-même. Ainsi le président qui suscite la plus faible adhésion de toute l'histoire de la Cinquième République, celui qui pendant sept ans a présidé à l'affaiblissement de la fonction présidentielle, sera le président le mieux élu de notre longue histoire politique. Ayant fait sa propre campagne, aussi consciencieusement que celle de Jean-Marie Le Pen, en martelant le thème de l'insécurité, Jacques Chirac est face à un choix capital. Il peut faire comme les siens, au soir du premier tour, qui ont rivalisé dans la surenchère d'ordre et de sécurité, au risque une fois de plus de permettre à Le Pen d'expliquer que l'« *original* » vaut mieux que la copie, et d'entretenir ainsi le courant et toutes les dérives. Il peut aussi choisir de restaurer sa fonction, et son propre crédit.

Dans ses premières paroles, il s'est placé au-delà de son camp. Au-dessus des calculs politiques. Comme s'il était désormais conscient qu'il lui reviendra de représenter la droite et la gauche. Son histoire personnelle était jusqu'à présent celle d'une carrière politique, avec des moyens que la morale publique réprouve. Le voilà qui soudain tutoie l'Histoire. Et peut enfin jouer le rôle dont il a rêvé : être président d'une République qu'il faut réformer, pour la faire de nouveau aimer. C'est ce que nous souhaitons. Pour que ce beau pays qu'est la France, avec toutes les couleurs qui l'habitent et qui forgent déjà son avenir, garde le cap de la raison et du progrès.

J.-M. C.

Victoire de l'insécurité PAR SERGUEI



Le chaudron du Proche-Orient

Suite de la première page

A chaque fois l'idée se répandait que, comme nous l'a dit un jour Golda Meir, « *l'expérience qu'ils venaient de subir constituerait pour eux un choc suffisant* ».

On en est toujours là, après la rupture de ce « *processus d'Oslo* » qui avait suscité tant d'espoir : ce que Sharon, et beaucoup de ses compatriotes avec lui, recherchent aujourd'hui, c'est manifestement une victoire assez retentissante pour que personne ne puisse s'aviser de la remettre en question. A voir la façon dont il a dit, dans un récent entretien avec l'Express, que s'il avait été en charge de la guerre d'Algérie il l'aurait gagnée, on voit bien ce qu'il a en tête : une guerre coloniale. Mais nous ne sommes plus au temps des Kitchener ou des Gallieni. Ce n'est pas par hasard qu'il n'y a plus de guerres coloniales dans le monde d'aujourd'hui, que la Russie peine tant à soumettre les Tchétchènes, la Chine les Tibétains et les musulmans du Xinjiang. Pas par hasard non plus que nous assistons en France, essentiellement parmi des jeunes d'origine maghrébine, à une série de manifestations d'antisémitisme. Chacun sent bien que le risque existe que des membres des deux communautés en viennent tôt ou tard aux mains.

Il y aurait plus d'un demi-milliard de musulmans, dont pas loin de 200 millions d'Arabes, de par le monde,

et leur taux de fécondité est très supérieur à celui des juifs : on ne peut attendre d'eux qu'ils applaudissent un homme comme Sharon, qui ne songe à leurs yeux qu'à les humilier. La conférence qui a récemment réuni à Kuala Lumpur les ministres des affaires étrangères des 57 États islamiques a rejeté, avec l'abstention des seules Malaisie et Bosnie, « *toute tentative de lier le terrorisme à l'action du peuple palestinien dans l'exercice de son droit inaliénable à établir son Etat indépendant avec Jérusalem comme capitale* ». Le prince héritier Abdallah d'Arabie saoudite a dit à Colin Powell, lors de leur récente rencontre à Rabat, où la moitié de la population a manifesté contre les actions de Tsahal en Cisjordanie, que le prestige et la crédibilité de l'Amérique dans la région étaient en train de s'effondrer. L'ambassadeur à Londres de la même Arabie saoudite a publié en première page d'Al Hayat, le principal journal de la diaspora arabe, un hommage poétique à une jeune « *martyre* ».

Du coup, le secrétaire d'Etat américain a reconnu devant la presse que « *le chaudron était près de déborder* », et que les Israéliens devaient admettre, quelle que soit la justification de leur offensive, que leur situation stratégique commençait à en être affectée, de même, a-t-il ajouté, que celle des États-Unis. La Maison Blanche ne peut pas ne pas se soucier de l'impact d'une radicalisation de ses amis arabes tant sur le marché pétrolier que sur ses projets d'opérations contre l'Irak de Saddam Hussein.

Ariel Sharon, il est vrai, n'est pas entièrement libre de ses mouve-

ments. L'élection du premier ministre au suffrage universel, qu'Israël est seul à pratiquer, soumet en permanence ses gouvernements à la tyrannie des sondages, et Benjamin Nétanyahou, son rival du Likoud (la droite), ne se prive pas de dénoncer les faiblesses d'un tenant du titre dont il brigue ouvertement la succession.

Yasser Arafat, qui paraissait, de son côté, abandonné par ses troupes et complètement découragé, fait maintenant figure de héros, et n'a guère esquissé de geste pour appuyer l'effort de détente de Colin Powell. Reste que le premier ministre israélien a tout de même pris une lourde responsabilité en n'apportant pas d'autre réponse aux propositions de négociation, formulées unanimement par le sommet arabe de Beyrouth, que d'envoyer ses troupes nettoyer la Cisjordanie. Et si l'on comprend à la rigueur qu'il ait interdit à Arafat de se rendre à cette conférence, on ne voit pas ce qu'il a gagné, sinon d'indisposer les dirigeants de l'Union européenne, en interdisant à leurs représentants d'aller s'entretenir avec le « *raïs* » palestinien.

« SHARON GRANDIT ARAFAT »

La visible vérité, c'est que non seulement il n'a aucune confiance dans le président de l'Autorité palestinienne, mais qu'il le hait, et que s'il ne tenait qu'à lui il y a longtemps qu'il l'aurait éliminé. Comme les Américains ne le laissent pas faire, il cherche à tout prix à empêcher tout ce qui pourrait ébranler son... autorité. Mais le résultat est à l'exact opposé. Comme l'écrit Nicholas Kristof dans

le New York Times, « *Sharon grandit Arafat... Il a changé un dictateur vacillant en héros et a semé la discordance entre Israël et son plus grand allié* ». Même jugement pour le Washington Post : ce qu'il a obtenu « *est à l'opposé de ce qu'il espérait... sa brutale offensive n'a pas eu raison des kamikazes, elle risque d'accroître encore le sang versé* ». A part le Wall Street Journal, qui ne cesse de prêcher la fermeté tous azimuts, la presse américaine se montre d'ailleurs dans son ensemble de plus en plus réservée à l'égard de Sharon. Il ne manque pas de journaux ni d'hommes politiques à Jérusalem pour dire la même chose.

George W. Bush s'est certes gardé jusqu'à présent de marcher sur les traces de son père ou de Ronald Reagan, qui n'avaient pas hésité à forcer assez brutalement la main des dirigeants de Jérusalem, mais enfin il est sorti de la réserve qu'il avait jusqu'à présent observée vis-à-vis du Proche-Orient, et s'est prononcé sans ambiguïté en faveur de la création d'un Etat palestinien, ce à quoi aucun de ses prédécesseurs n'avait jamais songé.

Tôt ou tard, Sharon devra faire ce que ses protecteurs américains lui disent : évacuer les zones occupées par son armée, ordonner un cessez-le-feu, accepter le principe d'un Etat palestinien et reprendre les négociations avec l'Autorité palestinienne au point où, il y a deux ans, elles avaient bien failli aboutir. Restera à Arafat, cette fois, à ne pas faire la fine bouche, en s'imaginant qu'à force il pourrait obtenir mieux...

André Fontaine

Le Monde
ÉDITORIAL

L'Europe des extrêmes

L'EUROPE, à la fin des années 1990, était majoritairement social-démocrate. L'Union européenne était alors tout occupée à trouver l'équilibre le plus juste entre les nécessités de la production des richesses et l'impératif de leur redistribution. Elle s'affairait à défendre un « *modèle social européen* » compatible avec les exigences d'une globalisation économique dont ses quinze membres figuraient — et figurent toujours — parmi les principaux bénéficiaires. Elle faisait l'euro, au lendemain de la chute du mur de Berlin ; elle préparait l'arrivée dans ses rangs des pays d'Europe centrale et orientale que l'URSS avait coupés de leur milieu naturel. Dans toutes ces tâches, l'Europe social-démocrate n'a pas failli — et cela devrait pouvoir consoler un tantinet Lionel Jospin.

L'Europe vire aujourd'hui à droite, et, dans ce mouvement, la France, tristement exceptionnellement, devance tous les autres pays, pour la première fois, le candidat de l'extrême droite est présent au second tour de l'élection présidentielle. Il y a quelques années déjà que le tournant est pris. Les sociaux-démocrates ont perdu en Italie, en Espagne, en Autriche, au Danemark, notamment. A Berlin, le chancelier Gerhard Schröder, le patron du SPD, n'est pas en bonne position ; il n'y a guère, pour les grands pays, que la Grande-Bretagne pour rester néotravailleuse, mais le cocktail blairiste fleurit plus le centre que la gauche.

On ne trouverait rien à redire à ce mouvement d'alternance politique au sein de l'Union s'il ne s'accompagnait d'une percée parallèle inquiétante de l'extrême-droite. C'est le FPÖ en Autriche, le Vlaams Blok en Belgique, la Ligue

du Nord en Italie, le Parti du peuple au Danemark, le Parti de la Vérité et de la Vie en Hongrie, le parti dit Schill en Allemagne, la liste Pim Fortuyn aux Pays-Bas. Et, bien sûr, Le Pen et Mégret dans une France qui paraît moins que jamais en position de donner des leçons aux autres, en dépit de sa propension naturelle à le faire... Les situations ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre, et le mouvement n'est pas uniforme. L'extrême droite aurait plutôt tendance à refluer en Allemagne et en Autriche. Et si les formations populistes et nationalistes se font entendre dans toute l'Europe de l'Est, l'extrême droite hongroise, par exemple, n'a pas réalisé de percée, au contraire, dimanche 21 avril, lors du deuxième tour des élections générales, remportées par la gauche.

Du sentiment de l'impuissance de l'Etat face à une redistribution des pouvoirs au profit des institutions européennes, face à la globalisation économique et financière également, à la perception assez commune d'une montée de la criminalité, les explications avancées sont multiples pour rendre compte de cette défaite de la social-démocratie. Mais il y a un thème commun qui paraît dominer : l'immigration. Partout, l'Europe prend de plein fouet une vague migratoire venue du Sud. Elle oblige à repenser le vieil Etat-providence, elle met à mal la cohésion de certaines collectivités, elle charrie nombre de peurs et de fantasmes. Elle pose un défi principal, qui doit être abordé sans angélisme ni simplisme : celui de l'intégration. L'extrême droite n'y apporte pas de solutions, ou alors inacceptables. A la social-démocratie de réinventer, vite, un modèle d'intégration.

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani

Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel

Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhômeau

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lolléon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard

Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Lou Roccati (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ; Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg

Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

Courrier
INTERNATIONAL

Israël – Palestine
LA MÉCANIQUE
DE LA HAINE
EN KIOSQUE CHAQUE JEUDI, 3 €

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunschbourg
94852 Ivry cedexLe Monde
SOCIÉTÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Courroux21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75224 PARIS CEDEX 02
Tél : 01-42-17-19-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

Le Monde

CAHIER RÉSULTATS

Le premier tour de l'élection présidentielle

HORS départements et territoires d'outre-mer, c'est en Corrèze, que Jacques Chirac réalise son meilleur score, avec 34,23 % des suffrages exprimés. En revanche, le chef de l'Etat sortant s'inscrit sous la barre des 20 % dans les deux tiers des départements métropolitains. Ces zones de plus forte implantation se trouvent essentiellement dans les Pays de la Loire et dans les contreforts du Massif central. A droite, aucun concurrent le lui disputera, dans l'immédiat, sa prééminence. François Bayrou, le candidat de l'UDF, réalise sa meilleure performance, avec 13 % des voix, dans son fief des Pyrénées-Atlantiques.

La carte électorale de son rival du second tour, Jean-Marie Le Pen, fait apparaître une très nette coupure entre l'est et l'ouest de la France. Dans le pourtour méditerranéen, le président du Front national recueille entre 26 % des suffrages, dans les Alpes-Maritimes, et 22,4 %, dans les Bouches-du-Rhône. Ses scores en Alsace, ainsi que dans plusieurs départements de Picardie et de Champagne-Ardenne, s'inscrivent dans la même fourchette. Le dirigeant d'extrême droite échoue à dépasser le seuil des 10 % dans seulement trois départements métropolitains, dont Paris. Ce résultat, paradoxalement, tendrait à confirmer le fossé social et politique qui s'est creusé entre la capitale et le reste du pays.

L'Ile-de-France se caractérise également par son fort taux d'abstention. Le pourcentage d'électeurs ne s'étant pas rendus aux urnes atteint ou dépasse 30 % dans l'ensemble des départements franciliens. Le fait que le scrutin se soit tenu au milieu des vacances scolaires de cette zone académique aura sans aucun doute accentué le phénomène, puisqu'on le retrouve à l'identique dans un département comme la Gironde, qui était dans le même cas. Pour autant, ce rôle incontestable ne suffit certainement pas à expliquer le résultat final.

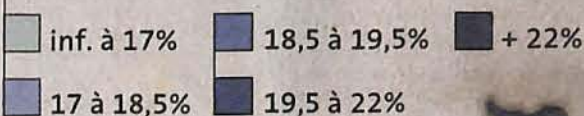
Car, pour le candidat du Parti socialiste, celui-ci est sans appel : il recule en pourcentage et en voix, en comparaison avec le scrutin de 1995, dans tous les départements de métropole, sans exception. Si la carte électorale de Lionel Jospin semble offrir un reflet inversé de celle de Jean-Marie Le Pen, ce recul touche en proportion égale ses zones d'implantation traditionnelles et celles qui lui sont les plus défavorables. Au final, le premier ministre sortant ne parvient à dépasser 20 % des suffrages exprimés que dans six départements de métropole. Sa fourchette de résultats par département, en métropole, se situe entre 10 % et 24 % des suffrages exprimés.

L'érosion des scores du candidat socialiste, conjuguée à l'effondrement du Parti communiste, fait apparaître une nouvelle carte politique de l'extrême gauche. Si l'on s'en tient aux seuls résultats d'Arlette Laguiller, on voit apparaître une nette poussée dans les zones de tradition ouvrière, notamment dans le nord et l'est de la France. La candidate de Lutte ouvrière, toutefois, ne fait que retrouver le socle de voix dont elle disposait déjà en 1995. Mais, avec l'addition des voix recueillies par le candidat de la Ligue communiste révolutionnaire, Olivier Besancenot, cette géographie politique de l'extrême gauche transgresse toutes les frontières, ce qui lui permet de s'installer au-dessus des 10 % des suffrages exprimés. Avec plus de 1,2 million de voix, le jeune facteur « 100 % à gauche » parvient même à devancer le porte-parole de Chasse, pêche, nature et traditions, Jean Saint-Josse, qui, en comparaison avec les résultats qu'il avait obtenus aux élections européennes, en 1999, enregistre un revers.

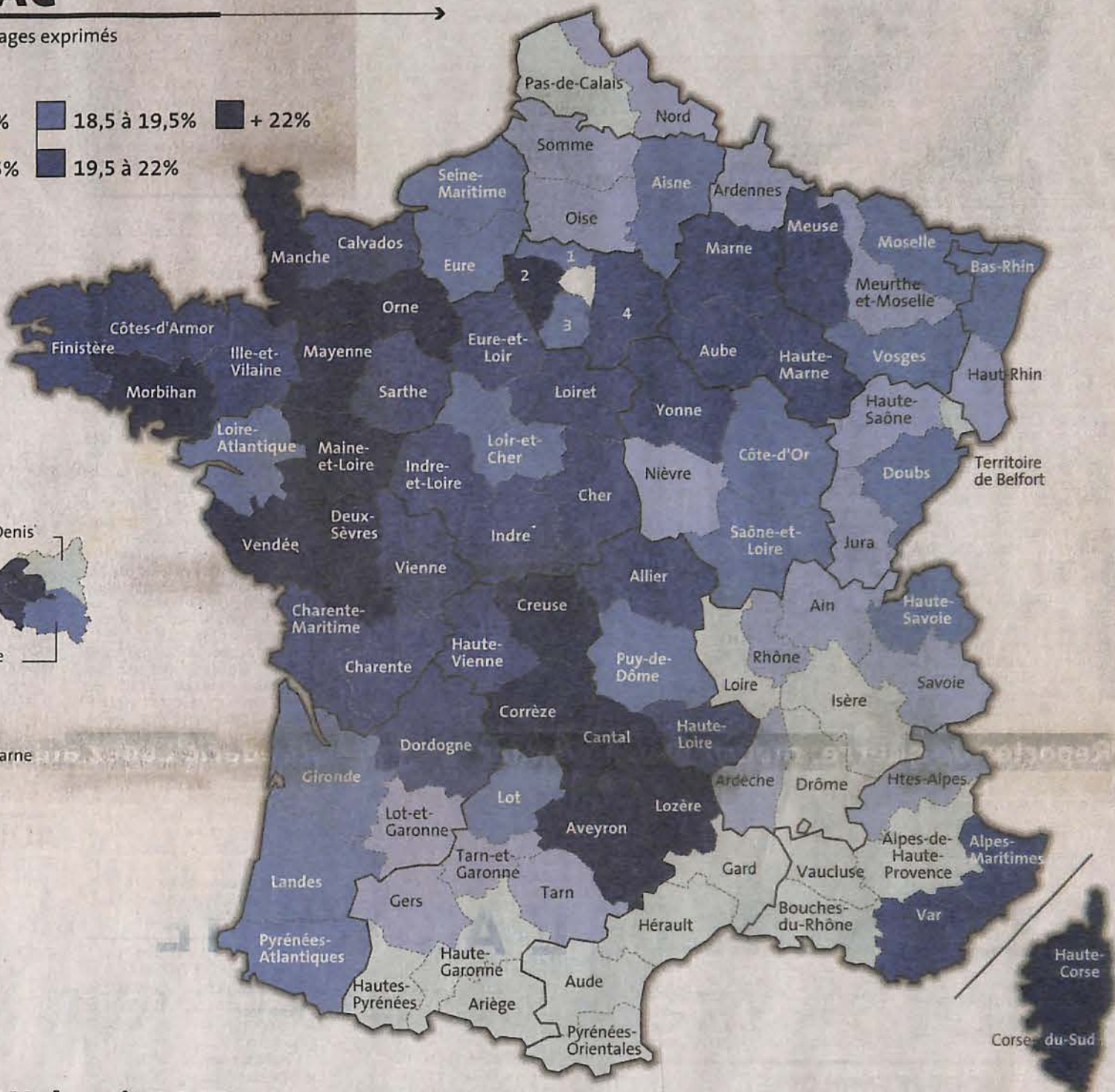
Patrick Roger

CHIRAC

en % des suffrages exprimés



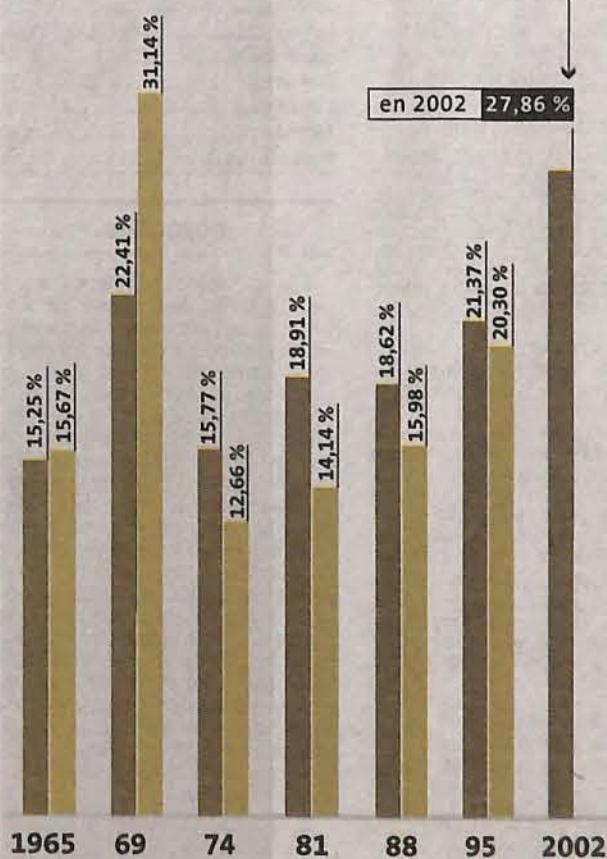
- 1-Val-d'Oise
- 2-Yvelines
- 3-Essonne
- 4-Seine-et-Marne



L'ABSTENTION depuis 1965..

L'abstention à l'élection présidentielle en % des suffrages exprimés

■ 1^{er} tour ■ 2^e tour



.. et en 2002

en % des suffrages exprimés

